lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - N° 97 - SEMAINE DU 7 au 13 JUILLET 1970 - PRIX : 2 F

IRLANDE

DE LA MITRAILLE POUR LES PAUVRES

courrier des lecteurs

Je suis en instance de pension de sécurité sociale — qui demande six mois pour liquider une pension, ainsi que l'A.G.P.S. d'ailleurs.

Je viens vous donner ci-dessous des extraits d'une lettre à une organisation de retraités :

« En ce qui concerne un scandale capitaliste particulièrement révoltant : la panne de l'ordinateur de la Caisse Vieillesse et ses conséquences. »

Je pense qu'il y avait lieu d'alerter l'opinion publique de façon percutante.

Par exemple, sous forme d'une lettre ouverte au président de la République. Il est inadmissible que ceux qui se sont fait exploiter pendant un demi-siècle — c'est mon cas — qui ont fait la prospérité de la France, dont le travail fait vivre présidents de la République (du numéro que vous voudrez) ministres, P.D.G., cadres, etc., soient frustrés seulement d'un jour dans l'échéance de leur pension, par ailleurs insuffisante, qu'ils ont bien plus que méritée.

Alors qu'ils ont payé les cotisations à leur échéance. Et lorsqu'ils ne peuvent payer l'impôt à la date prévue, nous savons quels intérêts de retard on leur facture.

Si l'administration est en retard pour le paiement des pensions, pourquoi ne serait-elle pas, aussi, pénalisée ?

C'est un devoir élémentaire pour le gouvernement de faire l'impossible pour que les vieux perçoivent leur pension à la date prévue.

Mais les organisations de retraités et de vieux failliraient à leurs devoirs si elles ne mettaient le gouvernement en demeure de tenir ses engagements, ce qui est un minimum.

Avec confiance, je vous envoie, chers camarades, mes amitiés,

C.R. (Paris-10e)

Il s'agit effectivement là d'une attitude scandaleuse, qui illustre bien le mépris des pouvoirs « publics » en ce qui concerne le sort des couches les plus défavorisées de la population.

Nous ne pouvons guère, pour notre part, que dénoncer ce scandale. Mais voilà qui est fait.

Votre éditorial du n° 94 sur la lutte des Féddayins ne m'a pas convaincu, bien au contraire !

Premièrement, qualifier la lutte palestinienne de « nationaliste » me paraît exagéré, même si l'on s'en tient à votre analyse du problème.

Deuxièmement, certains de vos arguments, m'apparaissent comme gratuits. L'un d'entre eux plus particulièrement. En effet, qu'est ce qui vous permet de dire que le mouvement palestinien s'oppose à Hussein parce qu'il joue un rôle de frein dans leur luttte « nationaliste » et non à cause de la nature réactionnaire de la clique royale ?

— Pas les dernières déclarations du F.P.L.P. et du F.P.D.L.P.

D'autre part, il me semble que vous faites preuve de beaucoup d'indulgence en ce qui concerne la lutte des petits commerçants et des routiers ; ces deux catégories sociales sont victimes du capitalisme, nous devons les soutenir, leur lutte est la nôtre. Mais de qui sont donc victimes les Palestiniens, si ce n'est de l'impérialisme.

Enfin, camarades, il serait souhaitable que vous redescendiez sur terre. Les beaux discours, les jolis éditoriaux, tout cela est très bien, avec le seul inconvénient que cela ne tient pas toujours de la réalité ; de la vie de tous les jours. Regardez la vie dans les camps de réfugiés, voyez les nécessités pratiques de la lutte armée, la situation politique et militaire devant laquelle se trouvent les palestiniens, et vous voudriez que les Féddayins vendent leurs « canards » tous les soirs, qu'ils fassent du porte à porte tous les jours et... un meeting par mois.

Le terme « nationaliste » te paraît exagéré. Mais pourtant, tu ne nous parles pas de la « lutte des travailleurs palestiniens », ni même de la « lutte du peuple palestinien », mais de la « lutte palestinienne », utilisant toi-même un vocabulaire purement nationaliste.

Le problème n'est pas de savoir si nous « exagérons » ou pas. Le problème est de savoir si les bases de classe des organisations palestiniennes sont celles que nous affirmons ou pas. Et de deux choses l'une, ou elles se placent sur le terrain du prolétariat international, et de la révolution socialiste mondiale, ou elles se placent sur un terrain nationaliste bourgeois (cela aussi te paraîtra peut-être « exagéré », mais en affirmant cela, nous nous permettons de te faire remarquer que nous ne faisons nullement preuve d'originalité, et que nous ne faisons au contraire qu'appliquer la leçon du « Manifeste Communiste »).

Ni le F.P.L.P. ni le F.P.D.L.P. n'appellent les masses arabes à la lutte contre les régimes réactionnaires, non seulement de Hussein, mais également de Nasser ou d'autres. Ils limitent en fait leurs préoccupations à la seule Palestine. Et c'est effectivement en fonction de cette seule préoccupation qu'ils ont été amenés à s'opposer à Hussein.

Il ne s'agit pas d'opposer la lutte pour le socialisme à la lutte armée, mais de savoir quelle politique les fusils servent. Il ne s'agit surtout pas de tomber dans le romantisme, et de croire que « la vie dans les camps de réfugiés » suffit à faire de la lutte des organisations nationalistes palestiniennes une lutte socialiste.

Et contrairement à ce que tu crois, en affirmant cela, c'est nous qui avons les pieds sur terre, et qui tenons compte de la réalité. Car nous refusons, à l'encontre de la quasi totalité du mouvement gauchiste, de prendre nos désirs pour des réalités. Et cela ne nous empêche nullement, par ailleurs, de soutenir la lutte du peuple palestinien... précisément comme nous soutenons celle des petits commerçants.

Les considérations du « professeur rouge » du camarade F.D. m'ont sérieusement tapé sur les nerfs. Si L.O. veut prendre position sur la politique de la 4 à l'égard de la révolution algérienne, c'est son droit ; mais alors il faut le faire honnêtement et, honnêtement pour moi, quand, comme c'est le cas, on a des discussions en vue de l'unification avec l'organisation qu'on critique, cela veut dire, en premier lieu, s'informer auprès de celle-ci afin d'éliminer toute fausse interprétation. Après on peut écrire tout ce qu'on veut, mais il faut d'abord savoir de quoi on parle. Or, le camarade F.D. ne le sait visiblement pas, qui renvoie dos à dos, d'un même geste comminatoire, la « tendance Franck-Mandel » qui soutint le FLN et la « tendance Lambert » qui soutint le M.N.A. Peut-etre était-il de ces camarades qui, tandis que la quatrième subissait la répression pour son action en faveur de l'indépendance de l'Algérie, tandis que plusieurs militants de la section française, dont Pierre Franck et Alain Krivine se faisaient plastiquer par l'O.A.S., se souciaient, eux, de coller bien strictement aux revendications les plus « terre à terre » des travailleurs français. Ceci expliquerait son ignorance. On peut au moins douter que ce soit une raison suffisante pour fonder une critique aussi méprisante, et aussi sotte, que celle aboutissant à assimiler ce qu'il appelle la « capitulation » du S.U. en ce qui concerne l'Algérie à rien moins que la trahison de la révolution chinoise, en 1925-27, par la direction Staline-Boukharine. Le camarade F.D. nous dit que la résolution du S.U., parue dans le numéro de la Quatrième Internationale de mars 1970 « ne va pas au fond du problème », qu'elle procède d'une absence d'analyse réelle du F.L.N. et de son rôle » et, pour faire bonne mesure, il nous parle de la « méthode impressionniste » de la Quatrième Internationale ainsi que de son « interprétation apolitique et métaphysique de la révolution permanente ». Si ce ne sont pas là des grands mots pour « faire bien », il faut que le camarade F.D. aille, lui, au fond du problème, qu'il fasse, lui, cette analyse.

Pour avoir participé à Alger en 1964 et 1965, à l'activité du groupe qu'il fallu bien organiser, avec l'appui du S.U., à part et à l'insu du groupe de Pablo, afin de remédier à ce que je continue de considérer comme « l'orientation erronnée » de ce dernier « dans le domaine de la construction du noyau révolutionnaire », je serais fort intéressé en particulier à ce que le camarade F.D. m'explique ce que nous aurions dû faire alors pour « jouer un rôle véritable dans la construction d'une direction révolutionnaire digne de ce nom ». Vous voudrez bien, j'espère, reconnaître que ce sont pas avec des articles comme celui de F.D. ou ceux de L. Bertrand et de Claude Charvet, qui figurent dans la même page, qu'on peut en avoir une idée un peu précise.

Bien cordialement.

A.R.

Nous ne pensons pas, quant à nous, que le problème de l'honnêteté d'une critique se pose d'une manière différente quand on n'a pas de pourparlers d'unification avec une organisation, ou quand on en a. Nous pensons également que les textes publiés par une organisation — et cela, dans le cas présent, sur une période de quinze ans — devraient tout de même pouvoir suffire à juger de sa politique, et cela sans qu'il soit besoin d'explications complémentaires. Nous nous permettons enfin de ne pas partager le mépris du camarade A.R. pour les revendications « terre à terre » du prolétariat français, et ne pas considérer le fait d'être victime d'un plastiquage comme une preuve de la justesse de sa politique.

Quant au fond, nous attendons que le camarade A.R. (ou que le S.U. de la Quatrième Internationale) nous explique en quoi, précisément, sa politique était différente de celle que nous lui reprochons. Quand le S.U. renonçait à construire un parti révolutionnaire prolétarien indépendant en Algérie, et se mettait à la remorque d'une organisation qui se proclamait elle-même « Front National », en quoi cela différait-il, effectivement, de la politique de l'Internationale Communiste du temps de Staline et Boukharine par rapport au Kuomingtang ? Cette politique fondée sur la conviction que la lutte du peuple algérien allait connaître une « transcroissance » quasi-automatique en révolution socialiste, n'est-ce pas une « interprétation apolitique et métaphysique de la révolution permanente » ? Et quand l'actuel S.U. reproche à Pablo d'avoir surestimer ses possibilités d'intervention personnelle auprès de la direction du F.L.N., n'est-ce pas reconnaître implicitement le caractère « impressionniste » de la politique d'alors — du moins — de la direction de la Quatrième Internationale ?

Ce n'est d'ailleurs pas d'aujourd'hui que notre tendance exprime ses critiques sur cette politique, et le camarade A.R. pourrait les trouver, et de manière évidemment plus détaillée qu'ici, dans toute notre presse, depuis des années.

Et si nous pouvons parfaitement comprendre que sa participation personnelle à cette politique lui ait rendu sur ce sujet l'épiderme sensible, cela ne suffit pas à faire d'une politique opportuniste une politique révolutionnaire.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	30 F
	1 an :	50 F
sous pli fermé :	6 mois :	70 F
	1 an :	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

En bref

ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX...

Le Parlement de l'Etat de Louisiane vient de rejeter une motion présentée par son seul membre noir, M. Ernest Morial. Celui-ci demandait la suppression de la mention de l'origine raciale sur les flacons de plasma sanguin dans les hôpitaux publics, indication qui est contraire aux directives du ministère de la Santé.

A l'occasion de ce débat, un parlementaire blanc a déclaré : « Je préfère voir ma famille mourir plutôt que de la voir avec une seule goutte de sang noir. Le ministère de la Santé est une organisation communiste de haut jusqu'en bas. Ils veulent échanger du sang de blanc contre du sang de nègre. »

Nous serions bien surpris qu'un noir veuille échanger quoi que ce soit et en particulier son sang, avec un individu dont le racisme viscéral et pathologique n'a d'équivalent que la débilité mentale. Comme il le déclare lui-même, il est plus logique que lui et les individus de son espèce débarrassent la terre de leur présence. C'est certainement le seul service qu'ils sont capables de rendre.

LE PRIX D'UNE POLITIQUE

Après l'annonce de la victoire inattendue des conservateurs, la Bourse de Londres a connu une effervescence inhabituelle. Le cours de la livre a brusquement monté, de même que celui des valeurs industrielles dont l'indice a fait un bond de 7 %. Au total, la capitalisation boursière s'est accrue d'un milliard de livres, soit plus de 13 milliards de nos francs ! C'est le prix, pour ces messieurs les financiers et autres spéculateurs, de l'avantage d'être gouverné par une équipe conservatrice. Craignaient-ils donc tant le bien peu subversif M. Wilson ? Ils n'ont pourtant pas à se plaindre de ses bons et loyaux services mais tout ce qui rappelle de près ou de loin — même de très loin — le socialisme ou le mouvement ouvrier effraie les profiteurs.

LA CARTE DU PARTI NE FAIT PAS LE MOINE

Les épurateurs tchécoslovaques ont de gros problèmes : en retirant la carte du parti aux hérétiques (et le mal semble contagieux), en leur retirant leur moyen d'existence habituel par la même occasion ou en les transformant en balayeurs, ils viennent de s'apercevoir qu'il était difficile de les remplacer dans leur emploi de médecin, de chercheur, de professeur ou de technicien, etc. « Tribuna », l'hebdomadaire du bureau du P.C. de Bohême-Moravie vient de s'en plaindre amèrement et de constater que les membres de « l'intelligentsia » doivent être remplacés par de nouveaux spécialistes dont la formation est, hélas, forcément plus longue que la simple remise de la carte à un candidat docile à point. D'après « Tribuna » et « Rude Pravo » (quotidien du parti), l'épuration aurait des conséquences économiques inquiétantes et la situation devient critique.

Comme quoi il est plus facile d'enlever les cartes aux uns pour les remettre aux autres et de transformer un médecin en balayeur que de faire d'un délateur pro-russe un personnage économiquement utile.

LA POLITESSE DE M. DESCAMPS

M. Eugène Descamps est décidément d'une politesse extrême. C'est animé de ce sentiment exquis qu'il a envoyé un télégramme de félicitation à J.-J. S.-S. après son élection à Nancy.

Comme un journaliste lui demandait s'il fallait y voir une esquisse de rapprochement politique, le secrétaire de la C.F.D.T. a répliqué qu'il n'y avait, dans son geste « aucune intention politique ».

Vraiment, la pureté des sentiments pourrait surprendre si on n'était habitué, depuis longtemps, aux témoignages d'amitié, de sympathie et de politesse de M. Descamps. C'est ainsi qu'il s'est adressé naguère à MM. Deferre et

Photo A.F.P.

Poher. Et s'il n'a pas eu l'occasion de les féliciter pour une quelconque victoire électorale, sans aucune arrière-pensée politique bien entendu, il ne désespère pas d'atteler la C.F.D.T. au char centriste même si, ce faisant, il ne reçoit pas les félicitations des travailleurs

ATTENTION, ESPACES VERTS

Il reste encore quelques espaces verts à Paris, mais pas pour longtemps sans doute. Les promoteurs, constructeurs et spéculateurs divers leur font systématiquement la chasse.

Ainsi, le square du Temple, dans le 3e arrondissement, va être transformé en parking souterrain et un nouveau quartier va être privé de verdure. Ceci, malgré les protestations des habitants du quartier qui ont tenu, lundi 21 juin, une conférence de presse pour dénoncer ce nouvel attentat contre les espaces verts.

Le gouvernement a beau s'émouvoir sur la pollution et parler d'une « politique de l'environnement », cela n'empêche pas les capitalistes de transformer les squares en béton et défendre Paris de plus en plus invivable.

Il y a quelques années, une photographie aérienne du bassin parisien, révélait un phénomène curieux : à la place où l'on savait être Paris, il y avait une tache violette, l'air avait une couleur et une densité particulières qui provenait de toutes les pollutions qui en changent la composition. A l'époque, un certain nombre de gens s'étaient émus prétendant que toute la population parisienne risquait fort de périr dans une telle atmosphère. C'est sans doute pourquoi depuis on détruit les squares !...

VINGT ANS APRES

Photo UPI

La veuve de Laszlo Rajk a porté plainte pour le meurtre de Mathias Rakosi, l'ancien secrétaire général du P.C. hongrois. Celui-ci, vivant en U.R.S.S. depuis 1956 avait obtenu, après plusieurs demandes, l'autorisation de rentrer en Hongrie.

Voilà qui ne va pas manquer d'embarrasser le gouvernement hongrois. Car s'il se soucie peu de Rakosi, il sait que mieux vaut ne pas trop chercher les responsabilités dans les procès de 1949.

Une recherche trop scrupuleuse mènerait sans doute à des découvertes gênantes. On pourrait se souvenir, par exemple, que celui qui a remplacé Laszlo Rajk se dénommait... Janos Kadar.

LA JUSTICE PASSE, LE CRIME CONTINUE

Un « Marine » de 21 ans a été condamné à la détention perpétuelle pour l'assassinat prémédité, lors d'une patrouille, de douze civils vietnamiens, femmes et enfants.

Il a déclaré : « Je n'avais pas l'intention de tuer qui que ce soit, à part l'ennemi... Je pensais que je tirais sur l'ennemi, mais d'autres gens se sont trouvés là. »

On lui avait appris que tout Vietnamien, femme, enfant ou vieillard, était — sinon en fait, du moins en puissance — un Vietcong.

Il n'a finalement fait que ce que tant d'autres GI's font chaque jour, ce qui leur vaut plus de décorations que de châtiments.

Les crimes au Vietnam ? Ils sont innombrables. Mais le criminel reste encore à châtier : c'est l'impérialisme.

COMMENT VIVIEN RESOUT LA CRISE DU LOGEMENT

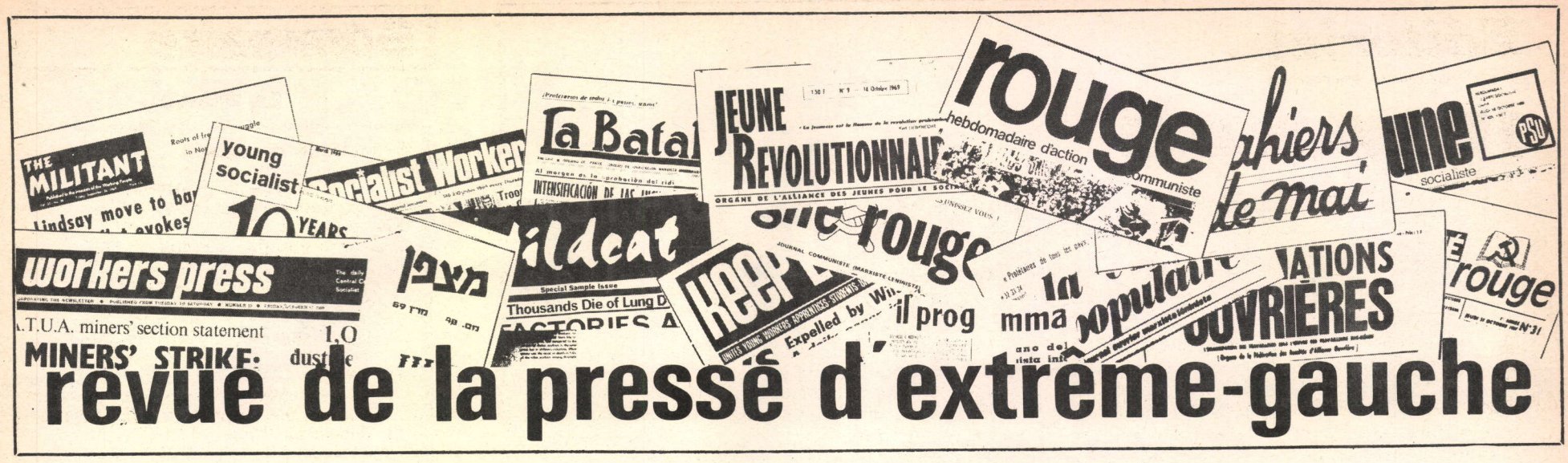
Photo L.O.

A un député de l'U.D.R. qui lui demandait des comptes sur « les erreurs graves » commises en matière de construction dans le Pas-de-Calais, M. Vivien, secrétaire d'Etat à l'Equipement, a répondu qu'en effet, dans l'arrondissement de Lens, des H.L.M. étaient vides. Ce qui est aussi le cas ailleurs.

Qu'a-t-il proposé comme solution ? De peupler ces H.L.M. avec les habitants des bidonvilles, ou des « courées » qui leur ressemblent, si fréquentes dans le Nord, en réduisant le loyer des H.L.M. de telle sorte que les familles les plus modestes puissent y accéder ?

Non, vous n'y êtes pas du tout : M. Vivien a promis qu'on ne lancerait aucun nouveau programme de H.L.M. dans la zone où se trouveraient des logements vides !

Une élégante façon de résoudre le problème des logements : ne plus en construire !



revue de la presse d'extrême-gauche

ETRANGER

ISRAC EDITION FRANCAISE

Israc **est une revue trimestrielle publiée par des révolutionnaires israéliens.**

Dans son dernier numéro, le lecteur pourra trouver des articles sur la situation en Israël, sur la personnalité d'Uri Avrery sur le « sionisme de gauche, sur le Histadrout, le « syndicat patron » israélien.

L'éditorial est consacré à une analyse du conflit du Moyen-Orient dans l'actuel contexte international et à un rappel des positions programmatiques de Israc. **On peut notamment lire :**

« En tant que révolutionnaires israéliens, nous soutenons le droit des Arabes palestiniens à résister à l'occupation et à lutter contre l'oppression nationale. Nous sommes d'avis que la lutte actuellement engagée doit devenir une lutte commune des révolutionnaires des deux peuples. Pour qu'elle le devienne, il est nécessaire d'écarter toute ambiguïté : le but de la lutte n'est pas de renverser les rôles et de remplacer l'oppression nationale existante par une autre oppression nationale.

Le fait que le peuple israélien soit issu d'un processus de colonisation ne change rien au fait qu'il constitue maintenant une entité nationale.

Bien qu'il y ait des divergences dans notre Comité sur les éventuelles étapes intermédiaires, nous sommes tous d'accord sur le but final, qui est la constitution d'un Moyen-Orient révolutionnaire et socialiste. C'est dans ce cadre plus large que les conflits nationaux trouveront leur solution sur une base internationaliste. Quant aux étapes intermédiaires, quelle que soit la forme qu'elles prennent, elles doivent déjà être la préfiguration de l'objectif à long terme, comprenant la region tout entière.

C'est la tâche de nous tous, révolutionnaires de la région, d'œuvrer pour la formation d'une avant-garde révolutionnaire. Une telle force sera l'instrument pour la mobilisation des masses de tous les peuples dans une direction révolutionnaire. De cette manière, la phase nationale de la lutte pourra être dépassée. »

FRANCE

l'internationale

Dans son numéro de juin 1970, l'Internationale, **mensuel de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire publie un article de G. Marquis consacré au problème de l'unité des révolutionnaires.**

Après avoir noté que les divergences séparant la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière **sur la question du centralisme démocratique s'avéraient difficilement compatibles, l'auteur examine ce que serait une « véritable unité » des révolutionnaires.**

N'insistons pas sur les tendances « Maoïstes » qui, en fait d'arguments politiques, utilisent plus volontiers les insultes pour résoudre les divergences et dressent un barrage infranchissable pour une collaboration réelle au moins dans une **même organisation** en reprenant l'héritage de Staline.

Mais on ne peut ignorer l'organisation la plus forte numériquement, et qui dispose non seulement d'un capital de lutte anti-impérialiste, mais aussi de liens non négligeables avec la classe ouvrière. Même si cette organisation est politiquement encore très hétérogène, même si son secrétaire général Rocard ne se prononce pas lorsqu'on lui demande si son parti est un parti de classe, depuis mai 1968 et l'adoption d'une série de thèses orientées vers le marxisme révolutionnaire, dans un climat général portant vers la révolution socialiste, le P.S.U. est devenu constituant du processus de construction d'un Parti Révolutionnaire en France. Et cela est attesté autant par les idées qui deviennent majoritaires en son sein que par la pratique de l'unité l'associant prioritairement aux groupes révolutionnaires dans la lutte anti-impérialiste, dans la lutte contre la répression, contre l'armée bourgeoise (ce qui est éminemment révolutionnaire), contre les transports urbains déficients, etc.

Disons même que sur le plan du travail dans la classe ouvrière, sans oublier le caractère souvent opportuniste de nombre de ses militants, son style général d'intervention tenant compte de l'importance du rôle des syndicats dans la lutte de classe et de l'attachement des travailleurs à leur égard, est empreint de plus de sérieux que l'agitation stérile de maints militants de la Ligue ou de **Lutte Ouvrière.**

Dans ses rangs, nombreux sont ceux qui luttent pour l'unité organique avec les groupes révolutionnaires. C'est dans « Tribune Socialiste » que le camarade Kergoat a proposé la constitution d'un parti avec la Ligue Communiste et **Lutte Ouvrière.** C'est la Fédération de Paris du P.S.U. qui a proposé que l'élection partielle du 12e arrondissement voit les révolutionnaires s'entendre sur une candidature commune, acceptant même une étiquette commune sous laquelle elle serait présentée. Ainsi, on ne peut donc pas parler d'unité des révolutionnaires, si on ne s'entend pas à y faire participer le P.S.U. Mais plus important encore sur le plan politique, **c'est avec « l'opposition communiste » qu'il faut rechercher un accord d'unité.**

Cette opposition reste faible numériquement mais politiquement elle représente toujours la plus grosse force potentielle dans la construction du Parti Révolutionnaire. Il s'agit d'une tendance qui ne cessera de grandir en rapport avec la crise internationale du stalinisme et l'enlisement bureaucratique du P.C.F. Elle est représentée aujourd'hui en particulier par les camarades « d'UNIR pour le socialisme » mais surtout, dans la mesure où ils s'engageront à fond, par les quatre « contestataires » Garaudy, Pronteau, Kriegel Valrimont et Tillon. Tillon, le chef des F.T.P., qui proteste contre l'élection de Marchais, qui moins que tout autre, pour Tillon, n'était désigné pour prendre la direction du Parti dans lequel il n'a été associé à aucune de ses grandes luttes, telle la résistance.

Ceux-là, pour la classe ouvrière, ne peuvent être rangés aux rangs des anti-communistes, et nul doute que dans de larges secteurs du P.C.F. et des syndicats de nombreux militants communistes entendront leur appel... s'ils persévèrent ! Voilà la chance qui se présente de constituer une organisation unifiée de tous ceux qui luttent en France contre le stalinisme pour la construction d'un parti révolutionnaire. Allons-nous la saisir ?

L'HUMANITÉ rouge

L'Humanité Rouge **consacre l'éditorial de son dernier numéro au problème de la répression du gouvernement contre le mouvement révolutionnaire.**

Après avoir noté l'accélération de la répression contre les gauchistes, qualifié de processus de « fascisation », l'éditorialiste poursuit :

« Où va-t-on ? Après avoir suscité dans sa police de fausses menaces de grève, le pouvoir lui promet une augmentation de ses traitements et de ses effectifs. L'indifférence serait criminelle. Le recul devant l'intimidation également. La classe ouvrière, que la répression, qui s'abat sur ses alliés ou sur ses propres membres, vise fondamentalement — le sens fondamental de la répression réside dans le maintien de l'exploitation des ouvriers par la bourgeoisie —, la classe ouvrière doit promptement se mobiliser et répudier les dirigeants révisionnistes qui ont appelé en plus d'une occasion cette répression et s'en font constamment les complices. Toutes les victimes actuelles ou virtuelles de la répression doivent se grouper autour de la classe ouvrière. Il faut savoir reconnaître que le recours par le pouvoir à la terreur trahit sa propre frayeur, est le réflexe symptomatique d'une force réactionnaire au seuil de sa perte.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Dans son numéro 411, Informations Ouvrières **consacre de longs développements du Ier Congrès de l'Alliance Ouvrière qui s'est tout récemment tenu à Suresnes.**

Les Congressistes ont adopté une lettre ouverte « aux travailleurs, à la jeunesse, aux militants » dont nous extrayons les passages suivants :

« Nous, délégués du Ier Congrès de l'Alliance Ouvrière-Congrès Ouvrier, nous répondons : **IL FAUT CONSTRUIRE UN NOUVEAU PARTI.** Cette tâche est dictée par toute la situation, tant dans le monde que dans chaque pays.

Mais les doutes viennent assaillir... Un nouveau parti ? Pourquoi ce parti ne ferait-il pas comme les autres ? A cette question réelle et fondée, nous répondons :

L'Alliance Ouvrière organise dans ses Comités d'Alliance Ouvrière les militants et jeunes qui entendent refuser la politique de collaboration de classe qui n'entraîne que mécomptes et échecs.

Les Comités d'Alliance Ouvrière sont ouverts à toutes celles et à tous ceux qui ont compris que ce qui a fait défaut dans la grève générale de mai-juin 1968 a été une organisation politique suffisamment enracinée pour permettre à la classe de déjouer les manœuvres et les trahisons. Dix millions de travailleurs et de jeunes se sont lancés spontanément à l'assaut du Capital et de l'Etat. Mais la spontanéité n'a pas suffi. Elle ne peut suffire. Il faut l'organisation.

Les Comités d'Alliance Ouvrière sont fondés sur la **DEMOCRATIE OUVRIERE.**

L'ALLIANCE OUVRIERE N'IMPOSE PAS PAR LE HAUT SON COMMANDEMENT. Elle est Fédération de tous ses Comités, où par la discussion libre, sont définis mots d'ordre, tactiques répondant aux seuls intérêts des masses laborieuses.

Marcher dans la voie de la construction du parti révolutionnaire ce n'est pas ajouter à la division, c'est œuvrer à l'unité car c'est agir pour bâtir l'organisation capable de réaliser l'unité de combat de la classe à partir d'une politique conforme à ses intérêts. »

rouge

hebdomadaire d'action communiste

C'est à l'opération Jean-Jacques Servan-Schreiber qu'est consacré le dernier éditorial de Rouge.

On peut notamment lire :

Alors que le P.S. et le P.S.U. sont laminés, il consolide ses positions. S'il utilise ses succès à des fins internes — de bons résultats électoraux ne sont-ils pas la preuve d'une ligne politique juste ? — le **P.C.F.** évite cependant de trop bomber de torse. Inquiet de sa propre force, il voudrait bien redonner des couleurs à ses pâles alliés. Mais cette inquiétude se transforme en angoisse devant le courant qui risque d'attirer irrémédiablement socialistes et radicaux dans le sillage de l'opération centriste de Schreiber. Ce J.-J. S.S. exagère. Il brouille les cartes. Juquin, dépêché à Nancy par le B.P., s'indigne : la candidature de Servan-Schreiber est « une fausse solution de rechange ». La vraie, celle que le P.C.F., depuis des années, avec une persévérance de Pénélope, remet sur l'ouvrage, l'union de la gauche, va lui passer sous le nez avant que d'être née.

On peut se demander si J.-J. S.-S. offre assez de garanties pour mener à bien son opération.

D'autre part, les forces qu'il voudrait regrouper sont bien faibles, radicaux, P.D.M., socialistes ne représentent plus grand-chose. Même pris ensemble.

Mais quelle que soit la suite des événements, il est clair que pour bloquer ce genre d'opération, qui au travers de J.-J. S.-S. ou d'un autre, aura des lendemains, la stratégie réformiste du P.C. est inefficace. Il laisse à la bourgeoisie les coudées franches pour réaliser ses opérations politiques sans retirer les meilleurs fruits de sa politique opportuniste.

Pour casser l'opération Servan-Schreiber, rendre très difficiles les manœuvres de la bourgeoisie, il faut profiter au maximum de la crise de direction profonde et durable, qui affecte le capitalisme français.

La solution réside dans l'exacerbation des luttes de classes sur un programme de transformation révolutionnaire de la société ; non dans la réforme, mais dans la révolution, pour faire échec en même temps au pouvoir et à ses prétendants bourgeois. »

Editorial

IRLANDE

DE LA MITRAILLE POUR LES PAUVRES

L'ARRESTATION de Bernadette Devlin a décidément rouvert le cycle de violence en Irlande du Nord. Après les émeutes de la semaine précédente, qui avaient déjà fait 5 morts, il a suffi d'une perquisition contre un dépôt de munitions pour que la totalité de la population du quartier catholique de Belfast, qui n'acceptait pas qu'on lui prenne ses armes après avoir emprisonné ses chefs, se battent toute une nuit contre les soldats britanniques.

Tout le monde a souligné l'escalade de la violence qui a donné au quartier de Falls Road un visage de guerre civile. Pour la première fois, l'unanimité de la population catholique dans sa détermination à la lutte, s'est manifestée par l'utilisation systématique de grenades, la multiplication de tireurs isolés dans un quartier couvert de barricades.

La violence des affrontements, leur caractère insurrectionnel est effectivement caractéristique du degré de mobilisation de la population catholique irlandaise contre les troupes anglaises. Malgré leur caractère local pour le moment, ils ont fait monter d'un cran la lutte de la forte minorité catholique opprimée d'Irlande du Nord. Mais le fait le plus important pour l'avenir, c'est le rôle que semblent avoir joué dans le déclenchement et le déroulement de ces événements, les nationalistes irlandais. La lutte jusqu'ici essentiellement revendicative sur le plan des droits civils égaux pour tous, pourrait fort bien en être transformé en une lutte séparatiste pour l'indépendance de l'Irlande du Nord.

C'est en effet à la suite de perquisitions liées au transfert d'armes d'Angleterre par les nationalistes que l'émeute a eu lieu, c'est un dirigeant connu de l'I.R.A. (Armée Républicaine Irlandaise) qui semble avoir joué un rôle important dans l'organisation de la résistance à l'occupation du quartier.

Ce rôle des nationalistes n'est évidemment pas absolument nouveau, et il est difficile de savoir s'il devient déterminant. Mais l'élargissement de leur influence ne fait que refléter la logique de la situation en l'absence de forces révolutionnaires. La déviation, sur le plan du combat national d'un problème avant tout social devient de plus en plus évidente.

Car il ne s'agit en fait ni d'une guerre de religion, ni même d'une guerre nationale, entre Irlandais de souche catholique et Irlandais protestants généralement d'origine anglaise ou écossaise, mais installés depuis des siècles. Il s'agit avant tout pour les catholiques irlandais relégués dans leur propre pays dans les travaux les moins qualifiés et les plus durs d'échapper à leur situation misérable. Cette situation, c'est celle aussi de nombre de protestants. Mais dans la situation d'un pays pauvre, il a suffi de quelques privilèges, parfois même d'apparences de privilèges pour diviser les deux communautés. Les travailleurs protestants, du fait de leur lointaine origine anglaise, se sont vus octroyer quelques avantages qui leur permettent d'accéder plus aisément aux postes qualifiés et aux avantages sociaux, tels les logements municipaux, dans un pays où la crise du logement est dramatique. Ce statut social et ces avantages joints à des préjugés nationaux imbéciles ont suffi pour créer entre les deux communautés une haine suffisante pour entraîner la population protestante à jouer le rôle déshonorant de partisan le plus forcené de l'ordre bourgeois dont elle est aussi victime. Ce même racisme empoisonne d'ailleurs en Grande-Bretagne même, actuellement, les relations entre travailleurs anglais et irlandais : tout récemment, pendant que les travailleurs irlandais faisaient grève à Londres pour la libération de Devlin, les travailleurs anglais restaient au travail.

Aussi, plutôt que de s'attaquer au régime d'oppression et d'exploitation en commun, c'est contre la situation de prolétaires inférieurs, contre ces différences artificielles mais évidentes et humiliantes que se dressent d'abord les catholiques irlandais. C'est l'égalité juridique qu'ils désiraient avant tout. Il n'empêche que l'essentiel de leurs revendications et de leurs besoins réels n'en sont pas moins les mêmes que ceux des travailleurs protestants. A cause de l'attitude de ces derniers, à cause du rôle de l'armée anglaise la lutte prend de plus en plus néanmoins l'aspect d'une lutte de communautés, d'une lutte nationale.

Pour les catholiques d'Irlande du Nord, cette lutte peut paraître plus accessible et plus immédiatement rentable.

Plus accessible, parce qu'ils peuvent espérer eux, minoritaires en Irlande du Nord, recevoir l'appui de la masse de leurs compatriotes catholiques d'Irlande du Sud comme les protestants semblent recevoir l'aide de l'armée anglaise.

Plus facile aussi, parce que la lutte nationale semble reprendre le chemin déjà frayé des luttes d'indépendance du début du siècle. Cette lutte s'est alors terminée par un compromis qui libérait l'Irlande du Sud en créant l'Etat indépendant de l'Eire mais laissait une enclave sous contrôle anglais dans la partie la plus riche de l'île, là où les protestants étaient les plus nombreux, l'Irlande du Nord. C'est un peu comme si le gouvernement français en accordant l'indépendance à l'Algérie avait maintenu une enclave française dans la zone côtière entre Oran et Alger. Pour nombre d'Irlandais nationalistes, l'unité nationale reste ainsi à parachever. Et ils voient dans les conflits sociaux actuels l'occasion de réunifier leur pays.

Ainsi l'ensemble des liens de communauté, des traditions de lutte, des espoirs d'appui extérieur poussent la communauté catholique dans la voie de la lutte d'indépendance.

Pourtant dans les conditions actuelles, un développement du conflit sur des bases nationales serait bien incapable de résoudre les problèmes des plus pauvres Irlandais catholiques ou protestants. Dans le meilleur des cas, l'unification d'un pays misérable sur les bases nationalistes, si elle détruirait le statut social inférieur auquel sont soumis les catholiques irlandais, serait incapable d'améliorer profondément leur sort, la situation des masses laborieuses de l'Eire est là pour le rappeler. Pour une lutte finalement aussi pénible, les objectifs atteints seraient infiniment moindres que ceux que pourrait obtenir la lutte des travailleurs catholiques et protestants ensemble, une république des travailleurs. Mais dans la situation actuelle, en l'absence de forces révolutionnaires, les catholiques irlandais n'ont guère le choix, et s'ils désirent l'indépendance, tous les révolutionnaires, s'ils dénoncent les illusions que cette lutte entraîne, doivent soutenir des opprimés qui, à juste titre, se révoltent.

Ce combat, s'il se développe, ne sera pas mineur. La vieille Angleterre impériale, si habituée à diviser pour régner, si habile à organiser et entretenir des divergences artificielles entre tous les exploités qu'elle opprime, que ce soit à Chypre, entre Grecs et Turcs, au Nigéria ou aux Indes ou en Irlande, risque de voir, une fois de plus, sa politique se retourner contre elle. Car son armée ne fait plus maintenant figure d'arbitre impartial entre deux communautés ; elle apparaît pour ce qu'elle est : l'arme la plus puissante et la plus directe de maintien d'un ordre injuste. Et si la bourgeoisie anglaise veut continuer à le maintenir, il lui faudra maintenant se battre alors même que son économie délabrée, sa puissance presque disparue, elle se débat dans d'inextricables difficultés d'impérialiste déchu et vieillissant.

Pour tous les peuples qu'il a écrasés, pillés, opprimés, l'impérialisme anglais n'a pas fini de payer.

Sommaire

EN FRANCE

● **Politique intérieure**
Page 8
— La conférence de presse de Pompidou : des vantardises et du vent.
Page 10
● **Leur nouvelle société**
— Transports en commun gratuits... pendant une semaine à Bordeaux.
— Non à la hausse des transports parisiens.
— Sur la ligne de Sceaux : un accident prévisible.
Page 20
— La lutte contre les expulsions de travailleurs immigrés dans le 15e arrondissement de Paris.
Page 24
— Quand Chaban inaugure des H.L.M. : l'art de jeter de la poudre aux yeux.
● **Dans l'enseignement**
Page 18
— Dans l'académie de Rennes : les surveillants protestent contre les licenciements abusifs.
— En vertu d'un décret de 1890, les directeurs d'écoles primaires devront à nouveau faire la classe.
● **Dans les entreprises**
Page 10
— L'occupation de la C.A.F.L. à Saint-Chamond.
Page 19
— Renault (Billancourt) : Encore un travailleur maoïste licencié.
— Le mécontentement des O.S. du département 70.
Page 9
● **Les bureaucrates à l'œuvre**
— A la Satchwel (Les Lilas) : une grève pour les libertés syndicales sabotée par les dirigeants syndicaux.
Page 10
— A Gennevilliers : les staliniens s'en prennent maintenant à des militants syndicalistes.
● **Les problèmes du mouvement gauchiste**
Page 8
— Au Conseil National du P.S.U. : les ambiguïtés demeurent.
Pages 14 et 15
— Textes des interventions de la réunion publique du 26 juin à La Mutualité (Paris).

DANS LE MONDE

Page 6
— INDONESIE : Les illusions semées par Soekarno n'ont pas fini de nuire au peuple indonésien.
Page 7
— L'échec U.S. au CAMBODGE : Un échec qui ne modifie pas fondamentalement la politique américaine.
Pages 12 et 13
— U.S.A. : le renouvellement des contrats dans l'industrie automobile.

DIVERS

● **Feuilleton**
Pages 21 et 22
— Huasipungo, de J. Icaza.
● **Critique**
Page 23
— Théâtre : « La Cuisine », de Arnold Wesker.

lutte ouvrière

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

La mort de SOEKARNO :

Les illusions qu'il a semées n'ont pas fini de nuire au peuple indonésien

SOEKARNO, l'ex-président de l'Indonésie, est mort le lundi 22 juin. Mais plutôt qu'un homme politique, c'est un cadavre politique qu'on a enterré : le vieillard qui s'est éteint la semaine passée et vivait depuis cinq ans en sursis, dans sa résidence surveillée de Djakarta, n'était, en effet, plus que le spectre du « montre sacré » qui régna vingt ans durant sur l'Indonésie et marqua profondément ce qu'il est convenu d'appeler le « Tiers-Monde ».

Sukarno, champion « progressiste » de ce Tiers-Monde, organisateur N° 1, en 1955, de la Conférence historique de Bandoeng, première tentative de regroupement des Etats afro-asiatiques soi-disant « non-alignés », passa du « neutralisme » et du « non-engagement » dans le conflit ouvert ou latent entre les deux blocs, à un « anti-impérialisme » de plus en plus tapageur jusqu'à ce que l'impérialisme américain décide de mettre un point final, par le coup de force militaire d'octobre 1965, à ce flirt entre le potentat oriental, Sukarno et la faucille et le marteau.

Un coup d'Etat qui s'est traduit par l'assassinat de centaines de milliers de communistes indonésiens dans un affreux jeu de massacre.

A l'époque, ces événements sanglants plongèrent l'opinion mondiale dans une profonde stupeur. Jacques Decornoy, journaliste du « Monde », relate ainsi ces faits dans son ouvrage « l'Asie du Sud-Est » : « Une ère de l'histoire de l'Indonésie se termine soudain. L'élément le plus spectaculaire est, bien sûr, ce formidable bain de sang dans lequel la « terreur blanche » plonge le pays. Jamais, depuis la Seconde Guerre mondiale, une telle masse d'habitants n'aura été assassinée en si peu de temps. Les chefs du P.K.I. (parti communiste indonésien) sont, les uns après les autres, supprimés ; les militants, sans dirigeants, sans ordres, sans journaux, sans armes ni tradition de combat, traqués par une population fanatique qu'encourage l'armée, se laissent le plus souvent égorger sans résistance. Petit à petit, le monde apprend l'étendue du carnage. En Occident, la nouvelle tournure des événements ne déplaît pas. Dans les pays communistes prosoviétiques et en U.R.S.S., on se contente de verser quelques larmes sans conviction sur la chute d'un parti dont le cœur allait plutôt à Pékin. La Chine fulmine, mais sans rompre avec Djarkarta. Le P.K.I. est mort seul. »

Et ce P.K.I., plus ou moins « pro-chinois », balayé en quelques semaines de la scène politique, sans que les dirigeants du soi-disant « monde communiste », les dirigeants chinois entre autres, non seulement lèvent le petit doigt, mais même élèvent la voix (ce qui, pour ces fougueux défenseurs en paroles de la lutte des peuples opprimés, eût été la moindre des choses), ce P.K.I. était pourtant le premier parti « communiste » du monde « non-communiste ». Si l'on en croit les chiffres qu'il avait lui-même publiés en 1964, il comptait dans ses rangs : 3 millions de membres pour l'organisation politique proprement dites ; 2 millions pour le mouvement parallèle « jeunesse du peuple » ; 3,2 millions pour la Fédération syndicale ouvrière S.O.B.S.I. ; 1,7 million pour le mouvement des femmes ; 7 millions pour le front des paysans. Soit, si l'on ajoute à cela quelques autres organisations de moindre taille, un total de quelque 15 millions de personnes.

LE PRIX DU SOUTIEN DU P.C.I. A SOEKARNO

Un parti de 15 millions de membres et sympathisants, dissous et rayé de l'histoire ; quelque 500.000 militants passés au « kris », poignard malais traditionnel, en trois mois... Tout cela, parce que les dirigeants du P.K.I., prochinois peut-être, mais avant tout nationalistes, avaient axé toute leur politique sur le soutien aveugle à Soekarno et à l'« anti-impérialisme » à la sauce petite-bourgeoise. Aïdit, dirigeant du parti, mort en 1966 après 35 heures de torture, déclarait en 1964 : « Dans notre pays, le problème n'est pas de renverser le pouvoir d'Etat, comme cela se produirait dans d'autres pays. Il faut continuer à renforcer et à consolider ce qui, dans le pouvoir d'Etat, est en faveur du peuple, et à éliminer ses aspects anti-populaires. Par conséquent, il est essentiel d'entreprendre une réorganisation des divers domaines, comme le président Soekarno l'a indiqué. » Pour mener à bien cette politique de capitulation, le P.K.I. n'hésita pas d'ailleurs à freiner la lutte des ouvriers et paysans indonésiens, canalisant par exemple les occupations spontanées d'entreprises et de plantations étrangères, et aidant l'Etat à procéder ensuite à des nationalisations avec indemnisation des compagnies « expropriées ».

Certes, cette politique nationaliste et réformiste, adoptée ouvertement en 1951 seulement, ne manqua pas d'assurer au P.K.I. de « foudroyants succès ». C'est, en effet, sur ces bases que le P.K.I., qui ne comptait en 1951 que 5.000 membres, s'acquit l'assise sociale que l'on sait et rallia à lui des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans. Mais, ironie du sort, cette politique qui lui valut des succès foudroyants lui valut une mort plus foudroyante encore. Et cette mort était malheureusement prévisible, à plus ou moins brève échéance. Le P.K.I. ne pouvait, en effet, mieux se faire hara-kiri qu'en liant aussi étroitement son destin et celui de millions d'opprimés à la politique de Soekarno, politique d'illusionniste, de bâtisseur de fragiles châteaux de cartes dans un monde soumis aux souffles croisés des vents d'est et d'ouest.

LE BONAPARTE INDONESIEN

Le président de la République indonésienne, Soekarno, était, en effet, un de ces hommes d'Etat les plus représentatifs de cette bourgeoisie du tiers monde qui essaie vainement d'échapper à l'emprise économique et politique de l'impérialisme en s'appuyant, tant que cela ne représente pas un danger mortel pour elle, sur les aspirations nationalistes des travailleurs et des paysans.

Dès 1945, dès que l'Indonésie, ancienne colonie hollandaise occupée par les Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale, eut proclamé son indépendance (après la capitulation de l'impérialisme japonais), Soekarno, dirigeant du « Parti National », sorte de kuomintang indonésien, prit la tête d'un gouvernement qui eut à s'opposer à la fois à l'impérialisme hollandais qui cherchait à reconquérir son empire colonial perdu, et à une insurrection populaire à Java, à laquelle participa le P.K.I. et qui fut réprimée dans le sang. A l'époque, Soekarno n'en était pas encore à dire aux communistes : « Croissez et multipliez ! ».

Le départ définitif des Hollandais en 1949, et l'indépendance politique formelle de l'Indonésie ne sortirent pas le pays du marasme économique (aux dires mêmes de Soekarno, la grande masse ne souffrait même pas de l'inflation, vivant en économie pré-monétaire !), et ne relâchèrent pas, loin de là, les liens de sujétion de l'économie nationale au marché impérialiste mondial. L'ancienne colonie hollandaise, pays sous-développé de 100 millions d'habitants, dont la principale ressource était le caoutchouc naturel, vit au contraire sa situation se détériorer du fait de la concurrence catastrophique pour elle du caoutchouc synthétique. Dès lors, pour échapper autant que faire se peut à l'impérialisme anglo-américain, Soekarno chercha à conclure des accords avec le Japon, l'Europe, et, de plus en plus, avec les pays de l'Est.

Telles furent les plus claires manifestations de son « neutralisme ». Animateur de la Conférence de Bandoeng, établissant de bons rapports avec Moscou et Pékin sans pour autant s'aligner ni sur l'un ni sur l'autre, entrant en conflit avec les Hollandais à propos de la Nouvelle-Guinée, avec les Anglais à propos de la Grande-Malaisie, et quittant avec éclat l'O.N.U. à l'occasion de cette dernière affaire, Soekarno ne manqua pas une occasion de prendre de plus en plus de libertés avec les puissances impérialistes, de les harceler et d'afficher ostensiblement son ardent esprit d'indépendance.

Cette politique étrangère « anti-impérialiste », qui visait non pas à détruire l'impérialisme en tant que système, mais à procurer à l'économie nationale indonésienne la plus large petite place au soleil, permit à Soekarno d'accroître sa popularité à l'intérieur auprès des masses populaires, puis de cultiver systématiquement celle-ci en accordant droit de cité et de développement au P.K.I., l'ennemi de la veille, dans le seul but de se ménager une force intérieure sérieuse à opposer au poids de l'impérialisme.

Sans ce soutien des masses populaires, obtenu grâce à la complicité criminelle du parti communiste et acquis frauduleusement par l'exploitation des sentiments nationalistes les plus exacerbés, Soekarno n'aurait pas pu mener sa politique.

Mais cette politique avait ses dangers. Neutralisant des forces hostiles et antagonistes, les aspirations confuses à la libération sociale des masses populaires et l'impérialisme à l'échelle internationale, le P.K.I. et l'armée à l'échelle nationale, le « frère » Karno, petit Bonaparte indonésien, ne pouvait tenir qu'en louvoyant d'un bord à l'autre.

Or, à partir des années 1964-65, il est clair que l'impérialisme américain ne peut plus tolérer nulle part au monde, du moins dans ses chasses gardées d'Asie et d'Amérique latine, une telle indépendance d'action. « Dans les pays sous-développés, il n'est pas question que nous puissions admettre des régimes communistes ou même des régimes libéraux acceptant dans leur pays un parti communiste puissant », déclarait à l'époque un diplomate américain. Aux paroles succédèrent les actes : l'intervention militaire à Saint-Domingue, précédant de peu le coup d'Etat militaire fomenté en Indonésie. Et si les U.S.A. durent intervenir eux-mêmes à Saint-Domingue, pour aider les sinistres généraux Wessin et Barrera, ils n'eurent pas à se donner ce mal en Indonésie. Leur alliée intérieure, l'armée, armée puissante, mise sur pied en 1943 par l'impérialisme japonais lui-même, truffée d'éléments réactionnaires religieux et aguerrie par une longue expérience à la répression anti-communiste et anti-guerilla, n'attendait en fait que son heure pour prendre sa revanche sur son seul et unique rival : le P.K.I.

Soekarno lors d'une visite à New-Delhi

Lorsque la majorité de l'état-major de l'armée prépara son putsch pro-américain, une fraction de celui-ci, restée fidèle à Soekarno, voulut le prévenir. Mais pour cette poignée de fidèles au « soekarnisme », il ne pouvait être question d'opposer à la force militaire autre chose que la force militaire, il ne pouvait être question que de jouer à armes égales, et en aucun cas d'armer et de mobiliser les masses populaires. Aussi, l'avant-putsch préventif de Untung échoua-t-il lamentablement. Aussi les masses indonésiennes furent-elles livrées désarmées et non préparées à l'affrontement et au massacre systématique, que Soekarno laissa faire sans broncher.

La politique de « non-engagement » dont Soekarno fut le symbole ne pouvait finir autrement. Le champion du « neutralisme » ne pouvait finalement que laisser le peuple indonésien complètement désarmé, moralement et physiquement, devant le coup de force des généraux réactionnaires. Car, en dépit de son « anti-impérialisme » verbal et verbeux, Soekarno n'était rien d'autre qu'un dirigeant nationaliste bourgeois, auquel rien ne faisait plus peur que le prolétariat et l'action autonome des masses populaires, et qui se refusait résolument à faire quoi que ce soit qui ait pu mettre ces masses en mouvement pour la défense de leurs propres intérêts.

Rien d'étonnant, ainsi, que ses hardes de « non-engagé » et de « neutraliste » aient dissimulé aux yeux des myopes politiques, sa peau d'allié des impérialistes dans la guerre sociale qui, elle, ne souffre aucun neutralisme.

Michelle VERDIER.

LUTTE OUVRIERE

DANS LE MONDE

L'INTERVENTION AMÉRICAINE AU CAMBODGE

Un échec qui ne modifie pas fondamentalement la politique des États-Unis

Les troupes américaines ont fait leurs bagages... avec le sourire.
(Photo UPI)

Le président Nixon a donc tenu sa promesse au sujet du retrait des troupes U.S. du Cambodge puisqu'elles ont même évacué le pays avec une journée d'avance sur le calendrier prévu. Et le seul fait que Nixon ait tenu parole a semblé constituer une surprise générale pour la plupart des commentateurs.

Qui plus est, le chef de l'exécutif américain est apparu comme parfaitement à l'aise et sûr de lui. S'il faut l'en croire, les troupes des Etats-Unis sont intervenues au Cambodge quand et où il avait décidé, et elles en sont parties de la même manière, après avoir remporté un succès, ce qui tendrait à prouver que les dirigeants U.S. et Nixon en particulier sont bien les maîtres de la situation : ils font ce qu'ils veulent, et comme ils le veulent.

En réalité, lorsqu'on fait le point sur l'affaire cambodgienne, depuis le coup d'Etat qui a renversé Sihanouk, on constate que le bilan est particulièrement lourd au passif de la politique américaine.

Sur le plan militaire tout d'abord, il est manifeste que les troupes U.S. n'ont pas rempli leur objectif. Elles devaient détruire les « sanctuaires » vietcong et s'emparer du quartier général des maquisards. Et, certes, elles ont ravagé quelques provinces et causé des pertes importantes à leurs adversaires. Mais les Américains ont dû se résigner à partir sans avoir découvert le fameux état-major clandestin. Il semble que ce dernier a quitté à temps la zone dangereuse, ou qu'il n'a jamais existé que dans les cervelles des généraux américains.

Le Vietcong a subi des pertes certes, mais l'impérialisme américain s'est fait des dizaines de milliers de nouveaux ennemis parmi la population cambodgienne poussée au désespoir.

Sur le plan politique, le tableau n'est guère plus brillant. Le régime « musclé » de Lon Nol que la C.I.A. a installé pour remplacer Sihanouk, n'est pas parvenu à acquérir la moindre parcelle d'autorité dans le pays. Chaque jour qui passe rend sa faiblesse plus éclatante, au point que des représentants des Etats-Unis envisagent publiquement l'éventualité d'un changement de régime. Au point que des rumeurs fassent état d'une tentative de Lon Nol de se désolidariser de ses compagnons, qu'on parle d'un complot d'extrême-droite contre le gouvernement, ou, autre éventualité, de la mise sur pied d'une nouvelle équipe peu compromise qui préparerait le retour de Sihanouk.

Aux yeux de tous, les jours du gouvernement Lon Nol apparaissent comptés, et faute de soutien américain, la seule chose qui pourrait prolonger peut-être son existence, c'est qu'éventuellement, hormis Sihanouk, personne ne soit pressé de recueillir l'héritage.

Le nouveau régime du Cambodge manque, en effet, manifestement de base sociale, tout particulièrement au sein de la paysannerie où il apparaît comme une véritable calamité. Non seulement Lon Nol représente ouvertement le pouvoir des grands propriétaires et autres féodaux, mais surtout il représente l'invasion étrangère et la guerre, alors qu'auparavant le pays était en paix, et que la présence des troupes vietcong était relativement discrète.

Dans les jours qui ont suivi le coup d'Etat, Lon Nol a tenté de jouer la carte de la lutte contre les « étrangers », Vietcongs et Vietnamiens en général. Aujourd'hui, cela se retourne contre lui, puisque c'est le nouveau régime qui apparaît comme complice des envahisseurs américains et sud-vietnamiens, tandis que c'est Sihanouk qui défend l'intérêt national bien compris du Cambodge.

Le bilan de la politique américaine au Cambodge est indiscutablement un échec.

Dans ces conditions, pourquoi les U.S.A. se sont-ils embarqués dans une telle galère, et qu'espéraient-ils donc en renversant Sihanouk ?

Le régime de ce dernier ne les gênait pourtant pas beaucoup. Certes, en essayant de maintenir la balance égale entre les deux camps, Sihanouk était contraint de tolérer la présence dans son pays des fameux « sanctuaires » vietcong. Mais en revanche, son régime assurait la paix sociale intérieure aux moindres frais.

En renversant Sihanouk, les U.S.A. ont précisément fait sauter la digue qui maintenait en équilibre les forces sociales. Et ils n'ont pas réussi à la remplacer par une digue plus forte. L'intervention militaire a précipité la dégradation du gouvernement Lon Nol, et il n'est pas impossible que l'impérialisme U.S. se voit contraint d'accepter un de ces jours un retour de Sihanouk. Cela équivaudrait pour les dirigeants des Etats-Unis à perdre la face, mais ils risquent fort de n'avoir pas d'autre solution pour en finir avec le guêpier cambodgien.

Le calcul des instigateurs du coup d'Etat anti-Sihanouk était de rééditer le putsch qui abattit Sukarno en Indonésie et qui permit le massacre des communistes. Mais au Cambodge, les U.S.A. ont commis une erreur de calcul, et cette erreur, ils n'ont pas fini de devoir la payer.

L'intervention américaine au Cambodge s'explique encore par une autre raison. Le président Nixon qui affecte d'être si sûr de lui, est en réalité soumis aux pressions contradictoires de l'état-major qui cherche désespérément à faire durer la guerre et à remporter une impossible victoire sur le terrain, et à une partie de plus en plus considérable de l'opinion publique et des milieux d'affaires qui pensent que la guerre n'a que trop duré.

L'intervention militaire au Cambodge a été un geste pour satisfaire l'état-major, et peut-être pour lui démontrer la vanité de ses espoirs. Mais la révolte des universités américaines, dès l'annonce de l'invasion du Cambodge, a rappelé au gouvernement U.S. quels risques il courrait en cédant trop complètement à la pression du Pentagone.

Ce sont ces pressions contradictoires qui font balloter la politique de Nixon. Les U.S.A. essayent de se dégager de l'Asie du Sud-Est au meilleur compte et sans que cela entraîne une mainmise soviétique ou chinoise sur cette partie du monde. Et pour cela, il est nécessaire pour l'impérialisme U.S. de pouvoir faire durer les négociations avec le Vietcong le temps qu'il faudra.

De ce point de vue, « l'épisode cambodgien » n'a apparemment en rien modifié les possibilités des Etats-Unis dans cette partie du monde.

A. Victor.

LA CIVILISATION DU MONDE LIBRE

Certains journalistes de droite ont essayé de faire frémir les foules avec la prétendue barbarie des Vietcongs qui utilisent des armes à base de pointes de bambous.

Les Vietcongs se défendent comme ils peuvent à l'aide des pauvres moyens dont ils disposent. Ils ne combattent pas au nom de la première puissance industrielle du globe et au nom du « monde libre » et de la civilisation. Ils ne disposent pas, eux, de napalm, de bombes à billes, de défoliants, etc.

La dernière nouveauté en matière d'armes « civilisées », c'est l'utilisation massive par les troupes U.S. de gaz dans les zones qu'ils viennent d'évacuer au Cambodge. Pour empêcher que le Vietcong réoccupe ses « sanctuaires » les américains ont répandu des gaz qui doivent empêcher toute présence humaine durant six mois. Et bien entendu, que l'on soit maquisard ou simple paysan, les gaz ne feront pas la différence.

Les animaux eux-mêmes ne pourront continuer à vivre dans ces régions, et partant, c'est tout l'équilibre biologique qui va s'en trouver compromis.

Voilà à quel degré de barbarie en sont arrivés les « combattants du monde libre ».

A la fin de la deuxième guerre mondiale, les dirigeants américains et leurs alliés ont fait juger les dignitaires nazis à Nuremberg pour punir leurs atrocités et « crimes de guerre ».

Qui jugera les juges de Nuremberg ?

LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE POMPIDOU :

Des vantardises et du vent

IL ne suffit pas de citer Platon et Chateaubriand pour marquer du sceau de l'originalité des propos incolores, creux et soporifiques. Pompidou vient d'en administrer la preuve lors de sa conférence de presse où, une année après son accession à la présidence, il a voulu faire le point de la situation.

En vérité, personne n'a été déçu par les propos du président de la République, tant il est vrai qu'il était impossible de se faire des illusions sur ce qu'il allait dire. L'armée des illusionnistes et des charlatans de la nouvelle société nous a trop habitués à farder la vérité, à jongler avec les chiffres, à mentir savamment pour que la conférence de presse de leur chef de file puisse tant soit peu nous étonner.

Pour ne pas rompre avec la tradition des discours présidentiels, Pompidou a décerné, à lui-même d'abord, et accessoirement à son gouvernement et à ses godillots, un satisfecit total. Sacrifiant aux rites immuables qui accompagnent ce genre de cérémonie, le président de la République a brossé un tableau idyllique de la situation intérieure et n'a pas eu assez de louanges pour l'action internationale de la diplomatie française.

Sur le front économique et social, a dit en substance Georges Pompidou, tout va pour le mieux. Le plan de redressement est en bonne voie, la dévaluation a réussi, la balance des paiements est excédentaire. Et de constater, comme une évidence, que « notre situation était **tout à fait** excellente ». Notre Saint **Jean Bouche d'Or** a sans doute fait **allusion à la** situation de tous les **bénéficiaires des** mannes du régime : **fabricants de Mirage**, princes de l'oligarchie **financière** et industrielle. Quant **aux millions** de travailleurs qui **continuent de** vivre avec moins de **1.000 F par mois**, aux petits commerçants **rançonnés** par l'Etat, aux paysans **que leur terre** ne nourrit plus, Pompidou **n'en a** soufflé mot. Font-ils partie, **eux aussi**, de ceux dont la situation **est « tout à** fait excellente » ? Ou **bien le président** de la République les **considère-t-il**, tout simplement, comme **quantité** négligeable ?

Pompidou a **eu aussi** l'occasion de manifester **sa très vive** satisfaction sur le plan du **fonctionnement** des institutions **politiques. Ni les** chamailleries des **godillots, ni les** tiraillements entre Chaban **et la majorité**, ni la magnifique veste **dont a hérité** Souchal ne lui inspirent **la moindre** inquiétude. Impassible **au milieu des** grenouillages majoritaires, **il a clairement** affirmé qu'il se voulait **le seul maître** à bord. Son actuel **Premier ministre**, a-t-il dit, n'est pas plus **mauvais qu'un** autre, ce qui est sans **doute conforme** à la vérité, et il **n'a aucune raison** de s'en débarrasser **pour l'instant.**

Le cas échéant, **il se réserve** naturellement le droit de congédier Chaban, tout comme, dans d'autres circonstances, il avait été lui-même remercié par le général de Gaulle jusqu'à ce que Dieu, le Pape et le suffrage universel viennent le mettre en place à l'Elysée. Tout laisse penser que Pompidou partage le béat optimisme d'un Sanguinetti qui a dernièrement déclaré que le parti gaulliste était installé en France jusqu'à la fin du siècle.

La situation internationale, enfin, a fourni à Pompidou l'occasion de s'ériger à la fois en procureur et en moralisateur. Et il l'a fait avec cette perfection dans l'hypocrisie qui est le propre des grands de ce monde. Au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et des principes démocratiques les plus sacrés, il a appelé de tous ses vœux la paix dans cette Indochine que l'impérialisme français avait mis à feu et à sang. Au nom des mêmes principes, il a fixé un plan de paix pour le Moyen-Orient où l'avionneur Dassaut, grâce aux subventions du gouvernement, expédie régulièrement des chasseurs et des bombardiers. Et s'il n'a pas parlé du Tchad, c'est certainement parce qu'il ne trouvait rien à reprocher aux Russes ou aux Américains dans ce petit pays d'Afrique où les mercenaires français soutiennent le dictateur Tombalbaye !

F. DELAIN.

« Si l'augmentation du S.M.I.C. ne vous suffit pas...

Photo L.O.

TENANT compte de la hausse du coût de la vie, ainsi que des augmentations obtenues par les ouvriers horaires, le Conseil des Ministres a décidé d'augmenter le S.M.I.C. de 4,16 %, ce qui portera le salaire horaire minimum de 3,36 F à 3,50 F. Ces quelques miettes ne changeront pas grand chose au niveau de vie des «smicards», mais après tout, direz-vous, c'est toujours autant de pris.

Alors détrompez-vous. A peine la nouvelle était-elle annoncée qu'on parlait déjà d'avancer d'un mois ou deux l'augmentation des tarifs EDF-GDF prévue pour la fin des vacances : puisque le SMIC allait être augmenté, il fallait en profiter tout de suite.

Avec cette opération, les « smicards » devront sans doute s'estimer heureux si l'augmentation de leur note d'électricité n'est pas supérieure à celle de leur salaire... Sans parler des travailleurs qui sont au-dessus du SMIC et à qui on fera aussi bien subir ces augmentations sans qu'il y ait pour autant une quelconque compensation sur le plan des salaires.

Décidément, lorsque le gouvernement nous fait des cadeaux, ils sont toujours empoisonnés.

...venez donc dîner à la maison. »

Photo UPI

AU CONSEIL NATIONAL DU P.S.U. :

L'ambiguïté demeure

S'IL fallait résumer en une phrase les conclusions principales que l'on peut tirer des dernières assises du Conseil National du PSU, cette phrase serait sans aucun doute : rien n'a changé. En matière d'orientation politique générale, s'entend.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure exacte les votes sur la résolution politique générale reflètent l'opinion de l'ensemble du parti. Ils sont en tout état de cause significatifs.

Sur les quatre courants qui ont présenté des résolutions, trois se réclament plus ou moins du «gauchisme», deux en particulier sont pour une intensification du travail avec les groupes existants, l'un plutôt avec les maoïstes, l'autre plutôt avec les trotskystes.

Ces trois résolutions ont bénéficié de l'adhésion de 41,4 % des mandats. Autrement dit, les courants qui se réclament des idées révolutionnaires ont obtenu un nombre de votes comparable à celui acquis par la majorité.

L'aile la plus ouvertement réformiste n'a pas présenté de résolution particulière. Elle s'est retrouvée sur la résolution de la majorité. Cette dernière, avec un langage où les slogans « gauchistes » côtoient le réformisme le plus classique, représente finalement assez fidèlement ce que le P.S.U. continue à avoir d'ambigu.

Et c'est justement sur ce plan-là que, depuis 1968, il n'y a rien de fondamentalement changé. Le P.S.U. se maintient à cheval entre la réformisme et le « gauchisme ». Une partie de ses membres et de ses cadres se situe dans la lignée du colloque de Grenoble ; elle rêve d'un parti ayant une large audience dans les « nouvelles classes moyennes » et susceptible de participer en égal avec les autres formation de la gauche respectable à toutes les combinaisons politiques et électorales qui font le charme de notre démocratie bourgeoise. Mais en même temps, le P.S.U. regroupe plus de « gauchistes » que la plupart des groupe d'extrême gauche. En ce sens, il est au moins aussi représentatif du courant de mai que les autres groupes « gauchistes », avec **tout ce que** ce courant a de **confus, d'utopique** et souvent d'irresponsable, **mais** aussi de révolutionnaire.

Une fois de **plus, le P.S.U.** a refusé de choisir **entre deux** perspectives qui sont fondamentalement opposées.

Réformistes **et révolutionnaires** continueront **à cohabiter** au sein d'une même **organisation** dont l'orientation **politique est** à l'image de cette cohabitation : confuse, ambiguë, cherchant **à ménager** les uns et les autres.

En un certain **sens, c'est** incontestablement un **progrès par** rapport à la situation **d'avant mai 1968** où les réformistes **déclarés donnaient** le ton. Mais tout **aussi incontestablement**, c'est une **situation anormale** et en quelque sorte **contre nature**, dont la responsabilité **incombe** finalement pour une large **part aux organisations** révolutionnaires.

Car enfin, **pourquoi des** centaines, sinon des **milliers de gauchistes**, préfèrent-ils la **cohabitation** avec des réformistes que **parfois rien** ne distingue de ceux **de la Convention** ou du P.S. ? Pourquoi **pour toute** une partie de la « génération de mai » le P.S.U., tel qu'il est et malgré ce qu'il est, semble-t-il à certains être plus efficace, plus à même de concrétiser des espoirs révolutionnaires que les groupes révolutionnaires ?

La réponse est évidente. Face au P.S.U., il n'existe aucune organisation révolutionnaire conséquente suffisamment importante à la fois numériquement et politiquement, susceptible d'être un pôle d'attraction pour tous ceux qui s'éveillent à la conscience révolutionnaire. Il n'existe qu'une kyrielle de groupes et de groupuscules entre lesquels le choix n'est pas évident et qui, par leur faiblesse et par leurs querelles de chapelle, semblent condamnés à l'impuissance.

C'est cette situation qui aurait pu être changée au lendemain de mai 68 par l'unité des révolutionnaires, et qui peut l'être encore aujourd'hui dans une certaine mesure.

Mais en attendant, le ciment le plus solide de la cohésion du P.S.U. dans l'ambiguïté est l'incapacité des groupes révolutionnaires à unir leurs forces.

G. Kaldy.

OCCUPATION DE LA C.A.F.L.

à Saint-Chamond

DERNIERE HEURE : Depuis la rédaction de l'article qui suit, une entrevue orageuse a eu lieu entre la direction et les organisations syndicales. Ces dernières, devant les menaces de la direction, ont accepté de faire reprendre le travail sans qu'aucune revendication soit satisfaite. La reprise doit avoir lieu ce lundi matin. Nous reparlerons des conditions de reprise dans notre prochain numéro.

POUR obtenir principalement un minimum garanti de la prime de rendement, tous les ateliers de mécanique de la C.A.F.L. St-Chamond s'étaient mis en grève illimitée avec occupation, certains, depuis le 15 juin.

A la C.A.F.L. St-Chamond, la plupart des ouvriers travaillent au rendement. La prime de rendement varie en fonction de la rapidité, évidemment, mais aussi du travail à faire, de la tête du client, de toute une série de facteurs en somme qu'il est impossible de démêler. Si bien qu'en fin de mois, personne ne peut prévoir sa paie. Celle-ci peut varier de 50 à 100 F sans même que les compagnons en comprennent les causes. Pour obtenir moins d'arbitraire dans le calcul des salaires, les ouvriers sont depuis plusieurs mois en lutte, dans un chantier ou dans un autre. Ils fixent chaque fois dans leurs revendications un plancher minimum pour la prime de rendement.

En mai, c'est le chantier des A.M.L. qui se bat pour 35 % de prime minimum. Après trois semaines de grève illimitée avec occupation, la prime est fixée à 33 % de prime mais un militant maoïste était licencié. Début juin, les jeunes de l'atelier de mécanique de série se mettent à leur tour en grève pour 18 % de prime minimum. Au bout d'une demi-heure de grève, ils obtiennent satisfaction. (Cf. L.O. nº 96). Le 15 juin, c'est au tour des tourneurs de mécanique bas de s'y mettre.

Le lundi en question, les tourneurs sur grosse machine débrayent. Ils revendiquent 25 % de prime minimum. (La Direction leur avait déjà promis, auparavant, 18 %, mais elle n'avait pas tenu ses promesses.) En même temps, les syndicats menacent la Direction de mouvements dans toute l'usine s'ils n'obtiennent pas satisfaction. Le lendemain, ils convoquent une réunion d'information de toutes les mécaniques où ils proposent des grèves tournantes. Plusieurs jeunes protestent, expliquant que tous les secteurs sont intéressés par le cahier de revendications (qui comporte en outre : la retraite à 60 ans, le retour progressif aux 40 heures, le refus de travailler sur deux machines sans contrepartie). Ils proposent à leur tour la grève illimitée. Le ton monte. Les syndicats décident de faire un vote à bulletin secret par secteur. Sur l'ensemble, cent quatre-vingts ouvriers votent la grève illimitée, cent trente-six, les grèves tournantes. Les syndicats en dégagent une tactique géniale : que ceux qui veulent occuper occupent, que ceux qui veulent travailler travaillent. On peut se demander à quoi a servi le vote. Toujours est-il que les syndicats se gardent bien d'organiser quoi que ce soit. Après une période d'incertitude et de flottement, certains ouvriers reprennent le travail, pendant que dans le même atelier d'autres occupent.

Le jeudi 18, la moitié des chantiers de mécanique de série, ainsi que les grosses aléseuses de mécanique bas et les ajusteurs de centrale reprennent le travail. Restent en grève les jeunes de mécanique de série, les tourneurs pontonniers et amarreurs de mécanique bas ainsi que les tourneurs et aléseurs de centrale. En tout, trois cent cinquante ouvriers. Les grévistes se réunissent pour envisager comment mener à bien leur combat. Ils décident de bloquer tous les ponts. Ainsi, les pièces ne passeront pas.

GOMEZ INTERVIENT

A 13 h 30, le chef de tous les ateliers de mécanique, Gomez, spécialement détesté des ouvriers, tente une première intimidation. Il ne se passe pas de grève dans les ateliers de mécanique sans que les ouvriers ne s'en prennent à lui. Il a failli un jour se faire pendre à un palan, un autre jour, il a dû escalader sa fenêtre pour tenter d'échapper aux ouvriers en colère. Mais cette fois, c'est lui qui mène l'offensive. Il fait venir des ouvriers de l'extérieur pour monter sur les ponts de centrale .Réussir son coup est d'autant plus urgent pour lui que les pièces doivent partir par bateau la semaine suivante pour Madagascar. Et des bateaux en partance pour Madagascar, il n'y en a pas tous les jours. Les « jaunes » n'oseront pas s'opposer aux grévistes en faction devant les escaliers menant aux ponts. Qu'à cela ne tienne, Gomez a d'autres tours dans son sac. Une demi-heure plus tard, il revient seul, puis avec un moniteur de manutention. Il tente à nouveau de mettre en marche les ponts de centrale et de mécanique bas. Il essuyera de nouveaux échecs. Pourtant, à chaque fois, il ne s'était pas ménagé pour arriver à ses fins. A mécanique bas, il s'était retrouvé à un moment face à un seul ouvrier qui gardait l'un des escaliers d'accès au pont. Pour ne pas avoir à le bousculer, il avait tenté de passer entre ses jambes. Comme de juste, il s'était retrouvé la tête coincée. A centrale, il avait tenté tout seul de monter en équilibre à l'extérieur de l'escalier en se tenant à la rampe. Ni les encouragements des ouvriers qui le regardaient d'en bas en criant : « Vas y Henry's ; Henry's marche bien sur un fil, lui ! », ne lui permirent d'atteindre son but. En désespoir de cause, il fera appel à un huissier qui constatera l'occupation et relèvera des noms. Puis l'intimidation cessera quelques jours. Jusqu'au lundi suivant, il se contentera de faire des inspections journalières. Même le dimanche on verra ce digne personnage en short (malgré sa bonne bedaine) et en bonnet à pompon faire le tour du propriétaire après sa séance d'entraînement à bicyclette.

Lundi 22, il réunit le C.E. et menace. Le directeur refuse toute discussion avant le 1er juillet, de plus, il promet des sanctions et parle de faire appel aux forces de l'ordre si l'occupation dure. S'il y a des menaces à ne pas proférer dans la région, c'est bien de faire appel aux forces de l'ordre. Elles ne sont guère appréciées. Le lendemain, les syndicats appellent à deux heures de débrayage dans toute l'usine (sous forme de départs anticipés) et à la grève illimitée avec occupation pour les chantiers de mécanique qui travaillent encore. Dès le mardi, ce sont sept cents ouvriers qui font grève. Par contre, à la chaudronnerie, atelier voisin des mécaniques, les syndicats freinent les ouvriers qui veulent entrer en lutte eux aussi. A ceux qui s'entêtent, on sert l'argument suprême : « vos camarades des mécaniques on plus besoin d'un soutien financier que de tout autre soutien ».

Pendant ce temps, Gomez ne chôme pas. Jeudi 25 : nouvelle mesure d'intimidation. Une trentaine d'ouvriers reçoivent une lettre de mise en garde selon laquelle ils avaient été vus à des postes où ils n'avaient rien à faire. En cas de récidive, c'est le licenciement. Les ouvriers portent tous leur lettre aux syndicats. Ceux-ci parlent de s'occuper des sanctions seulement après avoir obtenu satisfaction. C'est ce qui fait dire à certains ouvriers qu'ils sont en train de négocier des têtes. La direction fait savoir qu'elle est prête à recevoir les organisations syndicales à l'avance sur la date prévue à condition toutefois que les ouvriers, de leur côté, laissent partir des caisses pour Madagascar. Il n'en est pas question. Les ouvriers refusent.

Dimanche 28 juin, la fanfare de Terrenoire (localité à une dizaine de kilomètre de St-Chamond) est venue jouer. On a dansé dans l'usine.

Lundi, c'est la troisième semaine de grève pour certains. Lors de la réunion d'information, à 8 heures du matin, les syndicats appellent à une grève de soutien de 24 heures, généralisée à l'ensemble de l'usine. La réunion est tumultueuse. Le délégué C.G.T. à la tribune se fait traiter de « vendu » par les ouvriers des A.M.L. (ceux qui avaient fait grève seuls peu auparavant). Le jeune maoïste licencié prend la parole et appelle à durcir la grève. Les gardiens lui tombent immédiatement dessus. Il parvient tout de même à s'exprimer avant de se faire éjecter « manu militari ».

A la suite de la réunion d'information, dans l'après-midi, les délégués décident d'organiser un piquet de grève pour le lendemain afin d'empêcher les ouvriers de reprendre le travail. Cela correspond bien au climat qui règne dans l'usine depuis un certain temps. Tous les autres chantiers, que ce soit la chaudronnerie, les vilebrequins, la fonderie ou même bureaux ont parlé de « s'y mettre », eux aussi, tout au long de la semaine précédente.

Mardi, à 3 h 30 du matin, le piquet de grève est en place (les équipes reprennent à 4 heures). Trois ou quatre délégués, soutenus par une centaine d'ouvriers bouchent l'entrée du portail principal. Une dizaine d'autres grévistes gardent les portes secondaires.

A 4 heures, quelques ouvriers arrivent par petits groupes (la plupart sont restés chez eux). Les arrivants se dispersent dans les cafés avoisinant et rentrent chez eux.

La direction a fait savoir qu'elle était prête à discuter mercredi « à condition que les portails soient dégagés pour permettre l'entrée à ceux qui veulent travailler ». Les grévistes refusèrent.

Correspondant L.O.

SATCHWELL LES LILAS :

Une grève pour les libertés syndicales sabotée par les dirigeants syndicaux

LE vendredi 18 juin, le chef d'équipe de l'entretien refuse d'accorder les heures de délégation ouvrière au délégué syndical C.F.D.T., prétextant une urgence de travail, puis il réunit l'équipe pour lui demander de prendre position contre le délégué qui entrave la bonne marche du service et menace que si le service n'est pas rentable, il n'y aura pas d'augmentation.

Devant ce chantage, les ouvriers de l'entretien prennent effectivement position, mais contre le chef, qui ne leur est déjà pas sympathique, et cessent spontanément le travail. Les délégués et les ouvriers vont dans les ateliers et font débrayer les trois quarts des ouvriers et ouvrières soit environ cent personnes.

Le lundi, un comité de grève est formé. Il est composé en majorité de délégués, de quelques ouvriers et ouvrières et d'un technicien. De nouveaux éléments se rallient au mouvement.

Une grève de soutien est déclenchée dans l'autre entreprise qui fait partie du même groupe GEC (anglais) et durera une journée.

Le moral est gonflé à bloc. Tout le monde est décidé à faire aboutir les revendications qui sont :

— Sanctions à l'encontre du chef pour entrave aux libertés syndicales ou sa démission de l'entreprise.

— Paiement des heures de grève.

Jusqu'à la fin de la semaine, les grévistes qui resteront sur place, au nombre d'environ une centaine, repousseront systématiquement les propositions des délégués et de la direction, propositions qui n'ont pas de rapport direct avec les revendications.

C'est alors que le délégué syndical C.F.D.T., aidé de quelques autres, fera tout ce qu'il pourra pour faire reprendre le travail sur les dernières propositions de la direction, à savoir :

— Un demi-mois de prime de fin d'année (qui, de toute façon, était prévu dans le cadre d'une « harmonisation » des statuts du personnel des deux entreprises) ;

— 50 % des heures payées, le reste récupérable ou prélevé mensuellement à partir d'octobre.

Le délégué explique qu'il faut être prudent, qu'il vaut mieux accepter cela que rien du tout si on s'entête. Que ces propositions ne pourront pas être dépassées (alors que la production la plus importante est pratiquement paralysée et que de nombreuses commandes ne pouvant être satisfaites sont annulées).

Un membre du comité de grève dira même que si le patron a besoin de nous, nous avons aussi besoin de lui.

Après cette entreprise de diversion, la reprise est presque votée lundi, mais les grévistes sont si peu convaincus de leur impuissance que l'intervention d'un délégué C.F.D.T. de l'autre boîte retourne la situation en cinq minutes, après avoir dénoncé devant l'assemblée, la trahison des délégués.

La poursuite de la grève est finalement votée à 80 %. Mais, la division des grévistes s'installe et le travail reprendra mercredi matin, sans avoir obtenu de sanctions contre ce chef.

Le bruit a couru par la suite, que la direction aurait promis au délégué C.F.D.T. que si le travail reprenait, toutes les heures seraient payées, à condition de ne pas en informer les grévistes.

Pour rester un bon « négociateur » et un « interlocuteur valable », ce délégué n'hésite pas à sauver « l'honneur » et l'autorité de la direction.

Bel exemple d'intégration de certains syndicalistes.

Correspondant L.O.

NON à la hausse des tarifs des transports parisiens !

LA nouvelle hausse des tarifs des transports en commun projetée par le gouvernement ne passera pas inaperçue. Depuis des mois Lutte Ouvrière et le PSU mènent campagne sur ce thème. Depuis des mois le mécontentement des usagers et le mépris affiché par les pouvoirs publics en la matière, ont conduit à une situation telle que toute décision de hausse prise par le gouvernement équivaudrait à une provocation.

Aujourd'hui, les organisations syndicales et politiques représentant la « gauche » de ce pays se sont saisies du problème et pour la première fois depuis bien longtemps prennent les devants, avant même que la décision de hausse n'intervienne. Le P.C.F. lui-même et la C.G.T. qui ont, pendant des mois, dénoncé la campagne de protestation des « gauchistes » sur le scandale des transports publics, se lancent aujourd'hui avec l'ampleur des moyens qui les caractérise dans une agitation systématique.

Tant mieux ! L'un des buts de notre campagne était précisément d'entraîner les grandes formations dans une lutte d'envergure, seule capable de faire reculer le gouvernement. Le scandale des transports en commun qui atteint dans leurs conditions de vie des millions d'usagers et principalement les travailleurs, n'est pas un problème secondaire, c'est au contraire un problème vital. Et la seule chose que l'on puisse déplorer c'est qu'il a fallu tant de temps aux uns et aux autres pour le comprendre et intervenir. Il a fallu que la situation devienne intolérable, « explosive », reconnait le préfet Doublet lui-même, il a fallu que les usagers en colère se heurtent aux C.R.S. dans le hall des gares, ou aux flics en civil et autres surveillants dans les couloirs du métro, il a fallu que la campagne de protestation menée par les « gauchistes » rencontre la sympathie des usagers, pour que les grandes organisations se soucient enfin du problème.

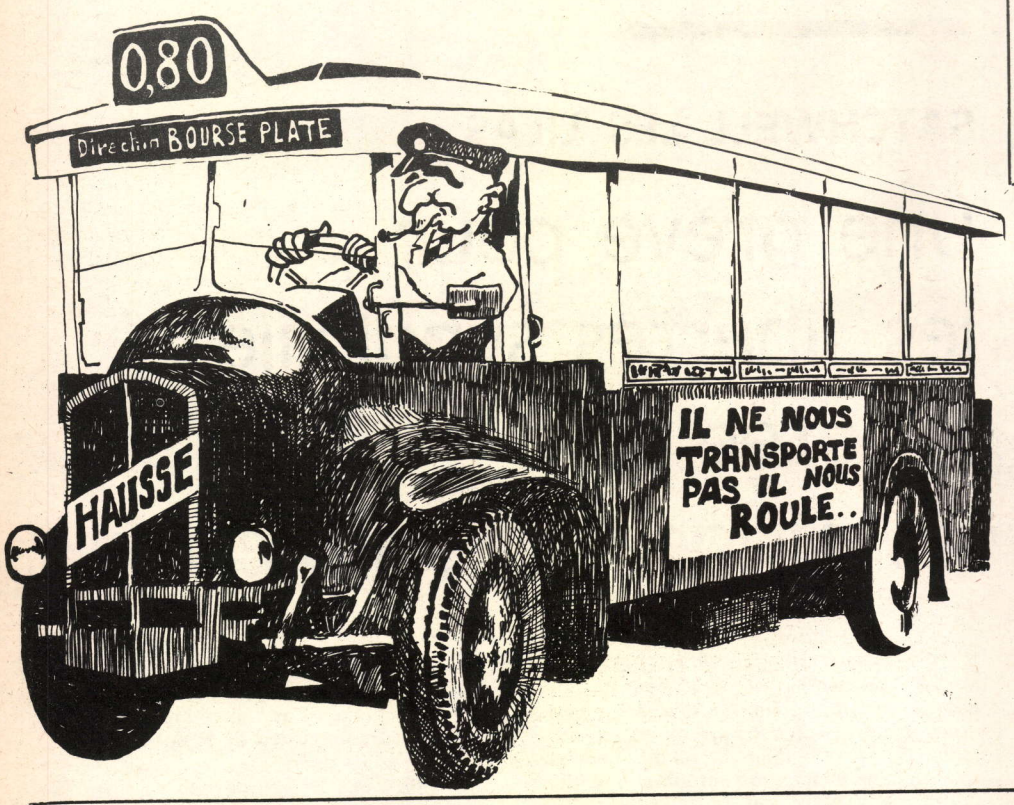
Mais maintenant, nous sommes des milliers à dénoncer l'incurie des pouvoirs publics, à exiger un agrandissement et une amélioration immédiate du réseau, à refuser toute hausse, à demander le tarif unique train-métro-bus et le transport payé par les employeurs. Nous sommes des milliers à nous opposer aux mesures gouvernementales et à dénoncer leur caractère de classe. Nous sommes des milliers à exiger que le problème des transports en commun soit réglé au profit des travailleurs et des usagers. Nous ne voulons entendre parler ni de rentabilisation, ni de déficit. Nous voulons que l'Etat et les patrons prennent leurs responsabilités, le transport des salariés comme celui des marchandises cela doit rentrer dans le « coût de la production ». Nous voulons enfin que ces transports soient aussi modernes, rapides, fréquents et confortables que la technique le permet.

Il n'y a là rien d'utopique. La rationalisation de l'extraordinaire pagaille qui existe aujourd'hui en matière de transports en commun et la conception d'un réseau de transports public capable de couvrir toute l'immense agglomération parisienne, est une exigence inscrite dans la réalité économique et sociale. La paralysie et l'asphyxie qui guettent la capitale et sa proche banlieue, conduiraient à une catastrophe sans précédent. Les moyens de l'éviter existent, tout comme l'argent nécessaire. Il se trouve dans les caisses des grandes entreprises industrielles et commerciales qui bénéficient justement de l'existence des transports en commun et du réservoir de main-d'œuvre que représente la région parisienne. Alors, si le gouvernement choisit de ne pas s'attaquer à ces puissances d'argent pour recourir une fois de plus à l'extorsion de fonds sur le compte des usagers, s'il fait ce choix politique, il se prive délibérément des moyens d'agir et porte l'entière responsabilité de l'évolution ultérieure de la situation.

Pour faire reculer le gouvernement, pour le faire céder à nos exigences, organisons partout des comités d'usagers des transports publics, associons-nous à toutes les initiatives qui soutiennent nos revendications.

NON A LA NOUVELLE AUGMENTATION PREVUE PENDANT LES VACANCES.

Colette Bernard.



VENDREDI 17 JUILLET

MEETING de la Fédération des Comités d'Usagers

A Fédération des Comités d'Usagers des Transports en Commun de la Région Parisienne vient d'être créée. Son siège est rue Notre-Dame-des-Champs à Paris (6e).

Cette Fédération des Comités d'Usagers tiendra son premier meeting le vendredi 17 juillet à 20 h 30, dans la grande salle de la Mutualité, rue Saint-Victor à Paris. Nous invitons les usagers des transports en commun, tous nos lecteurs et amis à venir nombreux apporter leur concours à cette initiative.

TRANSPORTS EN COMMUN GRATUITS PENDANT UNE SEMAINE A BORDEAUX

C'EST à l'occasion d'une semaine commerciale et seulement de 10 à 12 et de 14 à 18 h qu'un service gratuit de minibus s'arrêtant à la demande a été mis en service du 26 juin au 1er juillet entre la place de la Victoire et la place de la Comédie.

Quand vous saurez que c'est à la demande même du maire de Bordeaux, un certain Chaban-Delmas, que l'opération a été montée, et qu'une inauguration très officielle par le sus-nommé a précédé ce « cadeau » aux usagers bordelais, vous pourrez mesurer l'ampleur de la « comédie » qu'on leur a joué et tout l'exceptionnel de cette « victoire », bien courte. L'essentiel évidemment pour M. le Maire était avant tout de soigner son électorat du Centre le plus commercial de Bordeaux par usagers interposés.

Au fait, Chaban-Delmas n'est-il pas aussi Premier Ministre à temps perdu ? De là à ce qu'il se sente obligé de renouveler cette petite opération à travers tout le pays...

Mais n'ayons pas trop d'espoirs, ils risquent fort d'être déçus. Si Chaban songe tant à sa « bonne ville de Bordeaux » c'est peut-être aussi qu'il compte plus sur sa place de maire pour assurer son avenir, que sur celle de premier ministre.

Gennevilliers : Les Staliniens s'en prennent maintenant à des militants syndicalistes

NOUS avons parlé dans notre précédente parution des attaques dont avaient été victimes nos sympathisants qui collaient des affiches à Gennevilliers.

Depuis deux mois et demi, il ne s'est pratiquement pas passé un seul collage qui n'ait entraîné une bagarre entre nos sympathisants et les nervis du Parti Communiste Français.

Mais, cette semaine, c'est sur trois militants de la CFDT que les Jeunesses Communistes du quartier Basly sont tombées à bras raccourcis.

Alors qu'ils remontaient l'avenue Gabriel-Péri, le seau de colle à la main, ces trois camarades ont été pris à parti par trois individus descendus d'une voiture rouge, probablement une R 12. Sans aucune discussion, un bref mais violent échange de coups a eu lieu pendant lequel la voiture a été endommagée, le conducteur ayant tenté d'écraser un des colleurs.

Pratiquement en même temps, une R 16 gris clair, stationnée sur le parking du H.L.M. Basly, démarrait sur les chapeaux de roues et le chauffeur criait en passant près du champ de bataille : « On va revenir à cinquante ».

Les assaillants de la voiture rouge, jugeant que le rapport de forces ne leur était pas suffisamment favorable, étaient repartis en laissant un des leurs sur le terrain, auquel il fut rapidement expliqué qu'on n'était pas là pour se battre, mais qu'on préférait qu'il attende ses copains avec nous pour leur expliquer ce que nous venions de lui dire.

Nous n'avons pas eu à attendre longtemps. Trois minutes ne s'étaient pas écoulées que les voitures arrivèrent, déchargeant leur cargaison. Une trentaine de voyous, armés de bâtons, goulots de bouteille, poings américains, et encadrés par quelques membres des Jeunesses Communistes qui expliquèrent que Gennevilliers était le domaine du P.C.F. et de la J.C., et qu'il n'était pas question d'y tolérer personne d'autre. C'était clair.

L'explication n'a d'ailleurs pas duré longtemps. Ces petites crapules étaient venues pour cogner et ils cognèrent. Les trois militants durent leur salut à quelques habitants sortis d'un café qui les aidèrent à se réfugier dans le dépôt d'autobus de la place Voltaire où les travailleurs de la R.A.T.P. ont accueilli et protégé les colleurs en menaçant la meute hurlante de leurs poursuivants avec les lances à incendie.

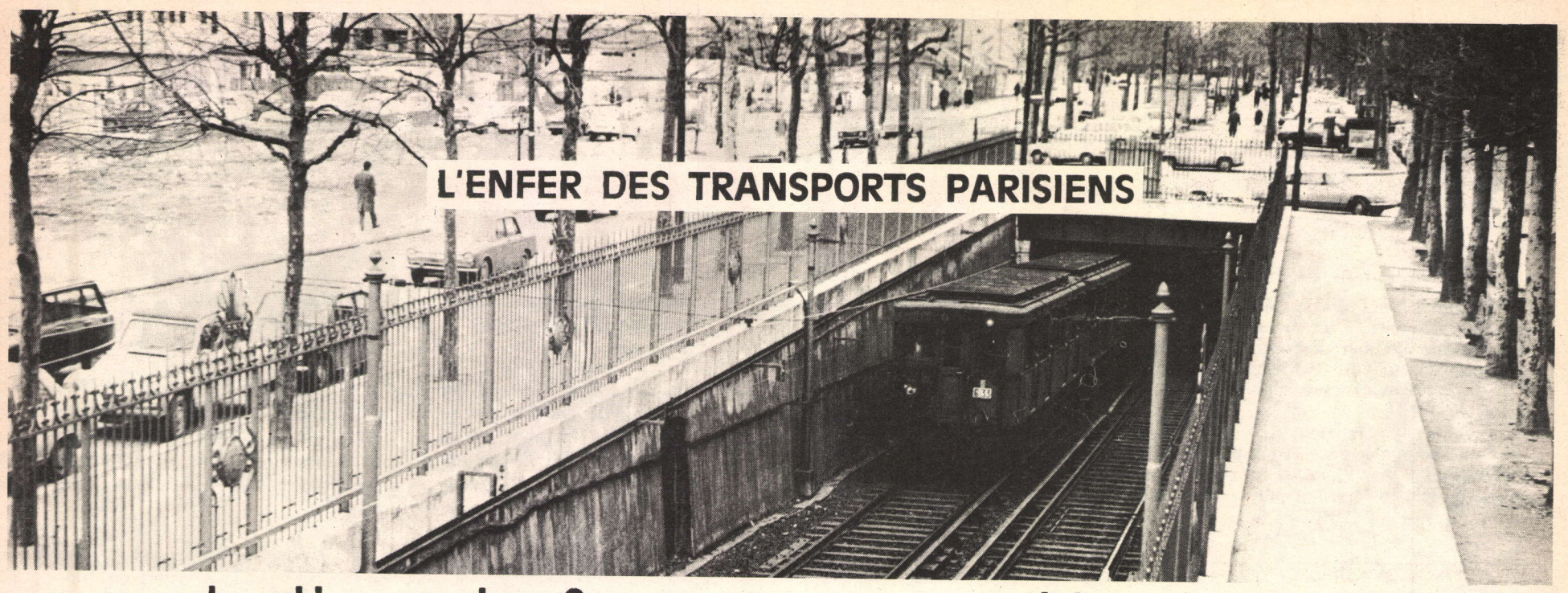
Mais entre le quartier Basly et le dépôt de bus, le chemin est long ; c'est sous une pluie de pavés, bouteilles, bouts de bitume, etc., que les militants de la C.F.D.T. et les quatre personnes qui avaient entrepris de les soutenir firent le chemin.

Un militant, secrétaire d'une section syndicale, a été gravement blessé (nez cassé, érosion frontale) et transporté à l'hôpital, la figure en sang ; les autres en ont été quittes pour quelques pansements.

Plainte a été déposée au commissariat car, jusqu'à maintenant, le militant C.F.D.T. blessé n'a toujours pas pu reprendre son travail.

Plusieurs sections syndicales C.F.D.T. ont protesté en mettant tous les travailleurs des usines de Gennevilliers, d'Asnières et de Saint-Ouen au courant de ce qui se passait. L'Union locale C.F.D.T. d'Asnières-Gennevilliers a publié un tract de protestation. « Lutte ouvrière » et le P.S.U. se sont associés samedi matin à cette protestation.

Ce n'est pas la première fois que le P.C. ou ses satellites cogne sur des militants syndicaux. Il importe que cela cesse ; les militants syndicalistes honnêtes, en faisant prendre position à leurs syndicats, à tous les niveaux, et surtout en dévoilant aux yeux des larges masses de travailleurs le véritable visage des gangsters staliniens, peuvent imposer que cela cesse.



L'ENFER DES TRANSPORTS PARISIENS

sur la ligne de Sceaux : un accident prévisible

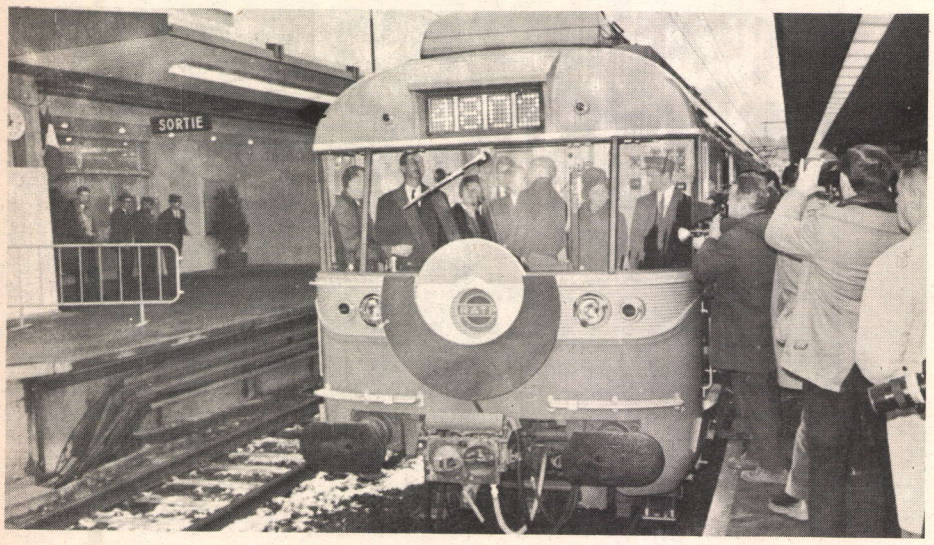
DEPUIS le début de l'année, les incidents se multiplient sur la Ligne de Sceaux sans qu'aucune mesure sérieuse soit prise pour les éviter.

Pourtant, à chaque fois des milliers de travailleurs sont forcés de rentrer chez eux par leurs propres moyens, et ce n'est pas toujours facile.

« L'INCIDENT »

Vendredi 19 juin, vers 18 h 30, à la gare de Massy-Palaiseau, une caténaire est tombée. Cette fois, il y a eu de la « casse », car 3 voyageurs ont été blessés lors de l'arrêt brutal.

Alors, et jusqu'à la fin du service s'installa la pagaille. D'abord, et pendant près de trois quarts d'heure, le trafic était interrompu sur tout le réseau. On annonçait une « panne de longue durée ». Mais ensuite, et jusqu'à 2 heures du matin, les employés de la Régie devaient régler un trafic réduit et même complètement interrompu entre Massy et Saint-Rémy-les-Chevreuses.



Sur le R.E.R. (inauguré ici par le ministre Mondon), la R.A.T.P. économise sur le personnel pour payer le matériel neuf. (Photo U.P.I.)

Et, le temps qu'on établisse des lignes de bus, c'était plusieurs centaines de voyageurs qui se retrouvaient bloqués à Massy ! Cela provoqua quelques échauffourées et le bureau du chef de gare fut saccagé.

LES CAUSES

Ce n'est pas le premier incident survenu sur la ligne, et l'on ne peut guère parler « d'accidents ». Si des chutes de caténaires se produisent si souvent, il y a une raison. Cette raison, c'est que la R.A.T.P. fait marcher sur la ligne de nouveaux trains, et qu'elle a dû augmenter la tension, mais qu'elle n'a pas pour autant supprimé les vieux convois dont le matériel est défectueux (il a 33 ans !). C'est ce matériel qui provoque les courts-circuits qui font tomber les caténaires. Et la direction de la Régie connaît ce problème, puisque ses ateliers reçoivent quotidiennement ces trains pour des réparations. Mais quotidiennement ces mêmes trains ressortent avec des réparations de bouts de ficelle.

De plus, pour éviter qu'un court-circuit de peu d'importance fasse stopper les trains quelques minutes, la R.A.T.P. a renforcé les fusibles. Mais, maintenant, ils ne jouent plus parfaitement leur rôle, et c'est la caténaire qui prend.

DES PROMESSES

Les solutions-miracles, la Régie croit toujours en trouver. Déjà, après un incident en novembre (6 heures d'arrêt pour tout le réseau !), elle n'avait su que muter ou licencier tous les inspecteurs. Que ceux-ci aient été pris comme boucs-émissaires, on n'a pas tardé à s'en rendre compte.

Aujourd'hui, dans une « Communication aux usagers de la ligne de Sceaux », la Direction déclare que « quelques incidents (ayant) perturbé la marche des trains DEPUIS QUELQUES SEMAINES (! ?)... sont la conséquence indirecte du développement de la ligne... (et que) les services de la Régie procèdent aux aménagements qui doivent éviter le renouvellement de ces incidents ».

En passant, on nous signale aussi que « les travaux s'étendront encore sur quelques semaines ». Et lorsqu'on voit ce que signifient quelques semaines pour la R.A.T.P., on peut avoir des craintes.

Mais ces promesses seront-elles tenues ? On peut en douter. Car il semble que la R.A.T.P. ne prévoie pas à brève échéance la suppression des vieux trains, puisqu'elle y fait actuellement des aménagements permettant la conduite par un seul agent.

Car la plus proche perspective de la Régie, ce n'est pas le remplacement du matériel défectueux, c'est le gain, comme sur le R.E.R., du salaire d'un employé en faisant marcher les trains avec le conducteur seul.

Bien sûr, on ne peut s'opposer au progrès. Mais est-ce vraiment un progrès qu'un homme seul soit forcé d'accomplir le travail de deux, sans aménagement réel des rames ? Les conducteurs du R.E.R. savent de combien de fatigue et de risques supplémentaires ils paient cette conduite solitaire.

Mais la Direction de la R.A.T.P. n'a que faire des employés ou des usagers. Ce qu'elle cherche, ce sont des économies pour RENTABILISER la ligne. Et dans ce cadre-là, elle n'hésite jamais à imposer à ses employés comme aux usagers les pires conditions de travail ou de transport.

les escrocs

LES usagers de la Ligne de Sceaux savent par expérience, qu'une chute de caténaire entraîne souvent une longue attente. Aussi, lorsque vendredi on annonça la panne à Denfert-Rochereau, ce fut une ruée générale vers les bus.

Mais là, une mauvaise surprise les attendait : on faisait payer tous les usagers, y compris ceux dont la carte de métro était valable ou fraîchement poinçonnée.

Ainsi, pour des travailleurs de Chatenay-Malabry ou du Plessis-Robinson, cette panne se solda par une dépense SUPPLEMENTAIRE de près de 4 francs !

On savait que la RATP voulait éponger le déficit des transports en commun en prenant dans la poche des usagers, mais là, c'est du vol !

A ANGOULÊME :

Deux diffuseurs d'un bulletin d'usine condamnés

NOUS nous sommes récemment fait l'écho dans Lutte Ouvrière **des tracasseries policières dont sont victimes les diffuseurs de la presse révolutionnaire à Angoulême.**

Les nombreuses interpellations et les menaces sont maintenant remplacées par les poursuites judiciaires et les tribunaux.

Le 4 juin, deux diffuseurs du bulletin révolutionnaire « Lutte Ouvrière » *de l'usine de moteurs Leroy-Somer, arrêtés par la police il y a plusieurs mois, se voyaient condamnés par le Tribunal Correctionnel à des amendes de 360 F chacun.*

Le motif officiel de l'inculpation était l'absence du nom et de l'adresse de l'imprimeur...

Le « procès » fut expédié en dix minutes, et les efforts du président du tribunal pour essayer de ramener l'affaire à un simple délit « de droit commun » étaient des plus pitoyables. A chaque instant, le tribunal se défendait de poursuivre les camarades pour des « raisons politiques », mais là comme ailleurs, qui veut trop prouver ne prouve rien...

La meilleure « preuve » du caractère « innocent » de cette condamnation fut sans aucun doute celle-ci, avancée par le procureur : « Nous ne vous condamnons pas à cause du contenu du tract incriminé, mais uniquement parce qu'il ne comporte pas de nom d'imprimeur... La preuve, la voilà ; plusieurs vendeurs de *« Lutte Ouvrière »* ont été interpellés par la police et, eux, n'ont pas été poursuivis... parce que leur journal est légal, et que nous n'avons rien trouvé pour les condamner ! »...

L'avocat, Me Touzet, avança plusieurs arguments : en premier lieu, que si le procureur se défendait tant de servir le pouvoir, ce ne pouvait pas être un hasard et que son insistance était suspecte, en second lieu, que toutes sortes de tracts ronéotypés étaient diffusés partout chaque jour, et jamais poursuivis, enfin, que des cas analogues avaient été jugés récemment à Paris et que les condamnations avaient été insignifiantes et assorties du sursis.

Pendant la plaidoierie, le tribunal regardait le plafond... L'avocat eût pu plaider n'importe quoi, le résultat aurait été le même.

Pour les gauchistes, mieux vaut condamner d'abord et juger ensuite !...

(Correspondant L.O.)

Le renouvelleme
dans l'industrie aut

IL est un mythe qui a la vie dure. C'est celui d'une classe ouvrière américaine opulente, d'un niveau de vie susceptible de la rendre à jamais satisfaite de son sort et par conséquent parfaitement intégrée dans le système capitaliste. Tout au plus, excepte-t-on de ce mythe les travailleurs noirs, de toute évidence exclus du paradis américain.

La réalité est bien loin de cette image d'Epinal. Malgré les fabuleuses richesses accumulées sur le sol des Etats-Unis par l'exploitation de dizaines, de centaines de milliers de travailleurs de par le monde, malgré le fait que cette richesse permet aux capitalistes de ce pays d'accorder quelques miettes à certaines couches de leur classe ouvrière, aux U.S.A. pas plus qu'ailleurs, la condition ouvrière ne s'est diluée dans une quelconque « american way of life ».

Aux U.S.A., comme dans les autres pays capitalistes, des dizaines de millions de travailleurs se font exploiter pour que quelques-uns puissent édifier des fortunes colossales. Aux U.S.A., comme dans les autres pays capitalistes, les conditions de travail inhumaines, les salaires insuffisants, le chômage perpétuellement menaçant sont le lot quotidien de ces travail-

1970 sera une année de grèves aux Etats-Unis. Selon toute prévision, le nombre d'heures perdues sera supérieur à celui de toutes les autres années depuis la grande vague de grèves qui suivit la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Pour une grande part, cela s'explique par le fait que tous les contrats de trois ou cinq ans, signés par les grandes organisations syndicales, viennent à expiration. Or, les négociations de nouveaux contrats sont généralement accompagnées de grèves.

Mais, outre ces grèves en quelque sorte « officielles » en ce sens qu'elles sont d'une part, juridiquement légales, et d'autre part, déclenchées par les syndicats, il y a un nombre croissant de grèves illégales ou sauvages.

Les grèves illégales concernent avant tout les employés des municipalités, des Etats et du gouvernement fédéral qui n'ont pas le droit de grève.

Malgré l'interdiction d'avoir recours à la grève, tant les éboueurs que les instituteurs, les postiers et le personnel hospitalier ont déclenché récemment des grèves dures. Généralement contre l'avis des dirigeants syndicaux.

Chez les ouvriers de l'industrie et des transports, le recours aux grèves sauvages est tout aussi fréquent. Ces catégories possèdent des organisations syndicales puissantes, vieilles de 30 à 35 ans. Ils ont mené dans le passé de longues grèves avec occupation, et des batailles sanglantes, pour obtenir la reconnaissance d'un seul syndicat par industrie, comme représentant de tous les travailleurs de cette industrie. Depuis lors, on a inclu dans tous les contrats une clause spécifiant que seuls les syndiqués étaient couverts par les contrats, ce qui revient finalement à rendre l'appartenance syndicale obligatoire.

En effet, dans un pays où la législation sociale est limitée, et où la plupart des avantages sociaux ne sont pas garantis par la loi, le rôle des contrats passés à intervalles réguliers entre l'organisation syndicale et le patron, revêt une importance particulière.

Les premiers contrats étaient valables pour un an. Par la suite, les directions syndicales et les patrons se mirent d'accord pour signer des contrats de deux, trois ou même cinq ans de façon à préserver de plus longues périodes de paix sociale. A l'expiration de chaque contrat, il y avait des négociations et parfois des grèves prolongées — accompagnées de bagarres contre les jaunes et les flics pour empêcher la réouverture de l'usine avant que la direction syndicale ait décidé qu'elle ne pouvait obtenir plus, ou tenir plus longtemps.

La plupart des syndicats ont constitué des caisses de grève. Dans l'industrie automobile par exemple, le syndicat verse aux grévistes à peu près un tiers de leur salaire, ce qui leur permet d'avoir au moins de quoi manger, mais les met dans la dépendance de l'appareil syndical et limite les possibilités de grève hors du syndicat.

Aux U.S.A. c'est donc actuellement la veillée d'armes. La plupart des négociations entre patrons et syndicats pour le renouvellement des contrats devront se dérouler en automne. Comme ces négociations coïncident avec une vague de mécontentement des travailleurs, dûe en particulier aux conséquences de l'inflation larvée qui sévit dans le pays, il est probable que les syndicats seront obligés de durcir leurs positions.

COMME dans bien d'autres branches, les contrats arrivent à expiration dans l'industrie automobile. On prévoit que le syndicat (Fédération des syndicats de l'Automobile, de la Construction Aéronautique et des machines agricoles - UAW) portera cet été tous ses efforts contre la General Motors. Les négociations commenceront en juillet, le contrat de trois ans venant à expiration le 16 septembre 1970.

L'objectif du syndicat pour cette année est un régime de retraite permettant de toucher 500 dollars par mois (environ 2.700 F), après trente ans de service. A l'heure actuelle, le taux de la retraite est fonction à la fois de l'âge d'un travailleur, de son ancienneté et de son salaire.

L'UAW essaye d'imposer de nouvelles clauses chaque fois qu'elle décide de se mettre en lutte pour de bon, c'est-à-dire tous les deux ou trois contrats. C'est de cette manière qu'ont été obtenus une procédure de règlement à l'amiable des plaintes, une assurance-maladie, des allocations de retraite, des augmentations de salaire indexées sur le coût de la vie, des indemnités de chômage complémentaires et un salaire annuel garanti.

La grève Ford de mai 1937, qui vit des sanglants affrontements avec les flics-maisons, vue par une brochure de propagande de l'U.A.W.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL NE FONT PAS L'OBJET DE NEGOCIATIONS

Mais la plus grande partie des avantages obtenus après une grève sont abandonnés en échange d'autre chose lors de la grève suivante. Ou alors, ils sont noyés dans un enchevêtrement de formalités bureaucratiques.

Aussi, bien que les ouvriers de l'automobile disposent d'un peu plus d'argent que ceux des autres branches de l'industrie, il y a un grand nombre de grèves sauvages dans les usines automobiles. Rien qu'à Détroit, il ne se passe pas de mois sans une ou deux grèves de ce type. Ce peut être un département qui arrête le travail pour quinze minutes ou une heure, ou un secteur entier qui s'arrête une demi-journée, ou la presque totalité d'une usine pendant un jour ou deux.

Dans la plupart des cas, l'origine de ces grèves sauvages réside dans les mauvaises conditions de travail. Dans ce domaine, en effet, les contrats n'amènent aucune amélioration, les conditions de travail ne faisant pas l'objet de négociations. Les patrons considèrent en effet que discuter des conditions de travail avec les syndicats — exception faite des questions de sécurité — mettrait en cause son droit de contrôle sur la production.

Le syndicat est d'accord sur ce point. Il va même plus loin. Il est très rare de parvenir à un règlement des plaintes portant sur des problèmes comme l'insécurité ou les sanctions injustes.

Ces plaintes, y compris celles qui concernent la sécurité, terminent leur carrière dans la corbeille à papier. Et pendant ce temps le mensuel de l'UAW, Solidarity, mène campagne sur le non-respect des règles de sécurité par les patrons. Comme le fait remarquer ce journal, l'insécurité est responsable de la mort d'un grand nombre d'ouvriers ; soixante-cinq ouvriers sont tués ou mutilés rien que dans l'industrie automobile, dans des accidents du travail tous les jours.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le seul recours des travailleurs contre les cadences, l'intensité de travail, l'insécurité, les brimades des chefs et les sanctions arbitraires réside dans les grèves sauvages.

Le syndicalisme à l'américaine : la fusion des deux centrales syndicales, l'A.F.L. et le C.I.O., en 1955, vue par le syndicat de l'automobile U.A.W. Au centre, brandissant le maillet, George Meany, président de l'A.F.L., et Walter Reuther, président du C.I.O. et de l'U.A.W. Depuis l'U.A.W. est ressortie de la centrale unifiée.

GARANTIES INSUFFISANTES EN CAS DE CHOMAGE

Comme nous l'avons dit, les avantages inclus dans un contrat sont souvent obtenus en échange de l'abandon d'autres avantages obtenus précédemment. Dans le contrat de 1967 par exemple, on a imposé un plafond à l'indexation des salaires. Le retard pris pendant les trois dernières années à cause de ce plafond serait automatiquement inclus dans l'augmentation de salaire prévue pour le contrat de cette année, ce qui donnerait une augmentation d'environ 8 % des salaires

nt des contrats omobile américaine

leurs. Enfin, aux U.S.A., comme ailleurs, pour imposer quelques améliorations, les travailleurs doivent lutter et parfois durement.

Le témoignage que nous publions ci-dessous nous vient d'un travailleur américain de l'industrie automobile. Il porte sur les problèmes soulevés par les négociations de nouveaux contrats entre patrons et syndicats dans l'industrie automobile. Il va sans dire qu'il ne peut être qu'extrêmement partiel et limité.

Nous le publions cependant d'autant plus volontiers que pour tout révolutionnaire prolétarien, tout ce qui concerne la classe ouvrière américaine a une importance particulière. Et cela pour deux raisons symétriques. D'abord parce que les plus importantes forces du prolétariat mondial sont concentrées aux Etats-Unis. Ensuite parce que ces mêmes Etats-Unis constituent la citadelle principale de l'impérialisme.

Et même si, aujourd'hui, les dirigeants officiels du mouvement ouvrier américain se sont vendus corps et âme à leur impérialisme, même si la conscience de classe des travailleurs américains est loin de les pousser sur la voie du socialisme, il n'en reste pas moins que le front principal de la guerre des classes se trouve là, aux Etats-Unis. L'avenir de la révolution socialiste se décidera en fin de compte là-bas.

nominaux. Cela pourra apparaître après les négociations comme une victoire, alors qu'en fait cela ne compense même pas la hausse des prix.

En échange de la limitation de l'indexation, on a eu un système de calcul compliqué appelé salaire annuel garanti. D'après ce système, chaque travailleur, à condition d'avoir un an d'ancienneté, disposait d'un crédit qui lui permettait de toucher un peu d'argent en cas de chômage, même prolongé jusqu'à un an.

Mais le paradoxe dans cette négociation est que pendant les années de forte production et d'inflation accélérée que nous venons de connaître, les travailleurs se sont vus privés des avantages de l'indexation des salaires. Et ce manque à gagner n'était même pas compensé par les avantages prévus en cas de chômage par le système du « salaire annuel garanti », puisque l'hiver dernier, quand des milliers de travailleurs furent mis au chômage pour des périodes allant de deux à six mois, à peu près la moitié avait moins d'un an d'ancienneté.

L'AUTOMOBILE : INDUSTRIE SAISONNIERE

La création d'un fond spécial pour les chômeurs temporaires n'a rien de surprenant dans l'industrie automobile des USA, car les compagnies automobiles ont toujours eu pour habitude de mettre leurs ouvriers au chômage quand les stocks s'accumulent. On peut presque parler d'un rythme saisonnier du travail. Chaque année, les travailleurs sont mis au chômage en hiver pour résorber les stocks, et encore en été au moment du renouvellement des modèles. Suivant le type de production assuré par leur usine, ils peuvent avoir des réductions d'horaire ou être mis au chômage pour une semaine ou deux, ou même un mois ou deux. Pendant l'été, la durée du chômage est ordinairement de une à trois semaines. Ceci pour les années de prospérité. Pendant les mauvaises années, le chômage hivernal peut durer deux ou trois fois plus longtemps.

Quand un travailleur est mis au chômage temporaire, il s'inscrit pour toucher les indemnités de chômage versées par l'Etat dans lequel il travaille. Cette caisse est alimentée pour moitié par des cotisations prélevées sur sa paye chaque semaine, et pour une autre moitié par des cotisations versées par son employeur. Les indemnités qu'il reçoit varient suivant l'Etat et sont fonction de ses gains de son ancienneté et du nombre de personnes à sa charge. Dans le Michigan par exemple, un ouvrier de l'automobile peut toucher entre 40 et 80 % de son salaire. Mais pendant la première semaine, il ne touche rien. Cette semaine est considérée comme une « semaine d'attente ».

En plus de ces indemnités, dont bénéficient tous les travailleurs sauf certains fonctionnaires, les employés des chemins de fer qui ont une caisse à part, et les domestiques, les ouvriers de l'automobile reçoivent des indemnités complémentaires versées par la compagnie qui font qu'au total ils touchent 95 % de leur salaire calculé sur la base des 40 heures, dont on déduit 7,50 dollars. C'est ce qu'on appelle les indemnités de chômage complémentaires. Les versements ne sont faits que pendant six mois (en supposant que l'ouvrier a travaillé au minimum pendant les six autres mois de l'année).

Si la mise au chômage résulte d'une grève dans une autre des usines de la compagnie, les ouvriers ne bénéficient d'aucune indemnité. Cela se produit pendant les grèves entreprises sans l'accord des syndicats, et c'est un argument supplémentaire utilisé par les syndicats pour briser les grèves sauvages.

L'U.A.W. a proposé une nouvelle façon d'aborder le problème du chômage temporaire.

D'après ce projet, les travailleurs les plus anciens pourraient choisir le chômage puisqu'ils toucheraient 95 % de leur salaire, moins 7,50 dollars. Et pendant ce temps les nouveaux pourraient acquérir de l'ancienneté. L'U.A.W. est favorable à ce projet depuis pas mal de temps, mais d'après eux, ils n'ont pas encore trouvé un moyen permettant aux travailleurs les plus anciens de reprendre le travail quand ils le désirent.

En même temps, les compagnies s'arrangent pour qu'une forte proportion des travailleurs n'aient aucune ancienneté. Ce sont les travailleurs à l'essai. Les nouveaux embauchés qui ont travaillé moins de 90 jours n'ont aucun droit (même s'ils sont obligés de se syndiquer à partir de 30 jours). Si un travailleur est mis au chômage temporaire alors qu'il a moins de 90 jours de maison, la compagnie n'est pas obligée de le réembaucher quand les affaires reprennent. Si une période de plus de 90 jours s'écoule avant qu'il ne soit réembauché, la période d'essai qu'il a faite précédemment ne compte plus — il repart à zéro. Et s'il a travaillé moins de 14 semaines dans l'année avant sa mise au chômage, il ne peut même pas toucher les indemnités de chômage d'Etat.

LES HEURES SUPPLEMENTAIRES

L'irrégularité de la production a deux aspects : d'une part le chômage temporaire, de l'autre la période de pointe. Elle correspond au moment où débute la production des nouveaux modèles, en juillet ou en août. De ce moment jusqu'à Noël (ou plus tôt dans les mauvaises années) on exige des ouvriers de l'automobile qu'ils fassent des semaines de 60 ou 70 heures, à raison de 10 à 12 heures par jour pendant 6 ou 7 jours.

Normalement le chef d'équipe doit prévenir les ouvriers le jeudi qu'ils doivent venir travailler le samedi ou le dimanche ou les deux. Mais dans certaines usines, il n'est pas rare d'apprendre le vendredi soir qu'on doit travailler le lendemain. Ces heures supplémentaires sont obligatoires, sous peine de sanction.

Toute heure au-delà de 40 heures par semaine, ou 8 heures par jour, est payée une fois et demie le salaire normal (150 %), le travail du dimanche est payé double (200 %) et le travail des jours fériés est payé triple. Cela revient beaucoup moins cher à la compagnie que d'embaucher de nouveaux ouvriers et de payer leurs cotisations d'assurance-maladie, de retraite, de chômage, etc.

Le revenu net tiré de ces semaines de travail interminables est beaucoup plus réduit que ce qu'on pourrait espérer, ceci à cause du système d'imposition. Entre les impôts fédéraux et ceux des Etats et des municipalités, c'est à peu près 30 % de la paye hebdomadaire de l'ouvrier qui part. Les services fiscaux traitent les hauts salaires reçus pendant les semaines de 60 ou 70 heures comme s'il s'agissait du salaire hebdomadaire de toute l'année, ce qui, avec le système d'imposition progressif, permet d'en prélever une grande partie. Au moment du calcul définitif des impôts en fin d'année, les travailleurs qui ont été mis au chômage temporaire pendant une période prolongée reçoivent une ristourne.

Donc pendant six mois de l'année, les ouvriers de l'automobile subissent d'énormes pressions pour accepter des horaires prolongés et constituer des stocks pour les compagnies, puis ils peuvent travailler 40 heures par semaine pendant deux à quatre mois, pour être enfin mis au chômage les deux ou quatre mois restants. Avec ces horaires, les ouvriers de l'automobile arrivent à gagner à peu près les trois quarts de ce qui est considéré comme nécessaire pour une famille pour mener un train de vie moyen, d'après les statistiques du gouvernement des Etats-Unis (antérieures aux dernières années d'inflation).

COMMENT LE SYNDICAT S'ARRANGE POUR EVITER LES GREVES

Chaque branche d'industrie a ses méthodes pour éviter les grèves autorisées par les syndicats, en partie grâce au préavis. Dans les chemins de fer, le préavis est contrôlé par le gouvernement, dans l'automobile par le syndicat.

La façon dont procède l'U.A.W. semble parfaitement démocratique. Mais ce n'est qu'une apparence. Tout d'abord un événement se produit qui oblige une section locale à faire voter la grève. Ce peut être une cause d'insécurité particulièrement grave ou une rupture ouverte du contrat de la part de la compagnie, quelque chose qui provoque une telle colère de la part des ouvriers qu'ils se mettent en grève spontanément. Après le délai nécessaire pour prévenir les membres de la section locale, le vote de grève a lieu. S'il est favorable à la grève, et si la fédération l'autorise, ce qui peut prendre des semaines, il faut donner à la compagnie un préavis d'une semaine. Pendant toute cette période le travail doit continuer dans

les mêmes conditions. Ce « délai de réflexion » permet toutes les manœuvres. Quelquefois les travailleurs et les délégués qui prennent la part la plus active et la plus militante à la lutte sont renvoyés sous un prétexte quelconque. Ou alors les conditions sont modifiées au point qu'il faut procéder à un nouveau vote car la raison qui justifiait la grève a changé.

Et puis, il y a des cas dans lesquels l'autorisation de faire grève n'est jamais donnée, car l'accord avec les compagnies a comme contrepartie l'interdiction de toute grève portant sur des matières couvertes par le contrat, sauf dans le cas de rupture ouverte du contrat par la compagnie, ce qui donne bien sûr matière à interprétation.

Le point de vue de l'U.A.W. sur tous ces problèmes a une certaine logique. Pour eux, les relations entre les travailleurs et la direction sont celles de deux partenaires qui travaillent ensemble à produire les biens nécessaires à la société. Dans ces conditions, on suppose que chacun des partenaires agit de façon responsable — envers l'autre partenaire et envers la société. Et l'U.A.W. lutte contre ses membres pour garder cette attitude responsable, responsable surtout envers la direction.

Il n'y a qu'une difficulté. C'est que les compagnies ne considèrent pas les travailleurs comme des partenaires. Mais elles jouent leur propre jeu avec leurs propres règles.

Depuis quelques mois, le gouvernement cherche à élaborer des lois pour réprimer l'agitation. Pour tenter d'éviter les grèves longues et dures qui accompagnent le renouvellement des accords, il va essayer de faire passer une loi décidant que dorénavant les contrats seraient signés entre patrons et syndicats sans être soumis à l'approbation des ouvriers.

Actuellement, les dirigeants syndicaux rapportent devant les ouvriers les propositions patronales et ces derniers peuvent refuser et continuer la grève jusqu'à obtention de clauses satisfaisantes.

Une autre loi, en préparation, veut instituer un fichier gouvernemental avec l'identité et les rensignements sur chaque ouvrier. Ainsi, l'Etat espère repérer les militants et les ouvriers occasionnels et les mauvais esprits que sont les étudiants à la recherche d'un emploi temporaire.

Mais il est évident que de telles mesures ne pourront empêcher le mécontentement des travailleurs américains de s'aggraver sinon de se manifester

(1) Faire des nuits blanches.

TEXTES DES INTERVENTIONS DE LA RÉUNION PUBLIQUE DU 26 JUIN A LA MUTUALITÉ (PARIS)

La répression et ses limites

Après les condamnations de Le Bris et Le Dantec, les deux directeurs successifs de **La Cause du Peuple,** après l'interdiction de la Gauche Prolétarienne, la saisie de tous les numéros du journal, l'arrestation systématique de tous ses vendeurs, Alain Geismar a été arrêté ce matin.

Le gouvernement a manifestement décidé de frapper une des organisations gauchistes les plus remuantes.

Mais si la Gauche Prolétarienne est aujourd'hui particulièrement visée, toutes les organisations révolutionnaires ont vu ces derniers mois, et à diverses reprises, les arrestations de vendeurs, de colleurs et la multiplication des procès sous le prétexte commode de « violences à agents ». La justice bourgeoise a infligé des peines de prison qui, modérées et avec sursis au départ, atteignent maintenant fréquemment plusieurs mois de prison ferme.

Aujourd'hui, alors même que nous tenons ce meeting, il y a plus d'une centaine de militants de toutes tendances derrière les barreaux. Avant toute chose, nous tenons ce soir à affirmer notre solidarité avec tous les camarades emprisonnés, certains depuis près de deux ans, avec les militants de la Gauche Prolétarienne pourchassés, avec Le Bris, Le Dantec et Geismar arrêtés.

Mais affirmer sa solidarité ne suffit pas. Nous devons essayer d'abord de mesurer l'ampleur de la répression qui atteint ou menace les groupes de révolutionnaires de ce pays. Apprécier la politique gouvernementale plus nuancée qu'il n'y paraît, qui emprisonne mais accorde des sursis, qui entrave notre action mais n'ose pas l'interdire. A quelles attaques sommes-nous aujourd'hui soumis ? Comment nous en défendre, comment riposter le cas échéant, voilà les questions auxquelles nous nous devons de répondre.

Un processus de fascisation ou une répression sélective et limitée

Car si le front uni des révolutionnaires contre la répression s'est facilement constitué, les diverses organisations ont sur ce point, comme sur l'appréciation générale de la période actuelle, des positions divergentes. Pour une grande partie du mouvement gauchiste, un processus de fascisation est en marche et ces idées rencontrent, sous des formes variées, un écho réel dans le mouvement contestataire étudiant.

Pourtant, ces thèses ignorent totalement la réalité sociale. Car rien n'indique que les luttes de classes aient pris une ampleur telle qu'elles dépassent les limites de résistance de la démocratie bourgeoise.

Bien au contraire. Les luttes restent d'une faible ampleur, les groupes fascistes demeurent insignifiants malgré le bruit que l'on fait autour d'eux, et la répression, elle-même, si elle existe, reste limitée : une centaine de militants arrêtés sur une douzaine de milliers de militants gauchistes actuellement recensés. Les peines restent généralement d'intimidation. Rien n'indique pour l'instant, ni un risque de facisme, ni même une menace de dictature militaire.

Il faut le dire tout net, car la confusion dans ce domaine ne sert personne. Ce n'est pas en criant au loup, en appelant fascisme des atteintes sélectives aux libertés fondamentales, que nous les ferons mieux respecter. Bien au contraire. La lucidité et l'efficacité commandent de ne pas confondre six mois de prison et les camps grecs, le rôle des C.R.S. avec celui des S.S. Elle commande surtout de ne pas confondre une répression accentuée sur la classe ouvrière et ses organisations syndicales et politiques, et la répression particulière dont sont victimes les révolutionnaires.

Ces erreurs ne sont malheureusement pas accidentelles. Fréquentes dans le milieu gauchiste, elles ont des racines sociales. Parce que les organisations gauchistes restent avant tout des organisations d'étudiants, et n'ont pratiquement pas d'influence dans le reste de la société, elles tendent à confondre les sentiments du milieu étudiant avec les sentiments généraux, et les atteintes aux libertés qui les frappent avec ce qui arrive à l'ensemble de la société.

Or, justement, le monde étudiant se sent frappé et menacé. Pour la première fois, la police est obligée d'intervenir systématiquement contre ce milieu jusqu'alors protégé où elle ne dispersait jusqu'à présent que des monomes ou des manifestations de minorités. Ces forces de répression que subissent constamment, dans les plus démocratiques des républiques bourgeoises toutes les couches opprimées, et en particulier les travailleurs immigrés et la jeunesse ouvrière, ce contact avec la bestialité satisfaite et sûre d'elle-même de policiers assurés de l'impunité, les étudiants en ont pris connaissance à leur tour. Ils voient leur quartier quadrillé de flics, et subissent eux aussi les matraquages lors des manifestations, les passages à tabac dans les commissariats, ou les fouilles de Beaujon.

Que ces brutalités fassent nécessairement partie de notre société, et permettent d'affirmer la dictature de la bourgeoisie, nul révolutionnaire ne l'ignore. Pas plus qu'il n'ignore que le recrutement de cogneurs en uniforme favorise la sélection des pires.

Mais le fascisme, c'est tout autre chose. C'est la transformation d'un rapport des forces des classes déterminantes. La destruction des syndicats et de toute forme d'organisation ouvrière relativement indépendante. Cela suppose et conclut par la défaite une lutte sociale intense.

Le milieu gauchiste, marqué par ses origines étudiantes, se révèle incapable d'une analyse sérieuse des rapports de force réels entre le prolétariat et la bourgeoisie. Extérieur à ses réalités sociales fondamentales, les contestataires étudiants passent des illusions les plus larges à l'abattement le plus vain. Car le revers de cette médaille, c'est l'optimisme béat d'autres groupes gauchistes, qui ne veulent voir dans la répression que les débuts d'une guerre du peuple prolongée, et qui croient qu'en tout temps et tout lieu, la répression amène la révolution.

La réalité politique est autre, ni si euphorique ni si désespérée. Pour le moment, le régime post-gaulliste fonctionne, sa stabilité a été jusqu'alors assurée, et l'ordre social continue de s'appuyer sur des syndicats influents et puissants.

Et si le mouvement révolutionnaire est soumis à une répression limitée mais réelle, c'est dans le cadre d'une société précise, sous le régime politique de la démocratie bourgeoise. Et nous sommes en butte, comme les révolutionnaires l'ont toujours été sous ce type de régime, mais guère plus finalement que sous la troisième République, aux attaques de l'appareil d'Etat bourgeois qui n'hésite pas à enfreindre ses propres lois et les libertés même formelles, pour nous atteindre.

L'échec de la politique de force contre les étudiants

Car, incontestablement, le mouvement révolutionnaire gêne actuellement le gouvernement et de plus, il représente un risque pour l'avenir.

Il le gêne dans la mesure où il participe à l'agitation estudiantine qui peut troubler l'ordre politique, elle l'a montré. Mais le mouvement révolutionnaire menace aussi les classes bourgeoises dans la mesure où les étudiants révolutionnaires deviennent capables de défendre leur programme, et de gagner à leurs idées la classe ouvrière. Face à ces deux menaces, l'une immédiate et limitée, l'autre plus grave mais hypothétique, le gouvernement, s'il est contraint de réagir, ne dispose pas des mêmes moyens.

Face à la contestation étudiante, le gouvernement s'il a su composer un temps, n'a pas hésité non plus, quand il l'a cru possible, de ramener l'ordre brutalement. La tentative la plus notable a été la « banalisation » du campus de Nanterre, symbole des révoltes étudiantes. Elle s'est soldée par un échec total. Loin d'être isolés, les étudiants gauchistes ont reçu l'appui massif des autres étudiants réunis contre la police et le corps professoral lui-même n'était pas prêt à accepter l'intrusion des « casseurs » de la police que seuls les gardes-mobiles ont pu calmer. La tentative de reprise en main était trop évidente, et personne n'acceptait encore de travailler entre deux flics. Le mouvement étudiant était moins démoralisé que le croyait le gouvernement qui fut contraint de reculer.

Cela n'a pu que confirmer aux autorités que la reprise en main de la jeunesse estudiantine devait être très prudente. Dès lors qu'on ne voulait pas comme au Mexique, massacrer y compris les fils de famille, toute politique de force ne pouvait qu'entraîner un élargissement du recrutement du mouvement gauchiste.

Incapable de s'attaquer sérieusement aux causes matérielles et morales de la crise étudiante, le gouvernement semble donc se résigner pour le moment au maintien d'une certaine agitation.

Il a pu constater que les gauchistes en sont beaucoup plus le produit que le moteur. Et il l'accepte d'autant plus que grâce à une campagne conjuguée et massive de ses grands moyens d'information et de ceux du P.C.F., les manifestations étudiantes, et les plus récentes au Quartier Latin l'ont encore prouvé, n'ont plus guère la vertu de mobiliser d'autres couches de la population. Le détonateur ne fonctionne plus, l'isolement est réel.

Le quadrillage dissuasif de la police, une répression localisée, lui assurent un calme suffisant. Dans les circonstances actuelles, il ne peut pas faire beaucoup plus.

Le prix à payer pour une répression accrue des groupes révolutionnaires

Mais les groupes révolutionnaires ont aussi une autre activité qu'étudiante, même si elle est réduite. Ils tentent avec plus ou moins de succès de donner un programme et une méthode de lutte à l'ensemble des opprimés de cette société Ils tentent de s'imposer comme force politique par un travail de quartier ou d'usine, ou par des campagnes politiques générales. Si limités que soient les succès qu'ils peuvent obtenir, le gouvernement qui connait l'extrême sensibilité du P.C. aux pressions venant de sa gauche, tente de les entraver, de leur interdire le droit à l'expression politique. Car si les gauchistes ne représentent pas actuellement par eux-mêmes une force, ils ont montré qu'ils pouvaient dans certaines circonstances contraindre le P.C. et la C.G.T. à mener et à diriger les luttes d'une ampleur suffisante pour gêner les intérêts économiques de la bourgeoisie. Ils représentent, de plus, un danger potentiel à terme.

Rien d'étonnant dans ces conditions que le gouvernement tente de toutes les manières possibles d'empêcher les groupes révolutionnaires d'exister et de se faire connaître. Les arrestations de vendeurs se multiplient dès qu'une campagne politique est lancée, qu'elle soit sur les transports ou sur l'armée, la répression s'abat dès qu'une action est soit aventuriste soit susceptible d'un quelconque succès.

On peut se demander dans ces conditions pourquoi la répression, si elle est réelle, demeure néanmoins limitée, pourquoi le gouvernement ne tente pas une bonne fois de s'en prendre aux groupes révolutionnaires. C'est que là encore, il n'est pas si simple dans la situation politique actuelle, de faire beaucoup plus que ce que fait actuellement le gouvernement.

Justement parce qu'ils sont faibles, les révolutionnaires bénéficient de circonstances conjoncturelles favorables qui, dans une certaine mesure, les protègent Une fraction importante des forces politiques se refuse en effet à suivre le gouvernement et à appuyer des atteintes systématiques aux libertés alors qu'elles ne sentent pas le système menacé.

Car il est très difficile d'interdire aux révolutionnaires les libertés d'organisation et d'expression qui sont à la base même des libertés de la démocratie bourgeoise et dont tous les partis et syndicats du système bénéficient, sans porter en même temps atteinte à la liberté de tous. La répression gouvernementale butte justement sur la quasi-impossibilité où elle se trouve de frapper brutalement les groupes révolutionnaires sans frapper en même temps d'autres forces politiques et spécialement le P.C.F. qui sont les piliers de l'équilibre du régime. Le prix à payer pour une répression accrue serait probablement lourd. En effet, pour appliquer des lois répressives ou d'exception aux révolutionnaires, il faut deux conditions absolument indispensables. Soit que les révolutionnaires soient parfaitement isolés du reste des forces politiques, soit que le gouvernement bénéficie d'un consensus suffisant, c'est-à-dire que toutes les forces politiques du système soient suffisamment persuadées du danger pour l'armer des pleins pouvoirs de la répression et du droit de régenter les libertés publiques.

De cela, dans les conditions actuelles, les milieux politiques, même libéraux bourgeois ,en sont si peu persuadés qu'ils se refusent à approuver une répression démesurée ou des lois d'exception.

Ainsi, après la condamnation exemplaire de Frédérique Delange à treize mois de prison ferme, on a vu une grande partie des forces intellectuelles et libérales contester l'attitude des juges. Sans même parler de Sartre et du milieu intellectuel proche des gauchistes, prêt à se solidariser ou même à s'interposer, un écrivain catholique comme Cesbron, et passablement réactionnaire, a violemment attaqué le gouvernement en exprimant par là l'opinion générale d'une grande partie des intellectuels et des libéraux. La Cour d'Appel a d'ailleurs enregistré la leçon et vient d'ailleurs d'accorder le sursis.

Car à quoi sert de condamner fermement si cela fait des militants des martyrs et leur fait gagner des sympathies nouvelles bien au-delà du milieu généralement touché par leurs idées.

Mais si ce qui est à ses yeux la trahison et la légèreté des clercs gêne le gouvernement en l'obligeant à doser sa répression, elle n'est pas et de loin le principal obstacle auquel il se heurte sur le plan politique.

Ce que l'on peut se permettre avec un jeune vendeur de La Cause du Peuple, **on ne peut pas se le permettre avec un Prix Nobel.** Photo A.F.P

Rôle du P.S.U. et de la C.F.D.T...

Aucune des conditions de la répression n'est actuellement vraiment acquise.

Premièrement, les gauchistes ne sont pas vraiment isolés des forces intellectuelles, politiques et syndicales. Le P.S.U. sur le plan politique, la C.F.D.T. sur le plan syndical dont une fraction sympathise ou fait partie du mouvement gauchiste ont choisi de tenter de récupérer le mouvement et dans une certaine mesure, lu apportent aide et protection.

La répression sélective en est rendue bien plus délicate. Il est parfois difficile de distinguer un militant d'entreprise gauchiste d'un délégué C.F.D.T. Et comment, par ailleurs, distinguer les militants du P.S.U. et les sympathisants de **Lutte Ouvrière** pendant la campagne des transports ? Comment arrêter sans bruit les vendeurs sur le marché d'Aligre s'il faut y arrêter Rocard la semaine suivante ? Comment emprisonner en douceur des colleurs d'affiches de la campagne sur l'armée ou des directeurs de **La Cause du Peuple** quand Sartre s'affirme ouvertement responsable des textes parus ?

Bien sûr, ces cautions et ces protections si elles entravent l'action policière, ne l'empêchent pas, mais du moins elles la modèrent. Rien d'étonnant que le gouvernement et le P.C.F. taxent ces forces, les intellectuels, le P.S.U. et la C.F.D.T. d'irresponsabilité.

...et de la C.G.T., du P.C.F. et de l'ensemble des organisations ouvrières

Mais la deuxième condition n'est pas, elle non plus, réalisée. Dans les circonstances politiques actuelles, les forces politiques et syndicales se réclamant de la classe ouvrière ne sont pas prêtes à faire confiance au gouvernement et à son appareil de répression et ne voient pas l'utilité de lui accorder les pleins pouvoirs, c'est-à-dire de risquer de limiter leurs propres libertés d'action, même si celui-ci promet de ne pas s'en prendre à elles. Tout le monde a signalé à ce propos que la loi anti-casseur menace infiniment plus les organisations officielles ayant pignon sur rue que les petits groupes gauchistes. Mais sur ce plan, quoiqu'on en pense, l'attitude de la C.G.T. et du P.C.F. est aussi ferme que celui du P.S.U., de la C.F.D.T. ou de la F.E.N. Car, toutes ces organisations n'ignorent pas que pour la police, tout militant syndical ou politique surtout s'il est du Parti Communiste, est un ennemi à abattre. Et le flic moyen ne fait pas le détail.

D'ailleurs, quotidiennement, l'expérience le vérifie. Les vendeurs de **L'Humanité Dimanche** ont recommencé à se faire embarquer quand les vendeurs révolutionnaires ont été pourchassés. Quatre-vingt militants C.F.D.T. se sont fait ramasser par la police, comme de vulgaires gauchistes, parce qu'ils protestaient contre la hausse des transports. Et pour la même raison, la fédération parisienne du vieux parti socialiste a vu ses militants inquiétés. Autre exemple, le 1er mai, après les incidents, ce sont deux militants syndicalistes F.O. et C.G.T. que la police a embarqués et gardés à vue pour « violences à agents ». Car pour les policiers de base, gauchistes ou staliniens c'est tout un, du révolutionnaire à casser.

Tant que l'on restera dans le système, tant que le gouvernement ne pourra ni ne voudra s'attaquer aux syndicats et aux forces politiques traditionnelles de la gauche qui font partie de l'équilibre social, sa répression devra rester mesurée, prudente et limitée. Il n'est pas possible dans les conditions actuelles de ne frapper que les gauchistes et eux seuls.

Et tant que le danger qu'ils représentent restera réduit, les révolutionnaires pourront probablement espérer pouvoir continuer à jouer sur les antagonismes et les désaccords des forces politiques reconnues pour tenter de limiter la répression.

A condition, toutefois, qu'il mène une politique telle qu'ils ne s'isolent pas eux-mêmes par des actions aventuristes qui facilitent la tâche du gouvernement.

Le gouvernement a compris cette situation et applique tant à l'Université que dans le pays une politique de répression souple, progressive et hypocrite qui n'en est pas moins dangereuse. Deux exemples récents caractérisent bien cette politique. Le gouvernement a bruyamment fait accorder par la Cour d'Appel deux sursis à des peines par trop évidemment exemplaires ou dues à des provocations policières manifestes.

A Grenoble, il a laissé les étudiants tenir le campus pendant trois jours en se contentant de boucler les sorties. Au bout de trois jours, le mouvement avait pourri de lui-même. On retrouve la même attitude face aux manifestations du Quartier Latin qui ont suivi les condamnations de Le Bris et Le Dantec. Un mélange de provocations, d'arrestations limitées et de répression accompagne des brutalités habituelles mais contrôlées ? Dans l'état actuel des faiblesses et des divisions du mouvement révolutionnaire, le gouvernement évite d'élargir les sympathies dont pourraient disposer les gauchistes, en affichant une attitude modérée.

Mais pendant le même temps, des arrestations individuelles se perpétuent. Au même moment, où les sursis étaient accordés, deux étudiants en médecine se voyaient condamner à six et huit mois de prison ferme pour avoir mis une inscription sur un pont.

Une politique du coup par coup

Plus généralement, le gouvernement saisit toute occasion ou répond à toute initiative qui le gêne par une application sélective de lois et décrets interdisant en fait le droit de vente et l'expression politique des révolutionnaires chaque fois qu'ils le juge utile ou possible, sans provoquer de réaction trop ouverte de l'opinion.

Ainsi, après les campagnes sur les transports ou sur l'armée organisée par le P.S.U., **Lutte Ouvrière** ou la **Ligue,** les arrestations et procès se sont multipliés. Ainsi, la Gauche Prolétarienne se voit-elle pourchassée. Ainsi, chaque fois qu'une agitation notable se produit dans un lycée ou dans une faculté, quelques professeurs gauchistes se voient suspendus.

Cette répression dosée et calculée entrave sans les paralyser les organisations révolutionnaires. Si elle réduit leur possibilité d'action, elle ne les empêche pas de faire leur travail politique.

Il n'empêche qu'à cette politique du coup par coup, qui frappe sans écraser, le mouvement révolutionnaire se doit de répondre. Les organismes de défense et d'entraide regroupant les moyens de défense légaux ou les appuis de tous les groupes révolutionnaires, doivent se constituer. Ils permettront de rendre plus difficiles les atteintes aux libertés, de les faire connaître de tous, de mobiliser dans l'unité le maximum de soutiens matériels juridiques, moraux et politiques.

Mais les révolutionnaires doivent savoir que leur seule protection réelle réside ailleurs que dans les organisations de défense légale. Ils doivent savoir que ces moyens seraient bien faibles en cas de tournant à droite de la conjoncture politique ou de provocations importantes.

La seule manière pour leurs idées de vaincre et simplement même d'exister indépendamment des fluctuations politiques, c'est leur implantation dans la classe ouvrière qui leur apportera, si nous savons profiter du répit relatif qui nous est accordé. La seule manière de vaincre la répression, c'est d'être sous la protection du prolétariat parce qu'on a su gagner sa confiance. La seule protection qui vaille, c'est celle des masses laborieuses. Cette protection là, nous avons encore à la gagner.

La meilleure protection : celle des masses laborieuses. Photo L.O

La situation est-el

TEXTES DES INTERVENTIONS DE LA RÉUNIO

NE PAS PRENDRE SES DESIRS POUR DES REALITES

D'après un certain nombre de camarades gauchistes, la France connaîtrait depuis mai 68 une situation que l'on peut qualifier indifféremment de révolutionnaire ou de pré-révolutionnaire.

Certes, *personne ne va jusqu'à fixer une date pour le grand soir*, et on peut même dire qu'il y a presque autant d'analyses de la situation qu'il y a de groupes.

On peut cependant résumer les traits fondamentaux de l'analyse que font ces groupes, de la manière suivante :

Les masses populaires, et par là, il faut entendre les ouvriers, les paysans, les petits commerçants et les étudiants en auraient assez de l'exploitation de l'Etat capitaliste. Le peuple qui s'est battu en mai 68 a été trompé, mais non défait : la lutte continue.

Dans les usines, disent ces camarades, les ouvriers ne peuvent plus supporter l'arbitraire de droit divin des patrons et l'arrogance de leur chiourme. La révolte contre les chefs grandit.

Les petits commerçants ne voudraient plus être rançonnés par l'Etat et n'hésiteraient pas à se transformer en casseurs pour affronter les policiers dans la rue. Bref, selon eux, partout le mécontentement gronde, la colère jaillit de tous les pores de la société.

Des témoignages de cette combattivité, ces camarades pensent que la situation en fournit en abondance. A *Renault-Billancourt*, des travailleurs refusent pendant des semaines de payer le métro et voyagent gratis. Ils seraient ainsi, en bafouant la légalité, les portes-parole de tous leurs camarades qui refusent d'être transportés comme du bétail, ils montreraient le chemin que s'apprêtent à suivre leurs camarades.

Et la situation ne serait guère plus brillante pour la bourgeoisie sur les autres fronts sociaux.

Les petits commerçants, comme à Grenoble, auraient compris que seule la lutte paye. Les étudiants ne sont guère plus calmes. Nanterre, Vincennes, Dauphine ou Grenoble sont comme des bases rouges prêtes à monter à l'assaut du pouvoir.

Quant aux campagnes, nos ministres ne s'y aventurent plus depuis que MM. Guichard, Duhamel et Mesmer ont appris à leurs dépens qu'elles étaient peuplées de paysans... contestataires.

Dans ce contexte, les masses seraient naturellement prêtes à s'inspirer de toute action *exemplaire*.

Dans ce contexte, les *actions violentes* seraient nécessaires parce qu'elles indiquent au prolétariat la voie à suivre ; opposer à la violence de la bourgeoisie sa propre violence de classe.

Quant à la répression, on nous la présente comme une manifestation de la peur panique des classes dominantes contre la montée de la lutte des masses.

Bref, la situation serait excellente.

LA SITUATION N'EST PAS REVOLUTIONNAIRE

Mais force est de constater qu'entre les désirs de certains révolutionnaires et la réalité, il y a un monde.

Bien entendu, il y a du mécontentement. *Bien entendu, la lutte de classes se poursuit.* Elle n'a pas cessé depuis l'Antiquité, et elle n'a aucune raison de s'arrêter aujourd'hui. De temps en temps, les exploités se mettent en colère et cette colère se manifeste de bien des manières : grèves, manifestations, barrages sur les routes, etc.

Mais en aucune façon, les mouvements actuels ne menacent tant soit peu le pouvoir de la bourgeoisie.

On peut même dire que sur tous les fronts, la classe dominante ne rencontre pas de difficultés majeures et qu'à l'heure actuelle, les capitalistes dorment tranquillement sur leurs deux oreilles.

La situation économique ne pose aucun problème majeur et aucun des clignotants d'alerte n'est en fonctionnement :

La production progresse normalement, du moins aussi normalement qu'il est possible pour une bourgeoisie de la taille et des capacités de la bourgeoisie française.

Les carnets de commande sont bien remplis et les ventes se réalisent avec une marge de profit des plus substantielles.

Sur le plan monétaire, la crise née de mai 68 s'est finalement résorbée. Avec le reflux, avec le recul du spectre de la grève générale, la confiance dans la monnaie est revenue. Le franc a cessé de chercher à l'étranger un refuge lucratif et l'étape de la dévaluation a été bien digérée.

Sur le plan financier, le gouvernement connaît des difficultés qui sont finalement chroniques. Les tendances inflationnistes sont en effet inhérentes au capitalisme de notre époque où l'Etat intervient sans cesse en faisant tourner la machine à billets. A cet égard, les actuelles mesures d'encadrement du crédit apparaissent quasi-normales et ne traduisent aucune crise majeure.

Sur le plan social, le gouvernement rencontre certes des difficultés. De nombreuses couches sociales sont mécontentes : ouvriers, paysans, petits commerçants et étudiants ont de bonnes raisons de se plaindre et, par moments, expriment ouvertement leur mécontentement.

Depuis deux ans, la France a certes connu *un nombre non négligeable de* grèves dans les secteurs les plus divers. Mais le mouvement gréviste ne connaît pas une impétuosité particulière, il ne va pas crescendo, en s'amplifiant et en se renforçant. *Les appareils bureaucratiques restent maîtres du mouvement.* Ils ont l'initiative du déclenchement et de l'arrêt des grèves même si dans certains cas cela ne va pas sans accrocs.

Nous avons ainsi assisté à des grèves de cheminots, de gaziers, de métallos, de gars du bâtiment, à des journées nationales d'action sans lendemain sans que jamais, les centrales ne soient débordées. Elles ont toujours su garder la maîtrise des mouvements et empêcher la jonction des différentes luttes de la classe ouvrière.

Et la marge de manœuvre des bureaucraties syndicales est d'autant plus importante que de nombreux travailleurs se *désintéressent de la vie politique* et syndicale, qu'ils répugnent à se réunir pour discuter de leurs affaires.

Sur le plan des institutions politiques, il règne enfin un calme olympien.

Les institutions mises en place en 1958 ont survécu à leur fondateur, ainsi que l'U.D.R., ce grand parti de la droite que de Gaulle avait donné en cadeau à la bourgeoisie.

L'opposition parlementaire est tellement réduite que les godillots eux-mêmes se permettent de brèves velléités d'indépendance et osent, de temps en temps, dire ce qu'ils pensent.

Sans trop y croire, mais en y croyant quand même un peu, les électeurs continuent à faire leur devoir électoral et à aller porter dans l'urne un bulletin qui marque leur confiance dans les formations traditionnelles qui se placent délibérément et publiquement dans le cadre du système.

Les élections continuent à jouer à merveille leur rôle de soupape de sûreté. Et la bourgeoisie dispose même d'un *jeu de carte bien fourni :* Poher ou J.J.-S.S. pour permettre aux électeurs de rester dans le cadre du système en troquant leur *blanc bonnet* contre un *bonnet blanc*. Mendès-France ou Mitterrand dans le cas où, face à une montée populaire, il faudrait ravaler la vieille façade et y accrocher une enseigne un peu plus écarlate.

Quant aux révolutionnaires, ils restent cantonnés dans la petite bourgeoisie intellectuelle et demeurent sans troupes dans le prolétariat.

Les événements infligent un cruel démenti à ceux qui prétendent qu'un nouveau rapport de forces s'est établi dans la classe ouvrière, entre les gauchistes et les organisations traditionnelles. Ils se trompent lourdement, ceux qui pronostiquent sans cesse la crise finale du stalinisme et qui n'en finissent pas de *creuser une tombe* dans laquelle, décidément, le Parti Communiste Français répugne à se laisser enterrer. Vraiment, le temps des chrysanthèmes est encore loin !

Depuis deux ans, les gauchistes ont été sans prise réelle sur les conflits sociaux qui se sont déroulés. *A aucun moment, les travailleurs en lutte n'ont placé à leur tête des militants révolutionnaires*, soit que, tout simplement, les militants révolutionnaires soient absents de ces secteurs, soit qu'ils n'y soient pas suffisamment implantés et qu'ils n'ont pas encore gagné la confiance de leurs camarades de travail.

Mais le fait d'être peu nombreux *n'empêche aucunement les gauchistes d'être connus dans le pays* et dans la classe ouvrière. Ce qui ne signifie pas qu'ils inspirent confiance et qu'ils bénéficient s'une large audience, loin de là ! C'est ainsi, pour prendre un exemple, qu'à chaque fois que les gauchistes se sont *présentés à des élections*, ils n'ont récolté qu'une partie infime des suffrages de la classe ouvrière.

Certes, ouvriers, paysans, étudiants, petits commerçants ont de bonnes raisons d'être mécontents et de manifester. Mais la situation n'est pas révolutionnaire pour autant.

le révolutionnaire ?

N PUBLIQUE DU 26 JUIN A LA MUTUALITÉ

Et rien ne sert de se cacher derrière le masque de l'anti-électoralisme, pour refuser de tirer les conclusions de ces scrutins. En réalité, le vote de la classe ouvrière pour les partis traditionnels, et en particulier pour le P.C.F., montre que nous sommes loin d'inspirer confiance aux ouvriers et qu'il reste encore beaucoup à faire pour gagner de l'audience dans la classe ouvrière.

Ainsi donc, si nous récapitulons, que pouvons-nous constater sinon que la France ne connaît actuellement aucune crise tant soit peu sérieuse, et cela aussi bien sur le plan économique, social, que politique.

Dire cela, ce n'est naturellement faire preuve *ni de scepticisme ni de pessimisme*. C'est encore moins penser que l'actuel état de choses soit fixé, dans le temps, pour une durée appréciable. Les révolutionnaires savent bien que la société capitaliste est minée par de profondes et insurmontables contradictions. Le système ne se survit qu'en démultipliant l'absurde, qu'en utilisant des remèdes de guérisseurs. Un krack boursier, une lame de fond de spéculations, une dépression économique, une tension politique extrême peuvent, demain, provoquer de graves crises et jeter les classes sociales aux bords d'affrontements décisifs.

Aujourd'hui, la situation n'est pas révolutionnaire mais cela ne signifie pas que demain, les militants révolutionnaires ne vivront pas de nouveaux événements autrement décisifs. Et ils ne pouront s'y mouvoir avec eficacité que dans la mesure où justement, ils seront capables, correctement, d'y déceler les principales lignes directrices, d'évaluer correctement les rapports de forces en présence. *Et cela nous conduit à un autre problème, celui de savoir ce qu'est une situation révolutionnaire, comment on peut la caractériser.*

Une usine occupée en juin 36
Il y a loin de la situation actuelle à la mobilisation de la classe ouvrière...
Photo Violet

QU'EST-CE QU'UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE ?

Pour qu'une situation révolutionnaire se produise, il faut que les *institutions* qui surplombent la société soient profondément minées, les soupapes de sûreté permettant au système de survivre ne fonctionnant plus.

C'est-à-dire que *la classe dominante* doit avoir *épuisé toutes ses possibilités*, qu'aucune *équipe de rechange* ne puisse plus être utilisée pour assumer la pérennité du pouvoir.

Ce n'est que dans une telle situation, quand *les institutions* qui fonctionnent depuis des dizaines d'années, et auxquelles les masses sont finalement accoutumées, sont vraiment *paralysées* et hors d'état de servir, que l'esprit révolutionnaire peut naître et se développer.

Mais il ne suffit pas que la bourgeoisie soit en crise pour *qu'automatiquement* un dénouement révolutionnaire soit en vue. Il n'y a aucune crise, de quelque sorte que ce soit qui puisse d'elle-même être mortelle pour le capitalisme. *Tout dépend en dernièr analyse de l'activité consciente du prolétariat, de son esprit d'initiative, de sa mobilisation.*

Il n'y a pas de période révolutionnaire possible sans une intense activité des masses. L'approche de la révolution se signale avant tout par le réveil des opprimés, par leur prise de conscience, par leur irruption dans la vie politique.

C'est lorsque l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps la situation s'empare des masses, lorsqu'elles se mobilisent pour que ça change, que le pouvoir des classes dominantes est vraiment ébranlé jusque dans ses fondements.

Dans ces périodes, les ouvriers cessent leur morne vie de tous les jours. Ils veulent savoir, comprendre, contrôler et enfin diriger. Ils participent activement et avec passion à toutes les formes de la vie sociale, dans leur usine aussi bien que dans leur quartier. Partout où existe une structure d'organisation ouvrière, on se réunit pour discuter, pour comprendre ce qui se passe, pour prendre des décisions.

Tel est le schéma classique de toutes les périodes révolutionnaires que l'Histoire a connu.

C'est ainsi que, pendant la grande révolution française, les *sans-culottes de l'An II* se réunissaient chaque soir dans leurs sections pour y discuter non seulement des affaires immédiates, mais encore des problèmes nationaux et internationaux.

De même dans la Russie de 1905 et de 1917, tant il est vrai que le facteur le plus important d'une telle période, c'est justement la mobilisation et la prise de conscience des masses.

Mais la mobilisation et la prise de conscience sont naturellement progressives. Pour qu'une situation de crise sociale critique se transforme en crise révolutionnaire, il ne faut pas que les masses butent sur les premiers obstacles et se découragent. Il ne faut pas que le découragement s'empare des combattants ou qu'ils s'engagent dans une voie sans issue. *Pour reprendre une image de Trotsky, l'énergie des masses ne doit pas se volatiliser comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston.*

Pour cela, et toute l'Histoire du mouvement ouvrier le confirme tragiquement, les ouvriers doivent être aidés par leur avant-garde, groupée dans un parti révolutionnaire. C'est le rôle de ce parti d'aider les masses à s'y retrouver dans les situations difficiles, à distinguer leurs amis et leurs ennemis, à aller toujours de l'avant jusqu'à la rupture complète d'avec le système, jusqu'à la prise du pouvoir.

SE PREPARER...

Telles sont les caractéristiques essentielles d'une situation révolutionnaire et il faut vraiment être atteint d'un optimisme pathologique pour croire que tel est le cas actuellement en France.

Non seulement la situation n'est pas révolutionnaire, mais encore il n'y a actuellement aucune crise grave. *Et* nous serions même tentés d'ajouter : heureusement.

Car il ne fait aucun doute que les *révolutionnaires ne sont pas prêts actuellement* à assumer les responsabilités qui devraient être les leurs dans de telles situations.

La période de répit dont nous disposons, il ne faut pas la gâcher. Les gauchistes ne doivent pas perdre de temps précieux dans une agitation stérile et dans des luttes fraticides en gonflant artificiellement leurs divergences et en passant plus de temps à se combattre réciproquement qu'à aller de l'avant. *Il ne sert à rien de multiplier les actions exemplaires* et opératoires qui ne correspondent en rien à la situation et qui laissent le prolétariat indifférent.

Ce temps précieux, il faut au contraire l'utiliser à démultiplier la propagande pour les idées du marxisme révolutionnaire ; il faut l'employer à un intense travail d'implantation dans la classe ouvrière.

La tâche de l'heure, c'est de constituer des noyaux d'ouvriers révolutionnaires dans les entreprises, de gagner, par notre présence et notre activité, la sympathie de nombreux ouvriers.

On ne peut espérer jouer un rôle dans les combats grandioses de demain si, *avant*, on n'a pas su faire preuve de son sérieux et de son efficacité dans les conflits plus limités.

Il n'y pas d'autres voies pour préparer l'avenir.

La prise du Palais d'Hiver
...et encore plus loin à la prise du pouvoir
Photo AFP

DANS L'ACADÉMIE DE RENNES :

LES SURVEILLANTS PROTESTENT CONTRE LES LICENCIEMENTS ABUSIFS

un premier succès

Une équipe chargée de la reprise en main. (Photo AFP)

A Quimper, comme dans toute l'académie de Rennes, les surveillants se sont mis en grève les 16, 17 et 19 juin, afin de protester contre les licenciements dont sont victimes plusieurs d'entre eux. Dans cette ville, cinq surveillants ont reçu leur fin de délégation au seul lycée Brizeux, sous le fallacieux prétexte que leur rapport administratif n'avait été jugé satisfaisant par le rectorat. Il faut d'ailleurs signaler que l'une des victimes est stagiaire, et qu'à ce titre elle bénéficie en théorie de garanties statutaires importantes : en particulier, elle ne peut être exclue de ses fonctions qu'en cas de faute grave dans l'exercice de son service, et cela après examen de son cas par une commission de discipline devant laquelle il lui est possible de présenter sa défense. On a pu se rendre compte de la façon dont l'administration appliquait ses propres textes lorsque cette camarade a reçu une lettre l'informant sans autre forme de procès qu'il était mis fin à ses fonctions...

Devant de telles mesures, les surveillants réagirent rapidement : dès le 14, quelques-uns d'entre eux demandaient une réunion intersyndicale (S.N.E.S., S.G.E.N.) à propos de leurs problèmes. Elle se tint le 15 au soir. Le délégué du S.N.E.S. n'y vint malheureusement pas : sa voiture était en panne ! Quand on connaît la méfiance du S.N.E.S. à l'égard des jeunes (et les surveillants ont nécessairement entre 18 et 29 ans), on se demande si une telle panne n'avait vraiment rien de diplomatique... Malgré tout, on se réunit, on discute et on décide de se revoir. Le 19, au cours d'une autre réunion, les délégués syndicaux nous déclarent que « nous avons obtenu une victoire » : le recteur a convoqué les représentants des deux syndicats au niveau académique, et a promis un réexamen des cas d'exclusion pour « mauvais rapport ». Mais plusieurs camarades font alors remarquer que de nombreux désaccords subsistent. Ils chargent l'un d'entre eux de la rédaction d'un tract d'information qui sera expédié dans les lycées et collèges du Sud-Finistère. Celui-ci s'efforce de faire clairement le point de ce qui a été réalisé et de ce qui reste à faire : « Nous avons obtenu certaines promesses : il faut qu'elles deviennent réalité ! Il faut aussi que tous les problèmes qui restent posés soient résolus à notre avantage ; il faut enfin que nous agissions avant les vacances, car ensuite nous ne serons plus en mesure de peser sur les décisions de l'administration... » Après quoi, il est demandé à tous de se tenir prêts : les surveillants présents le 19 ont décidé d'insister auprès des syndicats pour qu'un meeting soit organisé à Rennes à l'occasion d'une nouvelle journée de grève, le jeudi 24 juin.

Pourquoi « remercie »-t-on ainsi de nombreux surveillants ? D'abord parce que beaucoup ayant jugé que l'administration les employait plus à sanctionner qu'à encadrer (dans la plupart des lycées et collèges de Quimper, il est très mal vu, par exemple, de parler avec les élèves pendant les récréations) n'ont pas toujours agi selon ses désirs. Ensuite, parce que l'administration trouve intérêt à dédoubler actuellement les postes (deux postes à mi-temps pour un poste à plein temps). Cela lui permet de réaliser des économies substantielles, car les surveillants à mi-temps effectuent presque toujours un service dont l'horaire est supérieur à la moitié de celui d'un surveillant à temps complet ; mais surtout cela lui permet de disposer d'un personnel marchant au doigt et à l'œil, révocable à tout moment, et sans aucun moyen de défense puisque les surveillants à mi-temps ne peuvent être stagiaires et ne bénéficient donc d'aucune garantie.

Si les représentants du S.N.E.S. et du S.G.E.N. se contentèrent de lier cette action à celles « qui seront entreprises pour lutter contre les compressions du budget de l'Education nationale pour 1970 », quelques camarades cherchèrent à pousser un peu plus loin les choses. Grâce à eux, un des mérites de ces grèves aura été, indépendamment des résultats immédiats, de montrer à tous ceux, syndiqués ou non syndiqués, qui s'y sont trouvés engagés pour la défense de leurs intérêts, que la lutte qu'ils menaient débordait largement ce cadre. Chacun s'est aperçu, en effet, que les mesures prises par l'administration contre les maîtres d'internat et les surveillants d'externat s'inséraient dans la politique d'embrigadement de la jeunesse délibérément suivie par le pouvoir depuis mai 68.

Il ressort de certains propos du recteur que les mesures prises l'ont été en raison d'une directive ministérielle ; il semble que l'Académie de Rennes ait été choisie pour tester les réactions des maîtres d'internat et des surveillants d'externat. Nous ignorons, bien entendu, les conclusions tirées par les « autorités ministérielles ». Qu'elles sachent pourtant que nous pourrions contribuer à faire en sorte que la rentrée prochaine soit « difficile » s'il leur venait à l'esprit de « remettre ça » pendant les vacances.

Un décret de 1890 au secours du budget de l'Éducation Nationale de 1970 :

Des directeurs d'école primaire devront à nouveau faire la classe

Administer une école est une lourde tâche, nombre de directeurs autrefois déchargés de classe, devront demain « sacrifier » l'une ou l'autre fonction. (Photo AFP)

DU point de vue du budget de l'Education nationale, il y a toujours trop d'instituteurs, comme trop d'élèves, comme trop de professeurs etc. Aussi, cette année, Olivier Guichard a-t-il prévu de faire faire la classe... aux directeurs d'écoles primaires.

Jusqu'à présent, au moins dans la région parisienne, le directeur d'école était tacitement déchargé de classe dans les écoles à gros effectifs. C'était le minimum si l'on voulait que le directeur accomplisse correctement ses tâches administratives et d'animateur pédagogique. Or, le « Bulletin officiel de l'Education nationale » vient de faire paraître (le 5 mai 70) une circulaire qui ressort des tiroirs un décret de 1890 fixant des « conditions minima dans lesquelles un directeur peut être dispensé de tenir une classe ». Désormais, sous les auspices de 1890, « une demi-décharge de classe sera accordée aux directeurs et directrices d'écoles primaires et maternelles dont l'effectif aura atteint 300 élèves au moins, et 399 au plus, une décharge complète à ceux dont l'établissement aura accueilli 400 élèves ou davantage ». Cela économisera à chaque fois le salaire d'une institutrice suppléante ou titulaire au gouvernement, et à chaque fois au détriment des enfants. Dans certains cas, ils auront une institutrice la moitié du temps, la directrice l'autre moitié, constamment dérangée par les coups de téléphone, les tâches administratives impromptues, etc. Ne parlons pas des écoles de moins de 300 élèves où une classe sacrifiée aura continuellement une maîtresse à éclipses. Ce sera donc une fois de plus les enfants qui feront les frais en premier lieu de cette nouvelle mesure administrative.

AU DÉPARTEMENT 70 DE LA RÉGIE RENAULT (Billancourt) :

Le mécontentement des O. S.

LUNDI 22 juin, en prenant connaissance du montant de leur acompte, aussi faible que d'habitude, certains O.S. sont allés trouver les délégués du coin pour « aller voir le chef du département », **afin de** « faire quelque chose ».

Une réunion réservée uniquement aux O.S. fut décidée pour le mardi suivant à 14 h 45 au réfectoire. Beaucoup d'entre nous avaient l'impression qu'enfin il y aurait peut-être une action efficace entreprise... De bouche à oreille, les plus décidés (et parmi eux des Portuguais et des Espagnols) contactaient ceux qui n'étaient pas au courant et essayaient de convaincre les réticents.

Le mardi, un tract C.G.T. était distribué et appelait tous les O.S. du département à la réunion prévue.

Une centaine d'O.S., ou un peu plus, remplirent à moitié le réfectoire et écoutèrent les délégués. La litanie habituelle, qui consiste chaque fois à exposer les positions de la direction, ses raisons et ses arguments, fut interrompue par des réflexions ironiques des O.S. et surtout par un travailleur immigré pour qui « tout cela c'est du vent : imposer au patron le coefficient 150 ou 160 pour tous les O.S. est une question de rapport de force qui ne peut être tranchée que par la lutte et non pas avec la comédie des délégations et des comptes rendus qui ne débouchent sur rien de concret ».

Un autre O.S. prit la parole pour se solidariser avec le travailleur immigré et pour expliquer qu'il fallait « mettre tout le monde dans le coup » **pour avoir le maximum de force et d'efficacité face à la direction.** « Une lutte commune sur un objectif commun à toutes les catégories, à savoir un coefficient unique, le maxi, pour chaque catégorie. »

Les délégués ont alors discuté cette dernière proposition, c'est-à-dire qu'ils l'ont combattue en expliquant que « la majorité des O.S. n'est pas venue », **que** « les professionnels ne défendront pas les O.S. », **que ce sont les** « O.S. qui feront aboutir eux-mêmes leurs revendications », **etc... Tout cela fut couronné par une délégation (des délégués seulement) au chef du département.**

Le lendemain, mercredi, à 14 h 15, c'était le compte rendu de la délégation. Une cinquantaine d'O.S. seulement se retrouvèrent au réfectoire. Nouvelle litanie quelque peu troublée par deux O.S. (immigrés) qui protestent avec leurs pieds, en quittant la salle, contre le peu d'enthousiasme des délégués.

La plupart des travailleurs pensent que si c'est un échec, c'est parce que les autres O.S. ne veulent rien faire. « Untel a une grande gueule, mais il est en train de travailler » **ou** « Ils se plaignent qu'ils ne sont pas assez payés, mais en réalité ils ne sont pas si mécontents de leur situation ». **Ces réflexions désabusées sortent certains délégués de leur embarras, et l'un d'entre eux explique que le chef du département 70 est absent, mais si cela va mal, avait-il dit la veille, qu'on lui téléphone :** « si cela chauffe, téléphonez-moi mon brave ! »

Finalement, le délégué conclut en disant que « 50 O.S. cela n'est pas suffisant, cela ne vaut pas la peine » **et chacun regagna son poste...**

Cependant les O.S. du département 70 sont mécontents. Les autres catégories professionnelles aussi. Les propos des délégués répétant que « les professionnels ne défendront pas les O.S. » **ou** « que les O.S. feront aboutir leurs revendications eux-mêmes » **n'y changeront rien. Affirmer cela c'est tromper et les O.S. et les professionnels et pour els travailleurs qui pensent la même chose, c'est prendre leurs désirs pour des réalités.**

Au bout du compte, ce que l'on a vu une fois de plus au département 70, c'est que nos délégués s'arrangent toujours pour être du côté des ouvriers les moins combatifs et que leur attitude aboutit à décourager ceux qui veulent faire quelque chose. Et surtout qu'ils ne proposent rien pour unifier le combat des O.S. et des professionnels.

Les O.S. et les professionnels du département parviendront-ils malgré tout à s'unir dans la lutte sans écouter ceux qui leur conseillent de se battre séparément ?

C'est en grande partie de cela que dépend la possibilité de faire des actions efficaces dans l'avenir et non quelque chose qui échoue lamentablement comme cette fois-ci.

Correspondant L.O.

DANS L'ILE SEGUIN
encore un travailleur maoïste sanctionné

Il y a cinq semaines maintenant, un cariste soupçonné puis accusé sans preuves d'avoir distribué des tracts sur les lieux et pendant les heures de travail était licencié.

La semaine suivante, la direction du 98 a employé flics en civils et faux témoins pour tenter de se débarrasser d'un essayeur.

Cela a commencé dès mercredi dernier par l'intermédiaire du sieur Nogrette (lieutenant de Bobin). L'accusation était : distribution de tracts sur les lieux et pendant les heures de travail (encore une fois) et la sanction prise, un avertissement écrit.

Vendredi, le même essayeur était convoqué par Jolland (administratif du 98) qui cette fois-ci, lui signifiait sa mise à pied pour une durée illimitée, cela sous prétexte qu'il avait été surpris à vendre des journaux dans l'usine.

Dans les deux cas, la direction a refusé de fournir des preuves, elle s'est contentée de dire qu'elle en avait. Les témoins qu'elle possède et qu'elle s'est probablement achetés, sont sans doute bien piteux et peu sûrs d'eux-mêmes pour qu'elle refuse la confrontation comme cela lui avait été demandé. C'est ce qu'ont dit les essayeurs en grève à Jolland qui, bien sûr, selon lui, n'était pour rien dans l'affaire, se contentant d'appliquer les ordres, ce pauvre innocent.

La direction croit se débarrasser des problèmes en se débarrassant des ouvriers maoïstes. Elle se trompe lourdement. Nos conditions de travail, de salaire et de vie sont les véritables causes de notre mécontentement et de ses problèmes.

Elle qui sait donner des ordres et qui trouve des chefs pour les exécuter, elle risque de l'apprendre bientôt à ses dépens.

Extrait du Bulletin L.O. de l'Ile Seguin.

à la Polymécanique (Pantin)

LES élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise viennent d'avoir lieu à la Polymécanique, entreprise du trust Motobécane qui fabrique les moteurs de « Mobylette ». Dans cette entreprise existe une section « Force Ouvrière » créée après mai 68 principalement par des militants écartés de la C.G.T. pour leurs idées gauchistes.

En juillet 68, leur liste avait recueilli près de 20 % des voix sur l'ensemble. En juin 69, le nombre des voix avait notoirement progressé après une année d'activité syndicale (près de 10 % en plus).

Par contre, en juin 70, le pourcentage des voix à 1% près est resté à peu près identique à l'année précédente.

La liste F.O. a obtenu deux titulaires et deux suppléants délégués du personnel au premier collège et un suppléant au 2e collège. Au Comité d'entreprise, elle a obtenu un titulaire et un suppléant au premier collège et un suppléant au 2e collège. La CFDT perd le titulaire et le suppléant qu'elle avait aux délégués du personnel. C'est la CGT qui récupère. Cette chute de la CFDT s'explique par son attitude suiviste vis-à-vis de la CGT et sa quasi-absence sur le plan militant. La section FO s'est maintenue malgré une virulente campagne de la CGT un mois avant, attaquant particulièrement son secrétaire taxé du qualificatif de « Casseur », et malgré les difficultés qu'elle a rencontrées pour constituer ses listes étant donné les pressions du patron comme les changements de poste, dont ont été souvent victimes ses militants.

	Délégués du personnel							
	Titulaires				Suppléants			
	1er collège		2e collège		1er collège		2e collège	
	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970
F.O.	30 %	28,9 %	27 %	26,7 %	27 %	27,2 %	21,7 %	45,8 %
C.G.T.	57,5 %	61,8 %	46,4 %	43,6 %	62,6 %	63,6 %	52,4 %	—
C.F.D.T.	12,4 %	9,25 %	—	—	10,4 %	9,4 %	—	—
C.G.C.	—	—	25,6 %	29,6 %	—	—	25,9 %	54,2 %

chez Citroën

Cette année, pour la première fois, une liste unique C.G.T.-C.F.D.T. est présentée aux élections du C.E., pour s'opposer à celle du syndicat maison indépendant C.F.T.-S.N.I.S.C. que la direction tente d'imposer par tous les moyens. A propos de cette élection, un bulletin révolutionnaire « L'Internationale », diffusé toutes les semaines aux portes des usines du XVe écrit :

« ...Les Indépendants croient tellement peu à la force de leurs arguments qu'ils ont mobilisé agents de secteur, chefs d'équipes, régleurs, etc., pour exercer des pressions sur les travailleurs par les promesses et le chantage pour que ceux-ci votent « Indépendants ». En bref, au C.E. comme ailleurs, les nervis de la direction resteront fidèles aux ordres du patron. C'est pourquoi, aucun bulletin de travailleurs conscients ne se portera sur eux.

« Mais ceci dit, il serait faux de penser qu'il suffirait que les syndicats C.G.T.-C.F.D.T. conservent leur majorité actuelle pour changer quelque chose dans l'entreprise... Ni le C.H.S., ni des repas décents, ni un aménagement des cantines ne seront obtenus par des parlottes avec Bazin (représentant de la Direction) ou des lettres recommandées aux différents Ministères. Tout cela ne peut être obtenu que par la mobilisation et la lutte des travailleurs... Et si voter C.G.T.-C.F.D.T. sera voter contre Bercot, ce bulletin de vote sera seul bien incapable de renvoyer les indépendants à la niche qu'ils n'auraient jamais dû quitter. »

Nous reviendrons sur ces élections dans un prochain numéro.

Des pannonceaux, placés par des militants, informent la population des expulsions prévues. (Photo L.O.)

Dans le XVe arrondissement de Paris rue Mademoiselle

la lutte contre les expulsions

DANS le XVe arrondissement de Paris, au 69 de la rue Mademoiselle, se trouve un hôtel où était logée jusqu'à présent une vingtaine de travailleurs. En fait « hôtel » n'est pas le mot exact, on devrait plutôt dire taudis collectif. En effet, la bâtisse, celle d'un ancien magasin, n'était nullement prévue à cet usage.

Là, dans six ou sept chambres de 2,30 m sur 3,30 m, sont parqués de 4 à 6 travailleurs, selon les moments, chacun payant le loyer exhorbitant de 90 F par mois pour habiter ces locaux. Pour le propriétaire, cela faisait évidemment de coquets bénéfices.

Or, il se trouve que l'hôtel a été racheté par une compagnie immobilière, la S.E.M.E.A. (Société économique d'entreprise et d'aménagement) dont le président est tout à la fois adjoint au maire et responsable de l'action sanitaire et sociale du XVe. Comme cet arrondissement est actuellement la proie des requins de la construction, ce Monsieur s'est trouvé, de fait, fort bien placé dans la compétition.

La pièce unique, à la fois cuisine... (Photo L.O.)

Après le rachat, la S.E.M.E.A. **spécifie au** propriétaire que **l'hôtel devait** être vide, sinon **elle lui demanderait**, devant les **tribunaux, le** paiement d'une **somme de 2.000 F** par jour **supplémentaire** occupé. Cela se **passait aux alentours** du 15 mai. **Peu désireux** de tomber sous le **coup d'une** telle astreinte, **ledit propriétaire** a aussitôt **réagi. Tout** d'abord, il coupe **l'eau et l'électricité**. Puis il fait **retirer les lits** de six des **locataires. Ces** travailleurs **immigrés, n'ayant** pas leurs papiers **en règle, ont dû** partir sans **rechigner.**

Mais. très vite, dès que **l'affaire s'ébruite** dans le quartier, **la résistance** à l'expulsion va **s'organiser. Des** membres de **l'Association** de solidarité avec **les travailleurs** immigrés **(A.S. T.I.) se rendent** sur place et **occupent les** lieux avec les **locataires.**

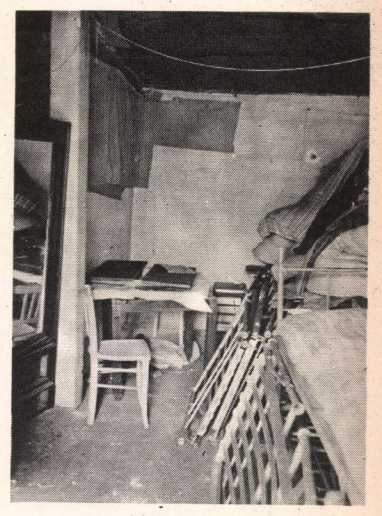
Des militants de différentes **organisations** politiques **(Gauche Prolétarienne**, Vive la **Révolution, P.S.U.**, P.C.) se joignent **à eux** et avertissent **la population** du quartier, par **tracts et** panonceaux, auprès **de laquelle** ils recueillent une **évidente** sympathie.

C'est le jeudi 11 juin qu'ont **lieu les premières** manœuvres **d'intimidation** de la police. Les **C.R.S. arrivent** sur place avec **des chiens** vers 22 h 30, alors **que les travailleurs** immigrés **identités et** arrachent toutes **sont seuls. Ils** vérifient les **les affiches** qui avaient été placardées **sur les** portes.

Dès lors, des dizaines de personnes **vont** rester sur place **en permanence** jusqu'à 23 h et **la police n'interviendra** plus.

Le lundi 15 juin, les gars de l'A.S.T.I. fracturent la porte qui donne accès au compteur et redonnent l'électricité. Ils font des tentatives dans le même sens pour rétablir l'eau.

Peu de temps après a lieu une réunion qui regroupe divers groupes politiques et syndicaux, les travailleurs immigrés et des habitants du XVe. Un tract, qui sera diffusé massivement, des prises de parole, du porte à porte auprès de la population sont décidés. L'assemblée envisage aussi des pétitions, délégations, et des actions de squatering.



chambre à coucher... (Photo L.O.)

Car cette même spéculation immobilière, qui n'hésite pas à jeter à la rue les travailleurs les plus pauvres, fait qu'aujourd'hui, dans ce même arrondissement, de nombreux logements sont inoccupés, non pas faute de mal-logés, mais faute de locataires ayant les moyens de payer des loyers astronomiques.

C'est là aussi une belle image d'une société en pleine décomposition.

...et salle à manger pour trois ou quatre occupants. (Photo L.O.)

A TOULOUSE

La « Briquetterie » une cité-ghetto pour les travailleurs immigrés

A Toulouse comme ailleurs, les travailleurs immigrés souffrent de conditions de logement particulièrement scandaleuses. A la cité de la « Briquetterie », le scandale dure depuis quinze ans, c'est-à-dire depuis la construction.

Dans cette cité vivent environ 170 familles de travailleurs immigrés et une trentaine de familles françaises. Les loyers s'échelonnent en moyenne de 350 à 520 F, des F3 aux F5 (c'est-à-dire des appartements de 3 à 5 pièces) Pour ces loyers déjà très élevés, que propose-t-on ? Des appartements où la peinture n'a jamais été refaite, où l'ascenseur ne marche jamais (pourtant, les locataires paient chaque mois 50 F de charges). Si jamais vous vous avisez de prendre une douche au 5e (à condition que le chauffe-eau marche, ce qui est exceptionnel) ceux du quatrième recevront de l'eau dans leur appartement, les plafonds étant lézardés. Les poubelles restent fréquemment plusieurs jours sans être vidées. L'eau quelquefois n'arrive pas aux éviers ; à ce moment-là, il faut descendre les étages à pied (puisque l'ascenseur est en panne) pour aller chercher l'eau à la pompe d'incendie. Les caves n'ont pas été récurées depuis dix ans. Pour terminer la description, il faut dire que dans la cité, il y a déjà eu plusieurs cas de tuberculose et qu'il y a quelque temps, on a fait passer des radios à tous les locataires.

Devant cette situation, des étudiants « gauchistes » ont voulu dénoncer le scandale. Le jeudi 21 mai, avec les jeunes de la cité, ils ont vidé les caves et ont porté les détritus devant la maison du gérant. Aussitôt, six cars de policiers sont arrivés et, à coup de matraques, ils ont dispersé les 80 jeunes qui se trouvaient là. Mais ils n'ont pu opérer que deux arrestations, car les habitants ont caché les manifestants. Pour parachever leur œuvre, les flics ont lancé des grenades lacrymogènes dans les caves et les couloirs. Ces gaz ont provoqué des boutons chez de tous jeunes enfants. Depuis cette date, la police vient deux à trois fois par semaine pour arrêter des jeunes de la cité. C'est ainsi que le mercredi 10 juin, une jeune fille de seize ans, dénoncée par le gardien de la cité qui est payé par le gérant, était embarquée ; son père s'opposait à l'arrestation fut arrêté lui aussi ; on les garda au poste de 20 h à 24 h. Ce soir-là, les flics, mitraillette au poing, ont empêché, de 20 h à 4 h du matin, tout étranger à la cité d'y pénétrer.

Actuellement, certains habitants de la Briquetterie ont commencé une grève des loyers. Un comité de quartier s'est formé pour faire connaître les problèmes de la Briquetterie et défendre ses habitants. C'est dans ce cadre qu'une réunion d'information, organisée le lundi 15 juin, a réuni une centaine de personnes de la cité et du quartier. Il a été décidé de faire circuler une pétition de protestation contre la présence des policiers à la cité.

FEUILLETON

HUASIPUNGO

de J. ICAZA

V

Résumé :

Le récit se situe en Equateur, dans les années trente. Don Alfonso Pereira, propriétaire foncier, doit trouver les moyens de payer ses dettes, quand il rencontre Julio Pereira, son oncle et principal créancier. Celui-ci l'invite à faire un effort pour mettre en valeur le domaine de Cuchitambo que Don Alfonso a hérité de son père et qu'il a tendance à laisser à l'abandon. Il y a, lui dit Julio, de quoi faire de bons profits, en exploitant les forêts d'alentours. Il suffit de construire une route et de chasser les Indiens qui y disposent d'un lopin de terre (les Huasipungo). Convaincu par son oncle, Don Alfonso se rend à Cuchitambo. Arrivé sur place, il prend ses dispositions pour mettre ses projets à exécution.

Andrès, un indien du domaine, envoyé travailler dans la montagne, s'est blessé au pied et reste estropié. Il est désormais employé à chasser les oiseaux sur les terres du domaine. Pendant ce temps, sa femme la Cunshi, était engagée comme nourrice pour le petit-fils de Don Alfonso. Un comité patriotique pour les corvées de la route est organisé sur l'ordre du curé et du maître par les frères Ruata.

Le curé, lui, sermonnait les fidèles après la messe.

— Pour chaque coup de pioche donné pour cette grande œuvre, cent jours d'indulgence vous seront accordés ; et le Divin Seigneur sourira à chaque mètre de route conquis et jettera ses bénédictions sur ce village.

Les assistants, Indiens pour la plupart, couverts de crasse, de poux et de haillons, tressaillaient jusqu'à la mœlle des os en imaginant le sourire de taïta Dios. Ce n'était pas un mètre qu'ils feraient, mais des kilomètres, et ainsi le Bon Dieu pourrait rire à gorge déployée.

Généralement, vers la fin de son sermont, le prêtre prenait un ton péremptoire.

— La première corvée aura lieu quelques jours avant la fête de la Vierge. Pour l'ouverture des travaux, don Isidoro sera le donateur de la messe d'actions de grâces du village. Une fête solennelle, au cours de laquelle nous demanderons à Dieu et à Sa Très Sainte Mère la grâce et les bénédictions qui vous aideront dans cette œuvre de titans. Le Cabascango du bord du fleuve sera le donateur pour la grande fête d'actions de grâces que nous célébrerons lorsque la route sera terminée.

Un matin, le village s'éveilla avec le désir de faire de grandes choses.

De six à sept heures, on célébra une messe de cent sucres avec la musique du village ; les femmes portaient des blouses neuves, les paysans avaient jeté sur leurs épaules leur poncho de cérémonie, les Indiens étaient revêtus de leurs beaux habits de la fête du *Corpus* (1), et des guaguas déguisés en anges défaillaient sous le poids d'ailes de fleurs par milliers et le long sermon rendaient en fer-blanc. L'encens, à profusion, les pétales irrespirable l'air de l'église.

A huit heures, par toutes les rues qui donnaient sur la place, arrivèrent les Indiens et les paysans portant leurs charges pour la grande foire. Et le murmure des vendeurs et des acheteurs allait s'amplifiant au milieu d'une danse éperdue de couleurs.

— Y a ici les pommes de terre.
— Y a ici le maïs.
— Y a ici la viande.
— Prenez-le donc, vous êtes un bon client.
— Voyez-moi ces belles pommes de terre.
— Compère, c'est conclu.
— Goûtez-moi ça.
— Madame, je vous ferai bonne mesure.

Ceux qui vendaient criaient, ceux qui offraient criaient, ceux qui achetaient criaient. Les couleurs vives des ponchos criaient et celles des châles et celles des ceintures. Le soleil criait d'un cri qui donnait la sueur.

Monsieur l'ingénieur, don Alfonso, le curé, les frères Ruata, le Jacinto et les paysans qui avaient reçu le titre de policiers formaient l'état-major. Ils contemplaient la foule des Indiens bigarrés, au milieu de leurs marchandises et du soleil qui les inondait.

— Nous devrions nous mettre aux quatre coins de la place, comme ça, aucun ne nous échapperait. Les Indiens sont venus en nombre, j'en ai obtenu près de mille, s'écria, plein d'orgueil, don Alfonso.

Les douze coups de midi cristallisèrent la convulsion marchande en un grand cri de ferveur.

— Par ici... par ici ! s'égosillaient les frères Ruata en ouvrant un passage dans la foule qui se pressait.

Et l'idée de ne pas répondre à cet appel ne vint à personne.

En tête du défilé venaient les enfants de l'école ; ceux qui n'allaient pas à l'école étaient là aussi, vêtus de haillons, affamés, un sourire hésitant sur leur visage blafard. C'étaient des mendiants venus dans l'espoir qu'un morceau de pain apaiserait pour un instant la faim qui leur tordait les entrailles. Les plus grands ne disaient-ils pas que, là-bas, dans les marais, il y avait beaucoup de fruits sauvages et beaucoup d'herbes bonnes à manger. Ainsi, tant que durerait la corvée, il ne leur faudrait plus attendre pendant des heures le retour du père ou de la mère apportant la *mashca* pour faire le *chapo* (2), avec un peu d'eau froide.

Puis venaient les vieillards de soixante-dix ans qui, des rubans tricolores à leurs chapeaux de paille, portaient des fanions patriotiques.

Les premiers rangs emportèrent le succès escompté par M. le curé. Des femmes, enveloppées de leurs châles, attendaient, pleines d'une timidité paysanne, sur le pas des portes, le passage du défilé ; et lorsqu'elles virent leurs petits mal vêtus avancer du pas martial d'enfants-héros, elles frissonnèrent d'émotion, et durent s'essuyer le nez du revers de leur manche ; incapables de résister aux larmes, aux sanglots hystériques, elles s'élancèrent vers leurs petits et les suivirent.

— Vous voyez comme les rangs se renforcent ? s'écria le curé. Il jubilait.

— L'amour maternel, commenta l'ingénieur.

— Oui, l'amour maternel ; et il s'agit d'en profiter. D'en profiter en temps voulu.

Comme l'ingénieur ne semblait pas approuver, le prêtre, un peu vexé, continua :

— Savez-vous que je suis très fort pour faire vibrer la corde sensible ?

— C'est le métier qui veut ça, plaisanta don Alfonso.

Tous ceux qui se pressaient pour mieux voir empêchaient la libre circulation de la foule. L'aîné des frères Ruata, profitant d'un arrêt momentané du cortège, se mit à crier à pleins poumons :

— Nous, le glorieux peuple de Tomachi, nous ferons notre route tout seuls, sans demander d'aide à quiconque. Nos maîtres, monsieur le curé et don Alfonsito connaîtront la gloire plus tard, pour nous avoir indiqué la voie du sublime. Il seront aussi grands qu'Anton Calderon ou Bolivar !

La foule, levant vers le ciel la hampe des drapeaux, se sentit gagnée par l'émotion.

Une idée ruminée pendant de longues années de ferveur épique fut enfin formulée par Ruata aîné.

— Oui... Comme Bolivar qui est assis à la droite de Dieu le Père !

La foule ne voulut pas en entendre davantage, ce fut le délire, la fin de toutes les hésitations. Les drapeaux montaient et descendaient comme s'ils faisaient des efforts désespérés pour communiquer leur enthousiasme à un ciel qui commençait à s'obscurcir. Ruata pensa avec orgueil : « Lorsque nous irons à Quito, nous la leur servirons, aux intellectuels, cette petite phrase ! ». et, sans transition les deux frères eurent ensemble le même pressentiment, le même espoir : « Maintenant nous

FEUILLETON

avons gagné la confiance de M. Alfonsito, pourvu qu'il nous donne un bon emploi ! »

Les branches qui bordaient le sentier suivi par le cortège fouettaient le visage des enthousiastes et déchiraient les drapeaux qui, devenus inutiles, avaient été placés dans les voitures qui suivaient.

— Les Indiens sont là ! cria quelqu'un : un cordon interminable de péons ouvrait un sillon dans la terre.

— Bravo ! lança une voix. Et cette voix, c'était celle de centaines d'hommes, de femmes et d'enfants.

La foule arriva comme un torrent au milieu du grincement des charrettes, des crissements de freins, des cris, enveloppée de nuages de poussière, suant par tous les pores. Et les pelles et les pioches furent arrachées des mains des Indiens. Car il fallait qu'il fût dit que c'étaient eux les paysans, qui, de leurs mains calleuses, avaient travaillé à cette œuvre qui devait apporter au village le pain.

∴

Tant que les travaux ne furent pas très avancés, la plus grande partie des volontaires retourna chaque soir dormir au village. Mais, au cours de la seconde semaine, le chemin de retour devint trop long et il fallut rester coucher en pleine pampa. La nuit tombée, la foule se réunissait autour des feux allumés pour faire fuir les fauves gelés des cimes. L'équipe progressait mais l'enthousiasme s'était assoupi. Une fois de plus, la nuit était tombée sur la corvée épuisée. A la clarté des foyers, les enfants s'endormaient dans les jupes de leurs mères ; les paysans reposaient sous leurs ponchos ou se grattaient les doigts de pied avec une épine de penco pour en retirer les *niguas* (3), déjà mûrs. La jeunesse, sous la conduite des frères Ruata, courait à la recherche des filles pour les inviter à boire et obtenir qu'elles les accompagnent sous leur tente de campagne, seul refuge abrité au milieu de ce désert de ténèbres et de froid.

L'un après l'autre, les feux s'éteignaient. A demi-ivres d'alcool et de ténèbres, les jeunes gens se glissaient hors de la tente.

Des ombres glissaient, rapides, entre les charrettes.

Une femme cria. Dans les buissons et les fossés des respirations se faisaient haletantes.

— Ils s'enc..., murmurèrent les Indiens, indifférents, qui, sur les lits qu'ils s'étaient construits à l'abri du vent du marais, cherchaient en vain le sommeil.

Accroupi sous un rocher, le Melchor, mâchant son vieux paludisme s'écria soudain :

— Nom de Dieu ! ils ne viennent que pour faire leurs cochonneries, ces salauds-là !... Mais où sont donc ma femme et le guagua ? Doloritas !

— Laisse-nous dormir, grogna un homme accroupi à côté de lui.

— Doloritas ! Nom de Dieu, est-ce qu'elle va répondre ? Doloritas !

— Tu ne vois pas qu'ils ont été chercher du bois pour faire du feu. Qui aurait pu te les voler !

— Doloritas !

— T'as pas fini de nous emmerder.

— Doloritas !

Les nerfs des mâles étaient à vif.

— Doloritas !

Brusquement, au loin, une sourde détonation retentit. Réveillé en sursaut, chacun se dressa. Quelques Indiens se précipitèrent à la recherche d'un refuge, un chêne touffu ou un terrier de renard, mais il n'y avait pas d'abri pour tout le monde et ils durent, pour la plupart, se contenter de la tente que formait leur poncho.

Un deuxième coup de tonnerre ébranla le ciel.

— Nous sommes frais, j'crois qu'y va pleuvoir.

— Ben, c'est qu'on sait pas où se fourrer...

— Viens par ici...

— Mets-toi dans ce coin-là, on est dans la boue, mais c'est encore mieux que de recevoir toute l'eau...

— Maman Mati.

— Maman Lola.

— Maman Miche.

— Taiticoooo !

Les paludiques claquaient des dents comme si déjà l'averse était tombée. Le silence de la nuit se reforma, mais la foule attendait.

Espacées et lourdes les premières gouttes de pluie tombèrent. La silhouette noire de la Cordillère qui se distinguait encore, un instant auparavant, dans les ténèbres moins sombres de la nuit disparut.

Puis, presque aussitôt, la plaine entière résonna sous les rafales d'eau et la tempête se déchaîna.

Parfois, et comme guidés par un éclair, les Indiens se précipitaient vers un endroit qui leur paraissait offrir un abri, mais l'eau, déjà, les avait devancés ; alors devant un tas de boue — perdus, transis et trempés, ils se laissaient tomber sur le sol et cachaient leur visage dans un pli de leur poncho.

Du paysage transi se leva, avec le même engourdissement douloureux que celui des travailleurs, une vapeur bleuâtre qui, voluptueusement, se dilua dans la première clarté du matin.

De derrière des buissons quelques Indiens surgirent, avec des faces de déterrés, dégouttants de boue. Puis ils furent là des centaines à étirer leur corps brisé, à sortir leur tête de la fange, et chez tous se lisait la surprise de renaître après une nuit de mort. La tempête était passée, mais sa fureur pesait de tout son poids sur les ponchos dégoulinant d'eau et raidis.

— *Achachay* (4) !

— Achachay !

Ils attendaient tous, comme si quelqu'un pouvait venir qui aurait chassé ce froid qui ankylosait leurs membres... Quant au soleil, il ne se montrait toujours pas, et ils claquaient des dents.

Debout au bord du moule que leur forme avait laissé dans la boue, ils n'avaient pas le courage de chercher un endroit où se rouler comme la mule qui veut se débarraser de sa fatigue. Et où donc trouver un peu de sable brûlant qui brûle les pieds sur les chemins ?

— Achachay !

— Achachay !

Soleil maudit qui ne voulait pas paraître ! Mais du marais le vent descendait et collait les vêtements humides sur les corps meurtris, contractés comme au brusque contact d'un sinapisme glacé.

— Achachay, mamita !

— Achachay, taïtico !

La tête baissée, ils ressentaient tous la même douleur, le même poids sur la nuque, la même paresse à ouvrir les doigts ; et l'envie de vomir. Le vent sifflait plus fort et leur arrachait des blasphèmes. Soleil maudit qui ne voulait pas paraître !

— Achachay !

— Achachay, carajo !

Appuyé contre un arbre, un Indien se mit à vomir ; il tomba, et entra en convulsions : le *soroche* (5). Et d'autres, aussitôt, se mirent à vomir, et tombèrent, et se tordirent sur le sol, comme par dérision ! Les gens les entouraient de leur lamentations inutiles. Le borgne Rodriguez, homme des grands moyens, s'ouvrit un passage et ordonna qu'on les suspendît tout nus, à un arbre.

— On va voir si y a un soroche qui me résiste.

Une fois qu'ils furent suspendus, il prit son fouet, cracha dans ses mains et la lanière s'abattit sur le dos des moribonds qui furent bientôt sur pied, les épaules en sang.

Plus bas, au fond d'un ravin, au milieu de quelques buissons, trois Indiens furent trouvés morts. Les jambes repliées, les mains crispées sur le ventre, et un sourire grimaçant sur les lèvres, ils étaient encore affalés dans la boue.

— Regarde donc, on dirait des petits oiseaux morts, cramponnés à une branche.

L'Andrès, la Cunshi et le guagua avaient passé la nuit sous un rocher, mais une énorme nappe d'eau les entourait qui s'était formée à l'entrée de la caverne ; et le guagua, à quatre pattes, brisait de la main le miroir où venait se refléter le ciel.

Enfin, un soleil parcimonieux apparut.

Lorsque don Alfonsito, l'ingénieur et le curé, qui avaient couché au village, purent se rendre compte des dégâts, ils n'eurent plus qu'une préoccupation, celle d'éviter une débandade.

— Heureusement, ce sont les Indiens qui ont le plus souffert. Sûr que nous serions dans de beaux draps si l'un de ces paysans était mort ! C'est vraiment une chance qu'il n'y ait eu que des Indiens, commenta le curé.

— Oui, mais nos hommes sont fatigués. Et tout leur beau courage s'est envolé, affirma l'ingénieur.

— Exact. Il ne s'agit donc que de découvrir le moyen de le leur rendre, ce courage, c'est que le plus dur travail reste à entreprendre : le drainage du marais. Une affaire de plus de deux kilomètres.

Le propriétaire lui-même parut un instant découragé, mais, très vite, le souvenir de la grande figure de l'oncle Julio et la perspective des richesses qui allaient s'accumuler devant lui lui rendirent son aplomb.

— Il n'est plus possible de reculer. Que diraient-ils à Quito ? s'écria-t-il ! Et il se lança incontinent dans une improvisation pompeuse :

— La Société... La Patrie... L'Histoire... Notre morale chrétienne... Aucun des mots qui, de tous temps, ont servi de soutiens aux grandes forces ne fut omis. Et, brusquement, il lui vint une idée, l'idée plutôt : celle qui allait tout arranger.

— Ça se guérit avec de l'eau-de-vie, s'exclama-t-il, radieux. Et le curé approuva.

Plusieurs barils d'eau-de-vie furent apportés du village et la Juana reçut l'ordre de faire fermenter le plus vite possible dix ou vingt *pondos* (6) de *guarapo* (7).

— Pour cela, patron Alfonsito est généreux, commentaient les paysans.

— Il a le cœur sur la main, voilà la vérité, psalmodiaient les femmes.

Alors, comme le jus d'agave met deux ou trois jours à fermenter, la Juana jeta dans les pondos des bailles pleines d'urine, de la viande pourrie et de vieux souliers ayant appartenu au Jacinto.

(*A suivre.*)

---

(1) La Fête-Dieu.

(2) Mélange de farine et d'eau.

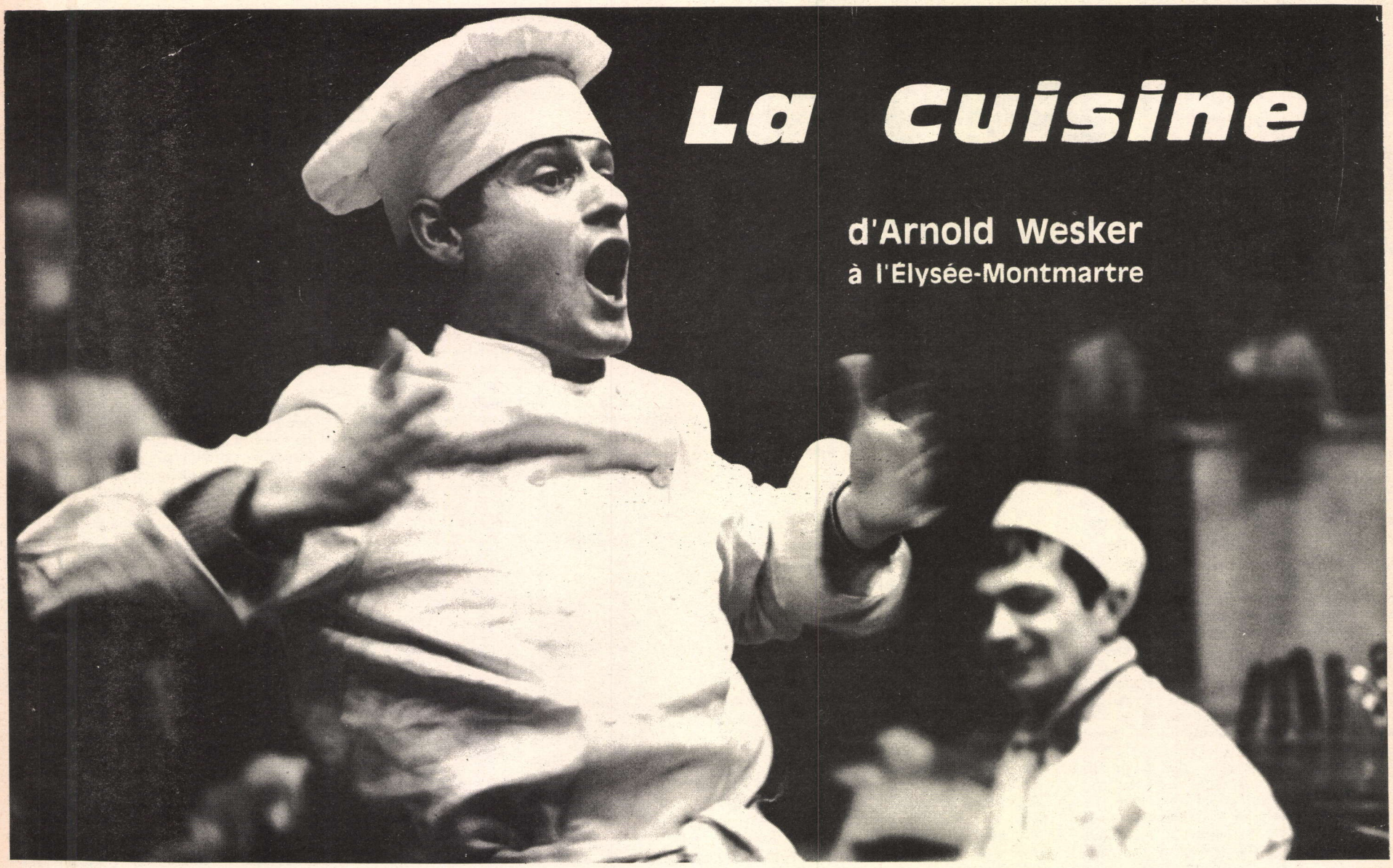
(3) Insectes venimeux.

(4) Exclamation indienne qui signifie : qu'il fait froid !

(5) Maladie des hauteurs. Présente différents symptômes.

(6) *Pondo*, baril de terre cuite en forme de cruche à étroite ouverture, dans lequel on garde l'eau ou la chincha.

(7) *Guarapo*, suc de canne à sucre fermenté. Comme la force et la rapidité de la fermentation sont indispensables, chaque entreprise a des procédés spéciaux et tenus secrets pour activer la fermentation. Les analyses chimiques faites sur la demande des municipalités ont révélé le plus souvent dans ces mixtures une énorme quantité d'urée.



La Cuisine

d'Arnold Wesker

à l'Élysée-Montmartre

UN lieu unique : la cuisine d'un grand restaurant ; quelques personnages : cuisiniers, garçons de salle, serveuses, un patron, sont les moyens employés par Arnold Wesker pour brosser un pamphlet social au travers d'une simple journée de travail dans la cuisine d'un grand restaurant.

Tout commence au petit matin ; en allumant les fourneaux et préparant le travail pour la journée, les marmitons discutent. On ressasse les querelles de la veille, on grogne contre le boulot, on cancane, on parle du temps et du reste. Le chef arrive, on le salue, le patron passe faire sa tournée d'inspection, les discussions cessent un instant puis reprennent. Chaque personnage est un symbole ; il y a le nouveau qui regarde d'un œil critique chaque chose, il y a les immigrés, il y a le chefaillon, petit pête-sec, houspillant chacun pour qu'il fasse plus vite son boulot, il y a le vieil ouvrier désabusé, il y a le chef cuisinier, regardant de sa tour d'ivoire l'effervescence de ses subordonnés, donnant parfois un avis bien tranché, sûr qu'il est de son omniscience, et puis il y a le patron, paternaliste et hautain, qui vient s'enquérir de la marche du travail.

Les discussions portent sur tout et rien. On y sent un peu de racisme, on commente avec ardeur une bagarre de la veille entre Peter, brute bon enfant, d'origine allemande, et un Algérien, querelle entre un « boche » et un « raton ». On parle de la famille, des femmes, de la cherté de la vie, du pays, du sport...

L'heure du déjeuner arrive, le travail s'accélère, les commandes affluent. Le rythme en devient infernal, le cuisinier devient un simple rouage de son fourneau, la serveuse de l'appétit de son client. Les serveuses engueulent les cuisiniers parce qu'ils vont trop lentement et vice versa. Le rythme des commandes s'accélère encore et l'écho des querelles se transforme en hurlement collectif.

Le rideau tombe sur une scène d'enfer...

Il se relève sur la pause de l'après-midi. En nettoyant le matériel, on recommence à discuter. Peter, monté sur un escabeau, un balai à la main, joue au preux chevalier, ignorant des quolibets de ses compagnons. Puis, soudain, il leur demande de raconter leur rêve, le plus ardemment désiré. Ils ne rêvent pas, ils ne le peuvent pas, leurs seules aspirations sont celles du moment, aller se coucher, gagner du fric, aller faire du « foot ». Cependant, laborieusement exprimée, il existe une lueur d'espoir : confusément les marmitons sentent que, si le cadre pesant et crasseux de la cuisine disparaissait, ils pourraient rêver. Le capital brise les muscles, vide les esprits...

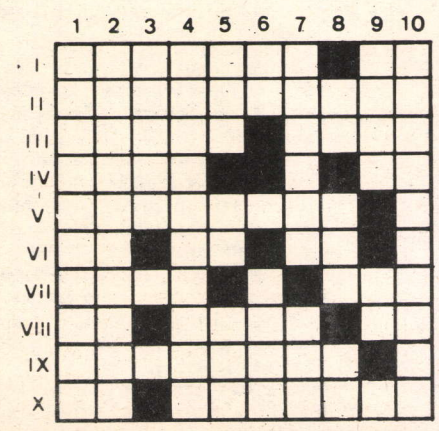
Peu après, Peter éclate, dans la ronde infernale de la préparation du dîner. Il casse tout, se rue dans la salle à manger en hurlant. Calmé par ses camarades, il revient dans la cuisine, pour le jugement du patron. Sans un mot, devant ce dernier, il quitte la cuisine. Laconiquement, jouant l'étonné, le digne propriétaire s'exclame, prétend ne rien comprendre, il donne du travail et de la nourriture à ses ouvriers, que pourraient-ils désirer de plus ?...

Et le travail reprend comme avant... comme toujours...

La pièce, tout à la fois peinture et critique sociale, réussit à rester une vraie pièce de théâtre. La mise en scène, la disposition du spectacle (il n'a pas de scène, le premier rang du théâtre en gradin est de plein-pied sur les planches) plongent le spectateur dans l'atmosphère de la cuisine. Les dialogues et le jeu des acteurs restent véridiques, toujours assez drôles, aussi légers en apparence que dans n'importe quelle pièce de boulevard. Pour être politique, cette pièce n'en est pas pour autant lourde, artificielle et ennuyeuse. C'est tout à l'honneur de Arnold Wesker d'avoir pu écrire un pamphlet virulent sous forme d'une comédie, qui en soit une.

Michel CARRIERE.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. — Pour fonctionner correctement, il leur aurait fallu l'électricité. En herbe. II. — Possède plus d'Internationales que de partis. III. — Reconnut. Ce n'est pas par altruisme qu'on préfère y donner plus qu'on ne reçoit. IV. — C'est une manière de voir. Article arabe. V. — A remplacé « liquider » dans le vocabulaire des bureaucrates russes. VI. — Sinistre sigle qui a inspiré un célèbre court-métrage de A. Resnais. Préfixe. Pour un Japonais, c'est un drame. VII. — Victoire napoléonienne. Une communauté qui vit sous le régime de la séparation des biens. VIII. — Fin d'infinitif. En 1943, ce pays vit l'ébauche du partage du monde. C'est par lui qu'on commence en général. IX. — C'est bien là le style de ceux qui racontent des histoires. X. — Contrairement à ce qu'on dit souvent, il n'est pas responsable de l'embouteillage parisien. Espèce d'arbre.

VERTICALEMENT

1. — Glissent doucement sur leur droite et tombent brutalement sur leur gauche. 2. — Ferait un prêtre. 3. — Hait d'une haine viscérale. 4. — Celui de certains hommes politiques est tortueux. 5. — Observé par la droite en 14, par la gauche en 17. Message rassurant. 6. — A sa place dans le trotskysme. Partent avant les femmes et les enfants. 7. — N'est pas forcément de Damas. Revient fréquemment dans le procès-verbal d'interrogatoire d'un révolutionnaire. 8. — Conjonction. A la réputation d'être solide. Initiales d'un hebdomadaire stalinien. 9. — C'est là que travaille Vulcain. En Seine-Maritime. 10. — Devrait être synonyme de : organise.

SOLUTIONS DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	S	O	L	A	T	I	O	N
II	I	N	C	R	O	Y	A	B	L	E
III	A	■	E	S	T	■	M	A	■	T
IV	B	A	N	■	T	E	■	R	U	T
V	O	R	A	L	E	■	T	R	I	O
VI	L	A	R	E	S	■	U	U	■	Y
VII	I	■	I	S	■	■	C	R	I	A
VIII	Q	U	O	T	A	S	■	I	N	G
IX	U	N	■	E	N	T	E	■	N	E
X	E	■	O	S	E	E	S	■	E	S

Quand Chaban inaugure des H.L.M.

l'art de jeter de la poudre aux yeux

Côté face : quelques H.L.M. pour les travailleurs. Ce sont surtout les façades qui sont soignées. (Photo L.O.)

TOUS les gaullistes d'Asnières s'étaient donnés rendez-vous le 19 juin à la cité des Mourinoux pour inaugurer les nouvelles H.L.M. en la présence de Chaban-Delmas, Bokanowsky et bien sûr l'inévitable Chalandon, toujours là lorsqu'il s'agit de logements « sociaux ».

C'était un spectacle étrange auquel ont pu assister ce soir-là les banlieusards d'Asnières ; défilant dans les rues de leur quartier, une brochette de ministres suivis de leurs épouse et progéniture en grande tenue et, bien sûr, comme dans toute cérémonie de ce genre, la musique militaire, les sportifs locaux, le tout entouré de flics de toutes espèces qui, depuis une semaine, avaient doublé rondes et patrouilles dans la cité.

Quant à l'enthousiasme de la population locale, il laissait plutôt à désirer : aucun applaudissement, beaucoup d'indifférence, et même des rires venant de la part des bandes de jeunes nord-africains et français de la cité : « T'as vu la mémé, elle est maxi ! » Et même des familles considérant ce défilé sous leurs fenêtres comme une provocation, marquaient leur mécontentement en demandant : « Et les loyers et les impôts ? ». Si Chaban et Chalandon étaient venus pour un bain de foule, c'était raté !

En effet, ce ne sont pas les sujets de mécontentement qui manquent pour les habitants des Mourinoux. Il a fallu d'abord attendre dix ans pour que cette cité soit entièrement équipée, pour qu'il y ait autre chose que des cages à lapins.

Il y a encore quelques mois, il fallait marcher dix minutes à pied pour trouver des commerçants, et les centres commerciaux actuellement existants sont chers et sont loin de donner satisfaction à leurs clients. Pour les loisirs, absolument rien, sauf ce qui a encore la prétention de s'appeler « Maison des Jeunes et de la Culture » et qui est désertée depuis plusieurs années, depuis que la municipalité gaulliste et bien pensante s'est permis de renvoyer un directeur qui ne pensait pas comme elle.

Pour les enfants de la cité, pouvoir être acceptés dans le groupe scolaire le plus proche représente, de la part des parents, une somme d'efforts et d'ingéniosité assez grande ; car le groupe est perpétuellement surchargé.

Mais là où la municipalité dépasse vraiment les bornes, c'est dans l'attitude qu'elle a vis-à-vis des travailleurs immigrés (pour la plupart Algériens) : en plein milieu de cette « belle réalisation » que Chaban est venu inaugurer, s'étend un bidonville pudiquement baptisé « cité de transit ». Comme elle est trop petite, seules quelques familles ont le droit d'y vivre, les autres qui y logeaient ont été expulsées sans autre forme de procès. Et pour ceux qui ont la « chance » d'être tolérés, ils doivent subir presque continuellement les tracasseries administratives et les descentes de police.

La seule façon qu'a Chaban de résoudre le problème des bidonvilles, c'est de mettre ses occupants à la rue. Aussi ceux qu'ils viennent de quitter, ils les reconstruiront plus loin, ceux d'Asnières sont maintenant à Gennevilliers, Argenteuil, Nanterre.

Côté pile : la cité de transit pour travailleurs immigrés, à quelques mètres des grands ensembles. Et ce n'est qu'un aspect de la carence des pouvoirs publics. (Photo L.O.)

Mais le problème se complique dès qu'il s'agit d'entrer ou de sortir de ce paradis de banlieue, si l'on n'a pas de voiture les transports en commun ne vous seront pas d'un grand secours. Les bus desservent la cité : le 135, il faut l'attendre un quart d'heure et son service s'arrête à 21 h, l'autre bus, le 140, il faut aller le chercher à cinq ou dix minutes de la cité. Aux heures de pointe, il met une demi-heure pour aller au métro le plus proche, Porte de Clichy. Et comme beaucoup de bus de banlieue, il n'y a qu'un chauffeur-receveur, et pour l'attendre, il n'y a aucun abri à la station.

Pire encore, bien que ces bus soient largement insuffisants, plusieurs services ont été supprimés par la R.A.T.P., si bien que les travailleurs qui doivent prendre le train aux gares de Colombes et Argenteuil n'ont qu'à se lever plus tôt s'ils veulent arriver à l'heure à leur travail. Jusqu'à présent, toutes les protestations sont restées lettres mortes. Les difficultés quotidiennes que rencontrent les travailleurs sont le cadet des soucis de Chalandon et compagnie, tout ce qu'ils ont fait dans cette cité n'est que pour la façade : ils préfèrent payer un feu d'artifice pour recevoir Chaban que de consacrer l'argent à des logements et quand ils ont eu des crédits, c'est toujours pour le prestige ! Ils l'emploient, comme actuellement, pour construire une patinoire à côté de la piscine.

Et pour que cette patinoire soit rentable, la municipalité a demandé à la R.A.T.P. de détourner le parcours de l'autobus 140.

Voilà bien un exemple parfait de la gestion des capitalistes. Pour les travailleurs : on supprime des bus ; pour le prestige de Chalandon : la R.A.T.P. n'a rien à lui refuser !

Sous le ciel du capitalisme rien n'est changé, quand le gouvernement annonce qu'il va faire du social, il y a de grandes chances pour que les travailleurs en fassent les frais, et malgré la publicité faite autour des grandes réalisations, les banlieusards restent les parias de la nouvelle société.

Dans l'entreprise (CAPAG-CETRA) de M. Louis Ducatel

le patron est très sérieux quand il s'agit d'exploiter les travailleurs

LA C.A.P.A.G.-C.E.T.R.A. est une entreprise de travaux publics appartenant à Louis Ducatel, candidat à la présidence de la République lors des élections de juin 1969. D'après les discours que cet original avait tenus pendant sa campagne électorale, on aurait pu supposer qu'il devait être agréable de travailler chez lui. En fait, il n'en est rien et ce monsieur aux allures de clown sait être on ne peut plus sérieux quand il s'agit de son portefeuille.

C'est ainsi par exemple que sur le chantier CAPAG-CETRA du périphérique (tronçon Auteuil-Passy) les ouvriers font cinquante-quatre heures par semaine (six fois neuf heures) sans compter les heures supplémentaires pratiquement obligatoires, ce qui fait soixante-cinq heures en moyenne.

La quasi-totalité des ouvriers sont des travailleurs immigrés, en majorité portugais, mais la maîtrise est française. Le travail est dur et ne laisse pas de répit, ce qui n'empêche pas les salaires d'être plutôt bas : entre 4 francs et 5 F 50 de l'heure selon la « qualification » (en fait, manœuvres et compagnons font le même travail). A cela s'ajoute une prime de panier de 2 F par jour, plus une prime de rendement allant de 70 à 150 F. Il y a également une prime d'outillage de 20 F attribuée aux compagnons tenus d'acheter leurs outils (marteau, mètre, truelles, scies, etc.), le motif avancé étant qu'ainsi les ouvriers prennent plus de soin des outils. Peut-être continuant sur cette voie Ducatel prétendra-t-il un jour faire payer directement par les ouvriers bétonneuses et grues...

Sur le chantier du périphérique existe une cantine, chose très rare pour un chantier. Le repas, d'une qualité très médiocre coûte 4 F 70 boisson non comprise. De plus, si un travailleur ayant l'habitude de manger à la cantine ne peut pour une raison ou pour une autre décommander son repas avant 8 h 30, le repas non pris sera quand même payé. Ce qui fait que sur environ cent cinquante personnes seules dix ou quinze d'entre elles, principalement l'encadrement, mangent à la cantine. La plupart des travailleurs apportent donc leur gamelle et prennent leur repas dans une baraque baptisée réfectoire où les bancs en nombre insuffisant sont complétés par des caisses de bière. Quant à l'épicerie du chantier, très mal achalandée, elle est allée jusqu'à vendre des pochettes d'allumettes publicitaires, normalement gratuites !

Une vue du réfectoire : de quoi vous mettre en appétit. (Photo L.O.)

Enfin, les vestiaires ne déparent pas l'ensemble, sales et mal éclairés.

Il est vrai qu'il y a un syndicat à la CAPAG-CETRA, mais il s'agit d'un syndicat d'obédience C.F.T. Autant dire que les travailleurs sont complètement inorganisés et à la merci de la direction qui s'en donne à cœur joie.

Il y a quelques temps, un bétonnier fit part de son désir de quitter, à 17 h, un samedi, car sa femme était à l'hôpital, pour profiter de la voiture d'un camarade dont le travail n'impose pas d'heures supplémentaires. Le chef lui répondit de ne pas « faire le con » et que s'il partait à 17 h, il lui donnait son compte immédiatement. Comme quoi tous les moyens sont bons pour imposer les heures supplémentaires.

Malgré tout cela, la surexploitation, les brimades, la direction dans un élan de bonté paternaliste offrit un méchoui à tous les travailleurs, il y a quelques mois afin de fêter la fin du tunnel. Le méchoui commençait à midi, mais il ne faut tout de même pas exagérer, les heures de l'après-midi ne furent pas payées !

On le voit, rien d'étonnant à ce que Ducatel soit multimillionnaire. Quant à la fierté d'avoir réussi qu'affichait cet individu à la télévision, c'est comme celle de tous ses semblables celle d'un requin qui a su s'engraisser sur le dos de ses ouvriers.